

NOTE DE TRANSMISSION

Du: Secrétariat

À la: la Convention

Objet: **Fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant l'action
extérieure, y compris la politique de défense:
Projets d'articles relatifs à la partie I, titre V (articles 29, 30, X) et à la
partie II, titre B (articles 1er à 36) et chapitre X (article X), de la Constitution**

Les membres trouveront en annexe la fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant l'action extérieure, y compris la politique de défense: projets d'articles relatifs à la Partie I, Titre V (articles 29, 30 et X) et à la Partie II, Titre B (articles 1 à 36) et Chapitre X (article X), de la Constitution.

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS
CONCERNANT L'ACTION EXTÉRIEURE,
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DÉFENSE:

PARTIE I TITRE V (ARTICLES 29, 30 ET X)

PARTIE II, TITRE B (ARTICLES 1 À 36)

PARTIE II CHAPITRE X (ARTICLE X), DE LA CONSTITUTION

I. ANALYSE DES AMENDEMENTS PAR THÈME - RÉSUMÉ

Les membres de la Convention ont présenté au total 811 amendements au projet d'articles sur l'action extérieure. Les articles de la Partie I (articles 29, 30 et la clause de solidarité) ont fait l'objet de 110 amendements. Les articles horizontaux du Titre B, concernant les principes et objectifs de l'action extérieure et les instruments couvrant plusieurs domaines de l'action extérieure, ont fait l'objet de 73 amendements. Les Conventionnels ont introduit 329 amendements au Chapitre 1 sur la PESC, dont 190 concernent spécifiquement la PESC, 118 portent sur la PESD et 21 sur les dispositions financières. Le Chapitre 2 sur la Politique commerciale a fait l'objet de 59 amendements. En ce qui concerne le Chapitre 3, 68 amendements portent sur la coopération au développement, 28 sur la coopération avec les pays tiers et 18 sur l'aide humanitaire. 17 amendements ont été introduits au Chapitre 4 sur les mesures restrictives, 55 au Chapitre 5 sur les accords internationaux et 36 au Chapitre 6 sur les relations avec les organisations internationales et les pays tiers. Enfin, l'article X concernant la mise en œuvre de la clause solidarité a fait l'objet de 18 amendements.

I. Structure générale

La nouvelle structure des textes, qui propose de regrouper toutes les bases juridiques concernant les différents domaines de l'action extérieure dans le Titre B de la Partie II, a recueilli un large soutien.

Les Conventionnels ont estimé qu'elle permet de donner une vue d'ensemble plus cohérente et plus claire des différents moyens dont l'Union dispose pour agir sur la scène internationale. En outre, le fait que différents types d'action et de politiques à l'intérieur du Titre B continuent à être régies par des modalités différentes n'a pas été mis en question par les Conventionnels.

II. Articles horizontaux

Un nombre important des amendements à l'article 1 concernant les principes et objectifs, qui a été rédigé par le Groupe de travail VII, propose divers éléments additionnels aux paragraphes 1 et 2. Plusieurs Conventionnels proposent également de renforcer les dispositions du paragraphe 3 portant sur la cohérence de l'action de l'Union.

En ce qui concerne l'article 2, la plupart des amendements portent sur le droit d'initiative relatif aux recommandations adressées au Conseil portant sur les objectifs et intérêts stratégiques de l'Union. Plusieurs Conventionnels ont proposé de supprimer les dispositions relatives aux propositions conjointes du ministre des affaires étrangères de l'Union et de la Commission.

III.A. La politique étrangère et de sécurité commune

Une grande partie des amendements concernant la PESC, y compris la PESD (article 29, 30 de la Partie I et Chapitre 1 du Titre B de la Partie II) sont directement liés aux questions institutionnelles, en particulier au statut et au rôle du ministre des affaires étrangères.

Un nombre limité de Conventionnels s'est exprimé contre la création d'un poste de ministre des affaires étrangères à "double chapeau". Ces Conventionnels estiment qu'une meilleure cohérence dans l'action extérieure peut être obtenue en renforçant la coopération entre le mandataire du Conseil pour la PESC et la Commission. La majorité des Conventionnels, par contre, s'est exprimée en faveur de la création d'un poste de ministre des affaires étrangères qui combine sous l'autorité du Conseil des fonctions PESC, avec des fonctions dans les domaines des relations extérieures

gérées par la Commission. Les différences de points de vue au sein de ce groupe concernent surtout les conséquences que ce changement institutionnel entraîne pour les pouvoirs de la Commission dans le domaine de la PESC, l'exercice de la présidence du Conseil Affaires extérieures, et la représentation de l'Union sur la scène internationale. Il convient de mentionner qu'un nombre de Conventionnels propose de changer le titre du ministre.

Le droit d'initiative

Un certain nombre de Conventionnels propose d'attribuer le droit d'initiative également à la Commission en prévoyant qu'elle puisse faire des propositions PESC au Conseil, seule ou conjointement avec le ministre des affaires étrangères. Par contre, d'autres Conventionnels s'opposent à ce que le ministre puisse faire des propositions PESC conjointement avec la Commission. Ils estiment que ceci est en contradiction avec la création du poste de ministre des affaires étrangères "double chapeau". D'autres amendements proposent d'attribuer le droit d'initiative au Parlement européen, ou de limiter le droit d'initiative des États membres.

Procédure de prise de décisions

Plusieurs Conventionnels proposent de rendre le vote à la majorité qualifiée la règle générale dans le domaine de la PESC (l'unanimité devenant l'exception), et d'attribuer au ministre de l'Union et, le cas échéant, au Conseil européen un rôle de médiateur dans le cas où un État membre invoquerait un problème important pour empêcher le passage au vote. D'autres amendements proposent, entre autres: le maintien de l'unanimité mais en procédant à une extension de la liste des cas où le Conseil statue à la majorité qualifiée, l'application du vote à la majorité qualifiée pour toutes les décisions, ou encore, la suppression des dérogations à l'unanimité. Plusieurs amendements s'opposent au vote à la majorité qualifiée pour les propositions conjointes du ministre et de la Commission.

Instruments

Les instruments de la PESC ont suscité peu d'amendements. Un nombre réduit de Conventionnels propose que seul le Conseil des ministres adopte des décisions, et non le Conseil européen.

Quelques Conventionnels proposent de modifier la dénomination des instruments.

Rôle du Parlement européen

La majorité des Conventionnels qui ont introduit un amendement sur ce sujet proposent de donner un rôle explicite au Parlement européen dans la procédure de décision PESC, ou visent à renforcer les dispositions à l'article 6 sur la consultation et l'information du Parlement européen. Certains amendements proposent que les parlements nationaux, éventuellement réunis avec le Parlement européen, soient également tenus informés et consultés sur les aspects principaux de la PESC.

Représentation externe

Un certain nombre de Conventionnels proposent de renforcer les dispositions qui prévoient que la position de l'Union est exprimée par le ministre de l'Union lors des conférences internationales et dans les organisations internationales, y compris au sein du Conseil de sécurité. D'autres Conventionnels ont souligné que le statut des États membres au sein des organisations internationales ne doit pas être affecté, et que le rôle des États membres dans la présentation des positions de l'Union ne doit pas être négligé.

Quelques Conventionnels proposent de rendre explicite que les positions de l'Union lient les États membres siégeant au Conseil de sécurité.

La proposition de créer un service diplomatique de l'Union qui opérerait sous l'autorité du ministre des affaires étrangères a également été avancée par les Conventionnels.

III.B. Politique de sécurité et de défense commune

(Les commentaires au point III relatif à la PESC s'appliquent également à cette partie).

Certains Conventionnels souhaitent que la rédaction de l'article 30 se rapproche plus de l'article 17, paragraphe 1, du TUE et que la portée de la politique de sécurité et de défense commune soit précisée.

Droit d'initiative et procédure de prise de décisions

En ce qui concerne le droit d'initiative, certains amendements suggèrent de prévoir, outre le droit d'initiative du ministre des affaires étrangères ou d'un État membre, également celui de la Commission ou du ministre des affaires étrangères conjointement avec la Commission. Certains Conventionnels suggèrent le remplacement du droit d'initiative du ministre des affaires étrangères par celui de la Commission.

Certains amendements ont également porté sur la question de la procédure de prise de décision dans ce domaine. Dans quelques cas, il est proposé que le Conseil ne statue pas à l'unanimité, mais à la majorité qualifiée, ou majorité qualifiée renforcée, pour certains avec la participation du Parlement européen.

Agence

De nombreux amendements ont suggéré de modifier, ajouter ou supprimer certaines des missions de l'Agence, certains par conséquent ont également souhaité changer sa dénomination. Quelques Conventionnels ont proposé de supprimer les références à l'Agence dans la Partie I afin de les transférer dans la Partie II de la Constitution.

Flexibilités

En ce qui concerne les différents modes de flexibilité proposés dans l'article, celle relative à la mise en œuvre d'une mission par certains États membres n'a pas suscité beaucoup d'amendements. La coopération structurée (30§6) et la coopération plus étroite en matière de défense mutuelle (30§7) ont fait objet de plusieurs amendements portant notamment sur des modifications de l'objet de la

coopération structurée, un recours à la coopération renforcée dans ce domaine ou la suppression d'une telle coopération. Les amendements relatifs à la coopération plus étroite en matière de défense mutuelle ont porté principalement sur son mode d'instauration, aux relations avec l'OTAN et à la suppression d'une telle disposition jugée parfois comme dupliquant celle du traité de Washington ou de Bruxelles.

IV. Politique Commerciale

Un certain nombre de Conventionnels proposent de supprimer la référence aux investissements étrangers directs dans les articles 23 et 24, estimant que ce domaine ne fait pas partie de la politique commerciale commune. En ce qui concerne l'article 24, on remarquera que des amendements divergents ont été présentés concernant la négociation et la conclusion des accords dans les domaines cités au paragraphe 4 (qui prévoit l'unanimité dans les cas d'accords dans les domaines du commerce des services impliquant des déplacements des personnes et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle lorsque l'unanimité est requise pour l'adoption des règles internes). Plusieurs Conventionnels souhaitent supprimer ce paragraphe, et ainsi généraliser l'adoption à la majorité qualifiée dans la politique commerciale. Un certain nombre d'autres Conventionnels demandent par contre à ce que le texte reflète l'essentiel du texte de l'article 133 §6 TCE, alinéa 2, ou que soit insérée la totalité du texte des paragraphes 5 et 6 de l'article 133 TCE. Le rôle du Parlement européen est également évoqué par plusieurs Conventionnels, qui proposent de renforcer les dispositions en ce qui concerne son implication.

V. Coopération au développement, coopération avec pays tiers et aide humanitaire

Plusieurs Conventionnels insistent sur la nécessité de définir les objectifs spécifiques de la politique de coopération au développement dans cette section, notamment la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté et le soutien au développement économique, social et environnemental durable. Certains proposent de souligner que cette politique est fondée sur le principe de partenariat.

Plusieurs Conventionnels demandent la suppression du paragraphe 4 de l'article 26, et estiment qu'il n'y a plus lieu de garder une spécificité d'approche vis-à-vis des ACP. En ce qui concerne l'aide humanitaire, plusieurs soulignent la nécessité de mentionner également le principe de la neutralité. Plusieurs Conventionnels demandent également la suppression du paragraphe sur le corps volontaire d'aide humanitaire.

VI. Accords internationaux

En ce qui concerne l'article 32 sur la compétence externe de l'Union et les accords d'association, plusieurs Conventionnels ont demandé de traiter les accords d'association dans un article séparé. Certains conventionnels proposent d'ajouter que l'Union peut conclure des accords internationaux non seulement quand cela est prévu dans une disposition de la Constitution, mais également "en vue de mettre en œuvre ses politiques" ou, selon une autre formulation, que "l'Union peut conclure des accords internationaux dont la portée est reflétée par les compétences internes de l'Union."

Un grand nombre d'amendements concernant l'article 33 résulte des diverses opinions parmi les Conventionnels quant au statut et à l'étendue des compétences du ministre des affaires étrangères de l'Union. Beaucoup d'amendements portent sur le rôle du Parlement européen tant au stade de l'ouverture de négociation qu'aux stades de la négociation elle-même et de la conclusion des accords. En ce qui concerne l'article 34, un nombre de Conventionnels propose de renforcer le rôle de la Commission en matière de politique monétaire.

VII. Relations avec les organisations internationales et les pays tiers

Plusieurs amendements portent sur la possibilité de l'Union d'adhérer à des organisations internationales, et il est proposé par un certain nombre de Conventionnels que les États membres œuvrent pour le rendre possible. Certains Conventionnels proposent de développer plus en détail les dispositions concernant l'organisation de la représentation extérieure de l'Union.

VIII. Clause de solidarité

Le principe même de la clause de solidarité a suscité peu d'amendements. Plusieurs ont cependant

proposé de nouvelles rédactions modifiant sa portée, nombre d'entre eux souhaitant que la clause s'applique également en cas de catastrophes naturelles ou autres désastres. Certains suggèrent aussi que toutes les actions entreprises dans ce cadre nécessitent une demande de l'État membre concerné.

II. ANALYSE DES AMENDEMENTS PAR ARTICLE

PARTIE I - TITRE V

Article 29: La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union

- 1. *L'Union européenne s'engage à conduire une politique étrangère et de sécurité commune, fondée sur un développement progressif de la solidarité politique mutuelle des États membres, sur l'identification progressive des questions présentant un intérêt général et sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actions des États membres.***
- 2. *Le Conseil européen identifie les intérêts stratégiques de l'Union et fixe les objectifs de sa politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil des ministres élabore cette politique selon les modalités de la Partie II de la Constitution.***
- 3. *Le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent les décisions nécessaires.***
- 4. *Cette politique étrangère et de sécurité commune est exécutée par le ministre des affaires étrangères de l'Union et par les États membres, en utilisant les moyens nationaux et ceux de l'Union.***
- 5. *Les États membres se concertent au sein du Conseil et du Conseil européen sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général en vue de définir une approche commune. Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union, chaque État membre consulte les autres au sein du Conseil ou du Conseil européen. Les États membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et valeurs sur la scène internationale. Les États membres sont solidaires entre eux.***
- 6. *Le Parlement européen est consulté sur les aspects principaux et choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune, et est tenu informé de son évolution.***
- 7. *En matière de politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent des décisions à l'unanimité, sauf dans les cas prévus dans la Partie II de la Constitution. Ils se prononcent sur une proposition d'un État membre, ou du ministre des affaires étrangères de l'Union, seul ou conjointement avec la Commission.***
- 8. *Le Conseil européen peut décider à l'unanimité que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés dans la Partie II de la Constitution.***

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Proposition d'ajouter une disposition à la fin de l'article qui stipule que la mise en œuvre de la PESC n'affecte pas les compétences de l'Union visées à l'article 11-13, 15 et 16 de la Constitution (*No 12/Farnleitner, No 28/O'Sullivan + 1*)
- Proposition d'inclure une référence au cadre général de l'action extérieure, dont la PESC fait partie (*No 36/Voggenhuber + 2*)
- Proposition d'inclure, dans un paragraphe séparé, des dispositions spécifiques portant sur la coopération renforcée dans la PESC (*No 6/Borrell, No 15/Floch*)
- Proposition d'inclure dans le présent article une description de la politique commune en matière de sécurité et défense en indiquant que celle-ci ne préjuge pas les engagements pris par les États membres au sein de l'OTAN (*No 21/Kalniete + 5*)
- Textes alternatifs (*No 3/Abitbol, No 18/Heathcoat-Amory, No 22/Kaufmann*)
- Supprimer l'article (*No 23/Kirkhope, No 26/Michel + 4*)

Paragraphe 1.

- Renforcer le texte en remplaçant "*s'engage à conduire*" par "*conduira*" (*No 11/Duff + 19, No 12/Farnleitner, No 6/Borrell + 2, No 13/Fini + 1, No 24/Lamassoure*), ou par "*établie et réalise*" (*No 32/Spini*)
- Supprimer la référence aux États membres après "*solidarité mutuelle*" (*No 11/Duff + 19*)
- Supprimer les références au caractère progressif du développement de la PESC (*No 33/Svensson, No 35/Thorning-Schmidt, No 36/Voggenhuber + 2, Fini/Speroni, No 24/Lamassoure, No 9/de Villepin, No 14/Fischer, No 20/Hjelm-Wallén + 4*)
- Modifier et raccourcir le texte pour exprimer que la PESC se fonde sur la loyauté et la solidarité politique mutuelle des États membres (*No 9/de Villepin*)
- Inclure une référence à l'importance de cohérence des actions des États membres (*No 7/Brok + 29*)
- Préciser que la PESC couvre tous les domaines de la politique étrangère et de la sécurité, y inclus la politique commune de sécurité et de défense (*No 14/Fischer*)
- Ajouter une référence aux valeurs et objectifs de l'Union (*No 6/Borrell + 2*)
- Ajouter une référence au rôle central de l'ONU (*No 5 Bonde + 2*)
- Supprimer le paragraphe en reprenant certains éléments dans le paragraphe 5 (*No 35/Tiilikainen + 4*)

Paragraphe 2.

- Modifier le texte pour exprimer que seul le Conseil des Ministres peut prendre des décisions (et non le Conseil européen) (No 14/Fischer)
- Préciser que le Conseil élabore la PESC *"sur la base des lignes directrices du Conseil européen"* (No 12/Farnleitner)
- Supprimer les références au Conseil européen et au Conseil des Ministres en indiquant que *"les institutions européennes"* exécutent la PESC (No 36/Voggenhuber + 2)
- Ajouter une référence aux principes et objectifs de l'action extérieure tels que définis à l'article 1 du Titre B de la Partie II (No 7/Brok + 29)
- Ajouter une référence à la participation active du Parlement européen et de la Commission (No 6/Borrell + 2)

Paragraphe 3.

- Modifier le texte pour exprimer que seul le Conseil des Ministres peut prendre des décisions (et non le Conseil européen) et incorporer la dernière phrase du paragraphe 2 (No 7/Brok + 29, No 10/De Vries + 1)
- Supprimer le paragraphe (No 12/Farnleitner, No 6/Borrell + 2, No 19/Helle, No 14/Fischer)

Paragraphe 4.

- Préciser que le ministre des affaires étrangères de l'Union opère *"sous le contrôle du Conseil"* (No 9/de Villepin)
- Ajouter que la PESC est également exécutée par la Commission (No 12/Farnleitner, No 31/Severin)
- Remplacer *"le ministre des affaires étrangères"* par *"la Commission"* (No 33/Svensson) ou par *"le membre de la Commission responsable pour la PESC"* (No 19/Helle)
- Ajouter que la PESC est exécutée *"sans préjudice aux prérogatives constitutionnelles de la Commission"* (No 11/Duff + 19)
- Ajouter une nouvelle disposition concernant le lien entre les décisions PESC et les actes de l'Union dans d'autres domaines: *"Lorsque des actes de l'Union relevant d'autres politiques sont requis pour mettre en œuvre des décisions prises dans le domaine de la PESC, ces actes peuvent conformément à l'article 28, conférer au Conseil ou à la Commission les compétences d'exécution"* (No 9/de Villepin)
- Modifier le texte en prévoyant que le ministre peut uniquement avoir recours aux moyens de l'Union (No 30/Roche)

- Supprimer les références aux moyens nationaux et ceux de l'Union (*No 9/de Villepin*)
- Supprimer "*le ministre des affaires étrangères*" (*No 5 Bonde + 2, No 29/Queiro*)
- Supprimer le paragraphe (*No 36/Voggenhuber + 2*)

Paragraphe 5.

- Ajouter que le Ministre, en cas de crise internationale ou lorsque la situation internationale l'exige, convoque une réunion du Conseil en vue de définir une position de l'Union (*No 14/Fischer*)
- Ajouter une disposition qui prévoit la mise en place de sanctions contre un État membre qui entreprend une action contraire à une position agréée de l'Union (*No 8/Cushnahan*)

Paragraphe 6.

- Préciser que l'information du Parlement européen doit avoir lieu à des intervalles réguliers (*No 11/Duff + 19, No 25/Meyer, No 6/Borrell + 2*)
- Propositions de renforcer le rôle du Parlement européen, en prévoyant sa participation à la définition des principes et orientations de la PESC (*No 36/Voggenhuber + 2, No 6/Borrell + 2*), ou en stipulant que les actions opérationnelles PESC doivent porter l'approbation du Parlement européen (*No 37/Wuermeling*)
- Ajouter que les parlements nationaux, la Conférence interparlementaire ou la COSAC, sont consultés et tenus informés sur les développements de la PESC (*No 4/Azevdo + 1, No 16/Haenel + 1, No 32/Spini*)
- Propositions d'étoffer le texte avec des dispositions de la Partie II concernant le rôle du Parlement européen (*No 7/Brok + 29, No 25/Meyer*)

Paragraphe 7.

Procédure de décision:

- Généraliser le vote à la majorité qualifiée pour toutes les décisions PESC (*No 6/Borrell + 2, No 27/Muscardini, No 35/Tiilikainen*), ou prévoir l'application de la majorité qualifiée renforcée (*No 31/Severin*). Généralisation du vote à la majorité qualifiée, mais en ajoutant que les États membres qui votent contre une décision ou s'abstiennent du vote ne sont pas tenus de l'appliquer (*No 25/Meyer*).
- Modifier la rédaction de l'article pour exprimer que le vote à la majorité qualifiée constitue la règle et que l'unanimité s'applique par dérogation à la règle générale (*No 7/Brok + 29, No 11/Duff + 19, No 32/Spini*) et/ou en renvoyant aux conditions prévues dans la Partie II (*No 9/de Villepin*) et/ou en excluant la PESD (*No 14/Fischer*). Idem, mais en ajoutant des dispositions concernant l'arbitrage par le Conseil européen et l'application d'une "clause d'intérêt national" (*No 24/Lamassoure*)

- Exclure le vote à la majorité qualifiée pour toutes les décisions PESC (*No 1/Seppanen, No 5/Bonde +2*)
- Modifier l'article en prévoyant que seul le Conseil des Ministres peut prendre des décisions PESC (et non le Conseil européen) (*No 7/Brok + 29, No 10/De Vries + 1, No 12/Farnleitner*)

Droit d'initiative:

- Supprimer "*seul ou conjointement avec la Commission*" après le ministre des affaires étrangères, étant donné que le ministre fait partie de la Commission (*No 9/de Villepin*)
- Modifier l'article pour attribuer le droit d'initiative également à la Commission (seule ou conjointement avec le ministre des affaires étrangères) (*No 12/Farnleitner, No 10/De Vries + 1, No 20/Hjelm-Wallén + 4, No 35/Tiilikainen+4*)
- Modifier l'article pour attribuer le droit d'initiative exclusivement aux États membres (*No 5/Bonde + 2*)
- Remplacer "*le ministre des affaires étrangères*" par "*la Commission*" (*No 33/Svensson*)
- Modifier l'article pour limiter le droit d'initiative des États membre aux cas où trois États présentent conjointement une initiative (*No 10/De Vries*)
- Modifier l'article pour attribuer le droit d'initiative également au Parlement européen (*No 27/Muscardini*)

Autres amendements:

- Supprimer le paragraphe (*No 36/Voggenhuber + 2*)

Paragraphe 8.

- Ajouter que le paragraphe ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou de défense (*No 30/Roche*)
- Supprimer le paragraphe (*No 7/Brok + 29, Svensson, Voggenhuber + 2, No 25/Meyer, No 2/Seppanen, No 9/de Villepin, No 36/Voggenhuber + 2*)

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 29

1. *Esko Seppänen*
2. *Esko Seppänen*
3. *William Abitbol*
4. *Maria Eduarda Azevedo et António Nazaré Pereira*
5. *Jens-Peter Bonde, Esko Seppänen et Jan Zahradil*
6. *Borrell, Carnero y López Garrido*
7. *Brok; Santer; Tajani; Van Der Linden; Almeida Garrett; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lennmarker; Maij-Weggen; Mladenov; Paks; Rack; Van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec; Zile*
8. *John Cushnahan*
9. *de Villepin*
10. *de Vries et de Bruijn*
11. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gricius, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis; Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
12. *Hannes Farnleitner*
13. *Gianfranco Fini et Francesco Speroni*
14. *Joschka Fischer*
15. *Jacques Floch*
16. *Hubert Haenel et Robert Badinter*
- 17.
18. *David Heathcoat-Amory*
19. *Esko Helle*
20. *Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg, Göran Lennmarker, Kenneth Kvist*
21. *Sandra Kalniete, Roberts Zile, Liene Liepina, Rihards Paks, Arturs Krisjanis Karins, Guntars Krasts*
22. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
23. *Timothy Kirkhope*
24. *Alain Lamassoure*

25. *Jürgen Meyer*
26. *Louis Michel, Elio Di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier, Marie Nagy*
27. *Cristiana Muscardini*
28. *O'Sullivan et Ponzano*
29. *Luís Queiró*
30. *Dick Roche*
31. *Adrian Severin*
32. *Valdo Spini*
33. *Ingvar Svensson*
34. *Helle Thorning-Schmidt*
35. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
36. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener*
37. *Joachim Wuermeling*
38. *John Gormley*

Article 30: La politique de sécurité et de défense commune

1. *La politique de sécurité et de défense commune, qui fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune, assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens militaires et civils. L'Union peut les déployer dans des missions en dehors de l'Union pour le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.*
2. *La politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Celle-ci conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.*

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

3. *Les États membres mettent à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune des capacités militaires et civiles pour contribuer aux objectifs définis par le Conseil.*

Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Une Agence européenne d'armement et de recherche stratégique est instituée pour identifier les besoins opérationnels, promouvoir des mesures pour les satisfaire, contribuer à identifier et, le cas échéant, mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, ainsi que pour assister le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires.

Les États membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent également mettre ces forces à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.

4. *Les décisions relatives à la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, y compris celles portant sur le lancement d'une mission visée au présent article, sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition du ministre des affaires étrangères de l'Union ou d'un État membre. Le ministre des affaires étrangères peut proposer d'avoir recours aux moyens nationaux ainsi qu'aux instruments de l'Union, le cas échéant conjointement avec la Commission.*
5. *Le Conseil peut confier la réalisation d'une mission, dans le cadre de l'Union, à un groupe d'États membres. La réalisation de cette mission est régie par les dispositions de l'article 18 de la Partie II, Titre B de la Constitution.*

6. *Les États membres qui remplissent des critères de capacités militaires élevés et qui ont souscrit entre eux des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions les plus exigeantes, établissent une coopération structurée dans le cadre de l'Union. Cette coopération est régie par les dispositions de l'article 20 de la Partie II, Titre B de la Constitution.*
7. *Tant que le Conseil européen n'a pas statué conformément au paragraphe 2 du présent article, une coopération plus étroite est instaurée, dans le cadre de l'Union, en matière de défense mutuelle. Au titre de cette coopération, au cas où l'un des États participant à cette coopération serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États participants lui portent, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. Les modalités de participation et de fonctionnement, ainsi que les procédures de décisions propres à cette coopération figurent à l'article 21 de la Partie II, Titre B de la Constitution.*
8. *Le Parlement européen est consulté sur les aspects principaux et choix fondamentaux de la politique de sécurité et de défense commune, et est tenu informé de son évolution.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Des dispositions prévoyant une coopération plus étroite dans le domaine de la PESD devraient prévoir un seuil de participation d'au moins la moitié des États membres (No 33/Kohout)
- Remplacement par une autre rédaction de l'article (No 7/Abitbol, No 24/Heathcoat-Amory)
- Ajouter un 9ème paragraphe portant sur le fait que le Conseil et le ministre des affaires étrangères soumettent des rapports d'activités réguliers sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune à l'assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (No 22/Haenel + I)
- Ajouter un 9ème paragraphe disant que la mise en œuvre de la PESD n'affecte pas les compétences de l'Union au sens des articles 11 à 13, 15 et 16 de la Constitution (No 39/O'Sullivan + I)
- Suppression de l'article (No 32/Kirkhope, No 29/Kalniņe + 5, No 9/Bonde + 2), parce qu'il a un autre objet que le titre V et déplacer les éléments de cet article dans la Partie II. (No 37/Michel + 4, No 30/Kaufmann)

Paragraphe 1.

La politique de sécurité et de défense commune fait partie de la PESD

- Supprimer "qui" dans la première phrase et séparer la phrase en deux. (No 31/Kiljunen, No 41/Roche, No 46/Tiilikainen + 3)

Précisions de la portée

- Préciser la portée du paragraphe par une référence à l'article 17, Titre B, Partie II (*No 41/Roche*) ou par une reprise de à l'article 17 § 1, Titre B, Partie II (*No 36/Meyer*)
- Préciser que la capacité opérationnelle sert à gérer les conflits et les crises et que l'Union peut déployer cette capacité opérationnelle en dehors de l'Union. (*No 31/Kiljunen, No 46/Tiilikainen + 3*)
- Préciser que la capacité opérationnelle de l'Union est liée à la gestion des crises (*No 47/Voggenhuber + 1*)
- Nouvelle formulation ajoutant la défense de l'Union ou de l'un de ses États membres, la prévention des conflits, la gestion des crises, aide humanitaire. Ajouter également une référence à la conformité avec la Constitution (*No 10/Borrel + 1*)

Mettre l'accent d'abord sur les capacités civiles, puis militaires

- Renverser l'ordre des capacités militaires et civiles en mettant d'abord les capacités civiles, puis militaires (*No 36/Meyer, No 20/Fischer*)

Modifications en ajoutant la prévention des conflits et la mention explicite du rôle des capacités des États membres dans la réalisation des missions

- Supprimer "L'Union peut les déployer dans des missions en dehors de l'Union" et remplacer par "afin d'assurer". Ajouter la notion de prévention des conflits après "maintien de la paix". Ajouter une dernière phrase de l'alinéa: "L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres" (*No 13/de Villepin, No 23/Hain, No 20/Fishcer*)

Divers

- Ajouter paragraphe 1bis nouveau (*No 47/Voggenhuber + 1*)
- Remplacer "en dehors de l'Union" par par advenant sur le territoire des États tiers avec l'objectif de et remplacer "conformément aux" par en respectant les principes de la Charte des Nations Unies (*No 40/Queiro*)
- Ajouter "et uniquement sous mandat des Nations Unies" après le respect des principes de la Charte des Nations Unies (*No 48/Gormley*)
- Nouveau paragraphe 1bis sur la défense mutuelle (*No 10/Borrell + 1*)

Paragraphe 2.

Modification à l'instar de l'article 17, paragraphe 1, du TUE

- Remplacer "conduira" par pourrait conduire (No 23/Hain, No 33/Kohout) et "dès lors que ... en aura décidé" par si ... en décide dans la deuxième phrase du paragraphe (No 23/Hain, No 41/Roche, No 44/Svensson, No 26/Hjelm-Wallen + 4, No 31/Kiljunen, No 46/Tiilikainen + 3)
- Reprendre l'article 17, paragraphe 1, deuxième alinéa du TUE dans le premier paragraphe et par conséquent supprimer la mention que la politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la PESC (No 19/Fini + 1)

Politique de défense commune/défense commune

- Supprimer la référence à la progressivité de la définition d'une politique de défense commune et les deux phrases suivantes concernant le passage à la défense commune quand le Conseil européen en aura décidé ainsi. (No 47/Voggenhuber + 1)
- Supprimer la référence à la possibilité d'une défense commune (No 34/Kvist, No 48/Gormley) et remplacer par "fondée sur la Charte et dans le cadre des Nations Unies" (No 48/Gormley)
- Reformulation de la première phrase en mettant l'accent sur le fait que la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union est soumise à une décision éventuelle du Conseil européen, statuant à l'unanimité. (No 34/Kvist)

Divers

- Remplacer "certains États membres" par "des États membres" dans le deuxième alinéa. (No 33/Kohout)
- Remplacer le vote à l'unanimité par la majorité qualifiée (No 38/Muscardini)
- Nouveau paragraphe (No 10/Borrell + 1)
- Préciser qu'il s'agit du caractère non-aligné et, selon le cas, neutre, et non "spécifique" de la politique de sécurité et de défense de certains États membres dans le deuxième alinéa. (No 34/Kvist, No 48/Gormley)
- Supprimer le premier alinéa du paragraphe (No 19/Fini + 1)
- Supprimer la référence aux obligations et relations de certains États membres avec l'OTAN dans le deuxième alinéa. (No 47/Voggenhuber + 1)
- Supprimer "et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre." (No 48/Gormley)

Paragraphe 3.

Forces multinationales

- Déplacer le dernier alinéa relatif aux forces multinationales après la première phrase du deuxième alinéa (No 11/Brok +30, No 21/Giannakou)
- Déplacer le dernier alinéa après le premier paragraphe (No 17/Earl of Stockton)
- Remplacer "peuvent mettre à la disposition" par "mettent à la disposition" (No 42/Severin)
- Supprimer le dernier alinéa du paragraphe relatif aux forces multinationales (No 1/Seppanen)

L'engagement des États membres à améliorer leurs capacités

- Supprimer la première phrase du deuxième alinéa relative à l'engagement des États membres à améliorer leurs capacités (No 31/Kiljunen, No 46/Tiilikainen + 3, No 10/Borrell + 1, No 25/Helle)

Les capacités civiles

- Renverser l'ordre en mettant d'abord les capacités civiles dans le premier alinéa (No 20/Fischer)
- Ajouter les capacités civiles dans la première phrase du deuxième alinéa (No 20/Fischer, No 44/Svensson, No 26/Hjelm-Wallen + 4, No 34/Kvist)
- Remplacer la notion d'amélioration des capacités par celle de leur développement, Cette phrase du deuxième alinéa devrait être déplacée au premier alinéa. (No 44/Svensson, No 26/Hjelm-Wallen + 4, No 34/Kvist)

Organisations internationales

- Ajouter une référence au possible recours aux moyens et capacités de l'OTAN comme faisant partie du partenariat stratégique en matière de gestion des crises établi par l'UE et l'OTAN dans la réalisation des missions visées au présent article à la fin du premier alinéa. (No 23/Hain)
- Remplacer "à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune" par "à la disposition des Nations Unies" et ajouter "et la Charte des Nations Unies" après "objectifs définis par le Conseil". (No 48/Gormley)

Agence – général

- Expliciter le caractère intergouvernemental de l'Agence et ajouter que l'Agence est établie, sous l'autorité du Conseil (No 23/Hain)

Les missions de l'Agence

- Ajouter l'étude des mesures pour la prévention des conflits (No 2/Thorning-Schmidt)

- Remplacer "le cas échéant" par "si nécessaire" (*No 14/de Vries + 1*)
- Ajouter la notion de coordination à celle de l'identification des besoins opérationnels par l'Agence (*No 17/Earl of Stockton*)
- Remplacer la partie du paragraphe consacrée aux missions de l'Agence par une référence à l'article 19, Partie II, Titre B (*No 19/Fini + 1*)
- Remplacer la partie du paragraphe consacrée aux missions de l'Agence par "pour appuyer ces efforts, y compris en proposant des politiques de l'UE en matière de développement et d'acquisition de capacités de défense et en évaluant les progrès réalisés par les États membres en vue d'atteindre les objectifs et les normes fixés et définis par le Conseil" (*No 23/Hain*)
- Remplacer la partie du paragraphe consacrée aux missions de l'Agence par: "pour améliorer les capacités militaires européennes et renforcer l'interopérabilité et la coopération entre les forces des États membres. Cette Agence doit contribuer à instaurer un environnement favorable à une industrie de l'armement européenne compétitive et à favoriser la création progressive d'un marché de l'armement européen" (*No 20/Fischer*)
- Ajouter une notion selon laquelle l'Agence assiste le Conseil dans l'évaluation des capacités militaires mises à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune
- Ajouter dans les missions de l'Agence celle de participation à la définition d'une politique européenne des capacités et de l'armement (*No 13/de Villepin*)
- Ajouter un dernier alinéa libellé comme suit: "Dans les limites des moyens financiers qui lui sont alloués, l'Agence peut soutenir les processus d'acquisition d'armes." (*No 11/Brok +30, No 21/Giannakou*)
- Supprimer la référence à la promotion et à la mise en œuvre des mesures pour satisfaire les besoins opérationnels (*No 35/Lopes + 3*)
- Supprimer "identifier les besoins opérationnels, promouvoir des mesures pour les satisfaire" (*No 25/Helle*)
- *La dénomination de l'Agence*
- Changer la dénomination de l'Agence en: "Agence européenne des capacités de défense" (*No 14/de Vries + 1*), "Agence européenne des capacités militaires et de recherche stratégique" (*No 19/Fini + 1*), "Agence européenne de développement et d'acquisition en matière de défense" ou "Agence chargée des capacités et de l'acquisition" (*No 23/Hain*), "Agence européenne des capacités militaires" (*No 41/Roche*), "Agence européenne d'armement et des capacités" (*No 20/Fischer*)

Suppression des références à l'Agence dans ce paragraphe

- Supprimer la référence à l'Agence, car l'Agence devrait être instituée dans la Partie II de la Constitution (No 33/Kohout, No 44/Svensson, No 26/Hjelm-Wallen + 4, No 34/Kvist). Remplacer par le soutien du développement des capacités militaires par une coopération entre les États membres dans le domaine de l'armement. (No 44/Svensson, No 26/Hjelm-Wallen + 4, No 34/Kvist).
- Supprimer toute référence à l'Agence et la remplacer une coordination dans le domaine des capacités technologiques et militaires entre les États membres (No 40/Queiro)
- Supprimer le deuxième alinéa (No 47/Voggenhuber + 1)

Suppressions

- Supprimer le deuxième et troisième alinéas (No 48/Gormley)

Divers

- Ajouter une référence au fait que les États membres mettent à disposition les capacités civiles et militaires conformément au vote exprimé (No 38/Muscardini)
- Remplacer le Conseil par le Conseil européen dans le premier alinéa (No 45/Teufel)
- Remplacer le Conseil par les Institutions européennes pour la définition des objectifs. (No 47/Voggenhuber + 1)

Paragraphe 4.

Procédure

- Remplacer le vote à l'unanimité par: un vote à majorité qualifiée renforcée de 75 % des États membres, dont la population représente 75 % des citoyens de l'Union. (No 36/Meyer), un vote à majorité qualifiée (No 38/Muscardini, No 10/Borrell + 1), un vote à majorité qualifiée renforcée sauf pour des décisions impliquant une action militaire (No 42/Severin), l'adoption des décisions par le Conseil et le Parlement européen. (No 47/Voggenhuber + 1)
- Ajouter un alinéa disant que les États membres qui se sont abstenus ou qui ont voté contre ne sont pas tenus d'appliquer la décision, mais qu'ils acceptent que la décision engage l'Union et n'agissent pas à l'encontre de la décision. (No 36/Meyer)
- Mettre l'initiative d'un État membre au début de la liste des auteurs de la proposition et ajouter à cette liste la proposition de la Commission, ainsi que celle conjointe du ministre des affaires étrangères et de la Commission (No 18/Farnleitner)
- Supprimer le droit d'initiative du ministre et le remplacer par celui de la Commission (No 44/Svensson, No 48/Gormley).
- Supprimer la dernière phrase du paragraphe (No 44/Svensson, No 47/Voggenhuber + 1)

- Supprimer la référence à la Commission dans la proposition de recours aux moyens nationaux ou aux instruments de l'Union dans la dernière phrase du paragraphe (*No 13/de Villepin*)
- Supprimer la référence au ministre des affaires étrangères et la remplacer par la Commission dans la proposition de recours aux moyens nationaux ou aux instruments de l'Union dans la dernière phrase du paragraphe (*No 48/Gormley*)
- Commencer le paragraphe par "Sans préjudice des prérogatives constitutionnelles de la Commission" (*No 16/Duff + 20*)
- Remplacer "le Conseil" par le Conseil européen (*No 19/Fini + 1*)
- Ajouter une phrase à la fin du paragraphe selon laquelle l'engagement des ressources nationales ou multinationales pour les opérations sera une décision des États membres, le cas échéant, concernés (*No 23/Hain*)
- Remplacer le ministre des affaires étrangères par le Commissaire en charge de la politique de sécurité et de défense commune (*No 25/Helle*)

Divers

- Inclusion du budget destiné à couvrir les coûts de la politique commune de sécurité et de défense dans le budget de l'Union. (*No 47/Voggenhuber + 1*)
- Nouvelle formulation (*No 10/Borrell + 1*)

Paragraphe 5.

- Ajouter l'expression afin de maintenir les valeurs de l'Union et de servir ses intérêts à la fin de la première phrase du paragraphe. (*No 11/Brok +30, No 21/Giannakou*)
- Ajouter par les dispositions de l'article 18 (*No 23/Hain*)
- Supprimer le paragraphe (*No 3/Seppanen, No 18/Farnleitner, No 48/Gormley*)

Paragraphe 6.

Coopération renforcée

- Référence aux dispositions sur la coopération renforcée (*No 40/Queiro, No 28/Hubner, No 14/de Vries + 1, No 10/Borrell + 1*)

Modifications de l'objet de la coopération

- Reformulation du paragraphe en mettant l'accent sur les États qui souhaitent développer leurs capacités civiles et militaires pouvant être utilisées dans la gestion des crises (*No 28/Hubner*)

- Remplacer le mot "établissent" par "peuvent établir" dans la première phrase (*No 33/Kohout*)
- Supprimer "et qui ont souscrit entre eux des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions les plus exigeantes" et déplacer les mots "des critères de capacités militaires élevés dans le cadre de l'Union" avant la référence à l'article 20, Partie II, titre B. (*No 5/Thorning-Schmidt, No 12/Chritophersen + 3*)
- Supprimer la notion de élevés relatives aux capacités militaires (*No 35/Lopes + 3 No 33/Kohout*)

Suppressions

- Supprimer le paragraphe (*No 4/Seppanen, No 23/Hain, No 27/Hololei, No 41/Roche, No 44/Svensson, No 47/Voggenhuber + 1, No 26/Hjelm-Wallen + 4, No 31/Kiljunen, No 34/Kvis, No 46/Tiilikainem + 3, No 48/Gormley, No 25/Helle*)

Divers

- Ajouter que les critères élevés de capacités militaires sont établis par le Conseil européen à l'unanimité sur proposition du ministre des affaires étrangères de l'Union ou d'un État membre et remplacer "instaurent" par "instaureront" (*No 19/Fini + 1*)

Paragraphe 7.

Instauration de la coopération plus étroite

- Remplacer les termes "est instaurée" par "peut être instaurée" dans la première phrase (*No 6/Thorning-Schmidt, No 12/Chritophersen + 3, No 33/Kohout, No 40/Queiro*)
- Préciser que la coopération plus étroite est instaurée entre les États membres qui souhaitent y participer. (*No 18/Farnleitner*)

OTAN

- Ajouter une référence à une étroite coopération avec l'OTAN dans la réalisation de la coopération en matière de défense mutuelle (*No 6/Thorning-Schmidt, No 12/Chritophersen + 3*)
- Ajouter que cette clause fonctionne lorsque l'OTAN n'est pas engagée (*No 33/Kohout*)

Nouvelle rédaction

- Remplacer ce paragraphe par un nouveau libellé mettant l'accent sur l'obligation des États membres à se porter assistance en cas d'attaque provenant de l'extérieur, sur l'assurance que l'assistance par les États tiers ne peut être garantie qu'à la demande de l'Union et sur le fait que le commandement des actions militaires ne peut pas être transféré à un État tiers. (*No 47/Voggenhuber + 1*)
- Reformulation du paragraphe en mettant l'accent sur l'utilisation du traité de Bruxelles pour les États qui souhaitent prendre un engagement de défense mutuelle. À cette fin, ce mécanisme devrait être ouvert à tous les États membres. (*No 28/Hubner*)

Suppressions

- Supprimer le paragraphe (No 14/de Vries + 1, No 15/Demiralp, No 23/Hain, No 27/Hololei, No 41/Roche, No 44/Svensson, No 26/Hjelm-Wallen + 4, No 31/Kiljunen, No 34/Kvist, No 35/Lopes + 3, No 46/Tiilikainem + 3, No 48/Gormley, No 25/Helle)

Divers

- Dire que les États membres chercheront comment porter aide et assistance et non pas qu'ils l'apportent automatiquement. (No 33/Kohout)
- Préciser par une référence à l'article XXX de la Partie II (No 40/Queiro)

Paragraphe 8.

Parlement européen

- Ajouter que le Parlement européen doit être régulièrement informé, ainsi que faire une mention explicite qu'il appartient au Conseil ou au ministre des affaires étrangères de le faire. (No 11/Brok +30, No 17/Earl of Stockton, No 21/Giannakou)
- Ajouter que le Parlement européen doit être également conseillé (No 48/Gormley)
- Remplacer ce paragraphe par une nouvelle disposition qui requiert l'avis conforme du Parlement européen en matière du déploiement militaire et des sanctions contre des États dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune. (No 47/Voggenhuber + 1)
- Nouvelle formulation prévoyant que l'utilisation des moyens militaires de l'Union nécessite l'autorisation du Parlement européen (No 10/Borrell + 1)

Parlements nationaux

- Ajouter l'information également des parlements nationaux (No 43/Spini), ainsi que leur consultation dans le cadre de la Conférence interparlementaire. (No 8/Azevedo + 1)

Suppressions

- Supprimer le paragraphe, car les dispositions de l'article 29 § 6 et §9 s'appliquent à la politique de sécurité et de défense commune (No 18/Farnleitner, No 46/Tiilikainem)

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 30

1. *Esko Seppänen*
2. *Helle Thorning-Schmidt*
3. *Esko Seppänen*
4. *Esko Seppänen*
5. *Helle Thorning-Schmidt*
6. *Helle Thorning-Schmidt*
7. *William Abitbol*
8. *Maria Eduarda Azevedo et António Nazaré Pereira*
9. *Jens-Peter Bonde, Esko Seppanen et Jan Zahradil*
10. *Borrell, Carnero y López Garrido*
11. *Brok; Santer; Tajani; Van Der Linden; Almeida Garrett; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cushman; Demetriou; Dolores; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lennmarker; Lequiller; Maij-Weggen; Mladenov; Paks; Rack; Van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec; Zile*
12. *Henning Christophersen, Poul Schlüter, Henrik Dam Kristensen And Niels Helveg Petersen*
13. *de Villepin*
14. *G.M. De Vries et T.J.A.M. De Bruijn*
15. *Oğuz Demiralp*
16. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gricius, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
17. *The Earl of Stockton*
18. *Hannes Farnleitner*
19. *Gianfranco Fini et Francesco Speroni*
20. *Joschka Fischer*
21. *Marietta Giannakou*
22. *Hubert Haenel et Robert Badinter*
23. *Hain*
24. *David Heathcoat-Amory*
25. *Esko Helle*
26. *Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg et Kenneth Kvist*

27. *Henrik Hololei*
28. *Danuta Hübner*
29. *Sandra Kalniete, Roberts Zile, Liene Liepina, Rihards Piks, Arturs Krisjanis Karins, Guntars Krasts*
30. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
31. *Kiljunen*
32. *Timothy Kirkhope*
33. *J. Kohout*
34. *Kvist*
35. *Ernâni Lopes, Maria Eduarda Azevedo, Manuel Lobo Antunese et António Nazaré Pereira*
36. *Jürgen Meyer*
37. *Louis Michel, Elio Di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier et Marie Nagy*
38. *Cristiana Muscardini*
39. *O'sullivan et M. Ponzano*
40. *Luís Queiró*
41. *Dick Roche*
42. *Adrian Severin*
43. *Valdo Spini*
44. *Ingvar Svensson*
45. *Erwin Teufel*
46. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
47. *Voggenhuber, Wagener*
48. *John Gormley*

Article X: Clause de solidarité

En application du principe de solidarité, l'Union mobilise tous les instruments à sa disposition, y compris les moyens militaires pour:

- *prévenir la menace terroriste;*
- *protéger les institutions démocratiques et la population civile d'une éventuelle attaque terroriste;*
- *porter assistance à un État membre sur son territoire à la demande de ses autorités politiques dans le cas d'une attaque terroriste.*

Les modalités de mise en œuvre de cette disposition figurent à l'article X de la Partie II, Titre B de la Constitution.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

Nouvel intitulé

- Nouvel intitulé: la clause de sécurité et de solidarité (No 5/de Villepin, No 7/Fischer)

Modification générale

- Nouvelle rédaction de l'article: Face aux menaces qui pèsent sur leur sécurité commune, l'Union et ses États membres agissent conjointement dans un esprit de solidarité si un État membre est l'objet d'une attaque terroriste ou de tout autre désastre. À cette fin, l'Union et ses États membres font usage de toutes les ressources disponibles, y compris les capacités civiles et militaires dans le cadre de l'article 30, de façon à assurer aide et assistance à la demande de l'État membre concerné. Ils expriment ainsi le principe d'indivisibilité de la sécurité des États membres de l'Union. (No 5/de Villepin, No 7/Fischer, No 9/Hain)

Portée de la clause de solidarité

- Ajouter une référence à selon les cas: des catastrophes naturelles, désastre humanitaire ou tout autre désastre (No 6/Farleitner, No 14/Kiljunen, No 18/Roche, No 5/de Villepin, No 7/Fischer, No 9/Hain, No 16/Michel + 3)
- Nouvelle rédaction supprimant les tirets et incluant dans l'article la prévention de la menace du terrorisme international conformément au droit international, ainsi que la mobilisation de tous les instruments de l'Union afin de protéger la population civile et d'assister un État membre sur son territoire à la demande de ses autorités politiques. (No 12/Hjelm-Wallen + 4)
- Ajouter qu'il s'agit des institutions démocratiques de l'Union et des États membres dans le deuxième tiret (No 11/Helle)
- Raccourcissement de l'article en supprimant la notion de la protection de la population civile et des institutions démocratiques. (No 17/Queiro)

- Préciser la portée de la prévention de la menace terroriste (*No 10/Heathcoat-Amory + 1, No 15/Maclennan*) ou supprimer la référence à la prévention de la menace terroriste (*No 11/Helle, No 19/Seppanen*)
- Préciser que la clause de solidarité s'applique en cas de menace terroriste provenant d'une entité non-étatique (*No 14/ Kiljunen*)
- Insérer un article Xbis relatif à la défense mutuelle (reprise de l'article 30 § 7) (*No 2/Michel + 4*) ou un paragraphe relatif également à la défense mutuelle (*No 8/Giannakou + 3*)

Bases juridiques

- Nouvelle rédaction mettant l'accent sur l'assistance d'un État membre victime d'une attaque terroriste ou d'une catastrophe d'origine humaine ou naturelle. Les arrangements détaillés de la mise en œuvre de la clause devraient être adoptés par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition conjointe du ministre des affaires étrangères et de la Commission, le cas échéant après consultation du Parlement européen (*No 18/Roche*)

Demande d'un État membre

- Déplacer la référence à une demande de l'État membre concerné à la fin de la première phrase (*No 6/Farleitner, No 14/Kiljunen, No 20/Tiilikainen + 3*)

Suppressions

- Supprimer l'article (*No 3/Bonde + 2, No 13/Kaufmann, No 21/Voggenhuber + 2, No 48/Gormley*), parce que la portée de l'article est couverte dans d'autres articles de la Constitution (*No 4/de Vries + 1*)

Divers

- Ajouter une disposition spécifiant que les dispositions du présent article ne préjugent pas du caractère spécifique de la politique de défense et de sécurité des États membres. (*No 12/Hjelm-Wallen + 4*)
- Reformulation de l'article en précisant les moyens que l'Union mobilise (*No 8/Giannakou + 3*)
- Reformulation du paragraphe en sorte d'insister sur le caractère intergouvernemental de l'approche (*No 10/Heathcoat-Amory + 1*)
- Remplacer "Union" par Communauté (*No 1/Kirkhope*)

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE X

1. *Timothy Kirkhope*
2. *Louis Michel, Elio Di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier, Marie Nagy*
3. *Jens-Peter Bonde, Esko Seppanen et Jan Zahradil*
4. *G.M. De Vries et T.J.A.M. De Bruijn*
5. *de Villepin*
6. *Hannes Farnleitner*
7. *Joschka Fischer*
8. *Giannakou Marietta, Avgerinos Paraskevas, Brok Elmar et Stylianidis Evripidis*
9. *Hain*
10. *David Heathcoat-Amory, Earl of Stockton*
11. *Esko HELLE*
12. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement et M. Sören Lekberg, M. Kenneth Kvist et M. Ingvar Svensson, représentants du parlement national.*
13. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
14. *Kiljunen*
15. *Robert Maclennan*
16. *Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier, membre suppléant de la Convention*
17. *Luís Queiró*
18. *Dick Roche*
19. *Esko Seppänen*
20. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
21. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener,*
22. *John Gormley*

PARTIE II - TITRE B - L'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UNION

Article 1: Principes et objectifs

1. *L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur [s'inspire] des principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde: la démocratie, l'État de droit, l'universalité, et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect du droit international conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. L'Union s'efforce de développer des relations, et de construire des partenariats avec les pays et avec les organisations régionales ou mondiales qui partagent ces valeurs. Elle favorise des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations Unies.*
2. *L'Union européenne définit et mène des politiques communes et des actions de l'Union, et œuvre pour assurer un degré de coopération maximal dans tous les domaines des relations internationales afin de:*
 - a) *sauvegarder les valeurs de l'Union, les intérêts fondamentaux, l'indépendance et l'intégrité de l'Union;*
 - b) *consolider et soutenir la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et les principes du droit international;*
 - c) *préserver la paix, prévenir les conflits et renforcer la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies;*
 - d) *soutenir le développement économique et social durable des pays en voie de développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté, en particulier dans les pays à faible revenu;*
 - e) *encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international;*
 - f) *élaborer des mesures internationales pour préserver et améliorer l'environnement et les ressources naturelles mondiales, et assurer un développement durable;*
 - g) *aider les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes d'origine humaine ou naturelle; et*
 - h) *promouvoir un système international basé sur une coopération multilatérale renforcée, et une bonne gouvernance mondiale.*
3. *L'Union veille à la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure. Elle tient également compte des principes et objectifs énumérés ci-dessus dans l'élaboration et la mise en œuvre des aspects extérieurs des autres politiques de l'Union.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer les références à "l'Union" par "Communauté" (No. 28/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Insérer "paix" après élargissement (No. 1/Gabaglio, No. 39/Voggenhuber+2) et insérer "la justice sociale" après "la dignité humaine" (No. 1/Gabaglio).
- Ajouter "pacifiques et négociés" après "multilatérales" et "et les conflits régionaux" après "problèmes communs" (No. 14/Borrell+2)
- Ajouter "notamment au sein du Conseil de sécurité" à la fin du paragraphe (No. 11/Abitbol).
- Remplacer "qui partagent" par "en promouvant" (No. 17/de Villepin).
- Supprimer "s'inspire", "universalité, et indivisibilité", remplacer "de l'homme et des libertés fondamentales" par "les droits fondamentaux" et déplacer les mots "le respect de" pour les mettre avant "droits fondamentaux" (No. 19/Demiralp). Supprimer "et des libertés fondamentales", "dignité", "et solidarité" (No. 25/Heathcoat-Amory). Supprimer le texte de la première phrase après "monde" (No. 29/Lopes+3, No. 36/Queiró), en gardant une référence au respect des principes de la Charte des Nations Unies (No. 36/Queiró).
- Supprimer "et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde", ajouter "l'État social" et remplacer "le respect de la dignité humaine" par "la non-violabilité de la dignité humaine" (No. 27/Kaufmann).
- Ajouter un alinéa, selon lequel l'Union renonce à la guerre comme moyen de résolution de conflits et utilisera la force uniquement dans le cadre du droit international et en accord avec les principes de la Charte des Nations Unies (No. 14/Borrell+2), ou ajouter un paragraphe séparé dans la même orientation (No. 31/Martini), ou ajouter une référence aux avancements des capacités de résolution de conflits des Nations Unies (No. 39/Voggenhuber+2) ou ajouter une référence à la résolution pacifique des conflits après "d'égalité et de solidarité" (No. 40/Gormley).

Paragraphe 2.

- Remplacer par un texte selon lequel les États membres (de la Communauté) peuvent poursuivre des politiques bilatérales ou multilatérales (No. 28/Kirkhope).

Paragraphe 2(a)

- Remplacer "sauvegarder les valeurs de l'Union" par "sauvegarder le développement durable" (No. 13/Bonde). Remplacer "sauvegarder" par "garantir" (No. 27/Kaufmann). Ajouter "et promouvoir" après "sauvegarder" (No. 37/Svensson).
- Ajouter "la sécurité" (No. 24/Fischer).
- Ajouter "les États membres" avant "de l'Union" (No. 25/Heathcoat-Amory), ou ajouter une référence aux États membres à la fin (No. 36/Queiró).

Paragraphe 2(b)

- Ajouter "y inclus les droits économiques et sociaux" après "les droits de l'homme" (No. 8/Thorning-Schmidt). Ajouter "l'État social" et une référence à la Charte des Nations Unies (No. 27/Kaufmann).
- Ajouter "bonne gouvernance" après "consolider et soutenir la démocratie" (No. 12/Dybkjaer, No. 15/Brok+31, No. 32/McAvan+7).
- Remplacer "droits de l'homme" par "indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales" (No. 18/de Vries+1).

Paragraphe 2(c)

- Ajouter "promouvoir et" avant "préserver" (No. 32/McAvan+7), ou "soutenir activement" après "préserver" (No. 39/Voggenhuber+2).
- Ajouter "et gérer" après "prévenir" et ajouter "crises" après "conflits" (No. 38/Tiilikainen+4).

Paragraphe 2(d)

- Ajouter "environnemental" après économique (No. 3/Berger+1, No. 4/Timmermans, No. 5/Van Lancker, No. 7/Gabaglio, No. 16/Dybkjaer, No. 20/Duff+19, No. 22/Farnleitner, No. 26/Hjelm-Wallén+3, No. 27/Kaufmann, No. 30/Maclennan, No. 33/Michel+4, No. 37/Svensson, No. 39/Voggenhuber+2, No. 41/Carey).
- Supprimer "en particulier dans le pays à faible revenu" (No. 3/Berger+1, No. 4/Timmermans, No. 5/Van Lancker, No. 35/Palacio, No. 39/Voggenhuber+2, No. 41/Carey), ou déplacer la référence aux pays à faible revenu pour la mettre avant "dans le but" (No. 29/Lopes+3). Supprimer la référence aux pays en voie de développement (No. 39/Voggenhuber+2).
- Ajouter "où cela est possible, par l'expansion du libre échange" (No. 28/Kirkhope).
- Ajouter une référence à la promotion de la santé et l'éducation (No. 30/Maclennan).
- Insérer "notamment" après le terme "développement" et supprimer le mot "essentiel" avant le terme "éradiquer" (No. 17/de Villepin).

Paragraphe 2(e)

- Remplacer "l'intégration" par "la participation" (No. 11/Abitbol).
- Ajouter "progressive et suivie" après "intégration", ajouter "en particulier les pays en voie de développement", et remplacer "au commerce international" par "aux échanges internationaux" (No. 29/Lopes+3).
- Ajouter "des marchandises et des services et des investissements étrangers directs" (No. 18/de Vries+1).

- Supprimer "progressive" (No. 26/Hjelm-Wallén+3).
- Remplacer la deuxième partie de la phrase par des références à la suppression des obstacles au commerce et aux capitaux et la sauvegarde de la souveraineté (No. 27/Kaufmann).
- Ajouter un renvoi au paragraphe (d) (No. 39/Voggenhuber+2).
- Supprimer le paragraphe (No. 40/Gormley).

Paragraphe 2(f)

- Remplacer "préserver" par "protéger", d'insérer "la qualité de" avant l'environnement et "la gestion durable des" avant "ressources naturelles" et remplacer "et" par "afin de" (No. 3/Berger+I, No. 37/Svensson, No. 39/Voggenhuber+2), ou modifier le paragraphe dans le même sens mais de façon plus détaillée en ce qui concerne les objectifs (No. 6/Van Lancker, No. 23/Dybkjaer).
- Ajouter "et le développement de la régulation internationale" (No. 17/de Villepin).
- Insérer "préserver" avant les "ressources naturelles" (No. 18/de Vries+I).
- Ajouter "et promouvoir" avant "un développement durable" (No. 20/Duff+19, No. 30/Maclennan).

Paragraphe 2(g)

- Remplacer "confrontés à" par "affectés par" (No. 26/Hjelm-Wallén+3).

Paragraphe 2(h)

- Supprimer la référence à la bonne gouvernance mondiale (No. 27/Kaufmann, No. 36/Queiró).
- Ajouter "sous les auspices des Nations Unies" (No. 40/Gormley).

Propositions d'ajouter un paragraphe

- Ajouter un paragraphe (i) selon lequel la promotion de la relation transatlantique est une pierre angulaire de paix, démocratie et stabilité dans le monde (No. 2/Kohout).
- Ajouter un paragraphe entre (a) et (b) concernant le renforcement de la sécurité et la promotion de la solidarité entre les États membres (No. 17/de Villepin), ou un paragraphe après le (b) concernant le renforcement de la sécurité de l'Union, y compris la sécurité de l'approvisionnement (supplies) (No. 20/Duff+19, No. 30/Maclennan).
- Ajouter un paragraphe (j) concernant la promotion de la diversité culturelle et linguistique (No. 17/de Villepin).
- Ajouter un paragraphe concernant la promotion de la coopération internationale dans la gestion des flux migratoires (No. 18/de Vries+I).

- Ajouter un paragraphe concernant la promotion de la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité (No. 18/de Vries+1).
- Ajouter un paragraphe après le (a) concernant la consolidation, le soutien et le respect pour des principes démocratiques, y inclus le droit d'élection (etc.) (No. 21/The Earl of Stockton).
- Ajouter un paragraphe après le précédent concernant le respect de la bonne gouvernance, l'État de droit, les droits de l'homme et le droit international (No. 21/The Earl of Stockton).
- Ajouter un paragraphe (i) concernant le développement des relations spéciales avec les États voisins de l'Union (No. 38/Tiilikainen+4).
- Ajouter un paragraphe entre le c) et le (d) concernant la promotion du désarmement (No. 39/Voggenhuber+2).

Paragraphe 3.

- Ajouter une phrase concernant la cohérence entre les différents domaines de l'action extérieure ainsi qu'entre l'action extérieure et les autres politiques de l'Union quand elles ont un impact sur les pays en voie de développement (No. 9/Berger+1, No. 10/Van Lancker, No. 15/Brok+31, No. 37/Svensson, No. 41/Carey). Reformuler pour indiquer que l'Union doit assurer la cohérence entre ses politiques externes et internes (No. 18/de Vries+1, No. 20/Duff+19, No. 30/Maclennan), que les politiques internes contribueront à atteindre et à renforcer les objectifs dans le domaine de développement, et que l'Union prendra en compte les principes et objectifs de l'article dans le développement et la mise en œuvre des autres politiques (No. 39/Voggenhuber+2) qui peuvent influencer des pays en voie de développement (No. 18/de Vries+1), ou ajouter à la fin du texte actuel "y compris ceux qui sont susceptibles d'affecter des pays en voie de développement" (No. 26/Hjelm-Wallén+3).
- Spécifier que ce sont le Conseil et la Commission qui doivent veiller à la cohérence entre les différents domaines de l'action extérieure, et qu'il faut prendre en compte les principes et les objectifs de cet article lorsqu'on développe et met en œuvre des aspects externes d'autres politiques de l'Union (No. 10/Van Lancker).
- Remplacer "tient également compte" par "respecte" et supprimer "aspects extérieurs" (No. 38/Tiilikainen+4).
- Remplacer le paragraphe par un texte concernant le respect des principes et objectifs par le Conseil et la Commission, en indiquant chaque domaine de l'action extérieure, et en précisant leur responsabilité de veiller à la cohérence dans l'action extérieure, comme à la cohérence de l'ensemble des politiques (No. 33/Michel+4).
- Ajouter une référence au respect de l'acquis, remplacer "tient également compte" par "respecte également", et supprimer "aspects extérieurs" (No. 22/Farnleitner).
- Ajouter que les États membres s'abstiennent des actions non-concertées, qui pourraient aller à l'encontre des intérêts de l'Union ou porter préjudice à son efficacité dans les relations internationales (No. 24/Fischer).

- Remplacer "consistency" par "coherence" dans la version anglaise (*No. 26/Hjelm-Wallén+3, No. 37/Svensson*).
- Supprimer le paragraphe (*No.28/Kirkhope*).

Propositions d'ajouter un paragraphe

- Ajouter un paragraphe selon lequel cet article n'affectera pas l'exercice des responsabilités des États membres concernant le maintien de l'État de droit et la sauvegarde de la sécurité internationale (*No. 18/de Vries+I*)
- Ajouter un paragraphe selon lequel cet article prévaut si une politique de l'Union est en conflit avec ces principes et objectifs (*No. 21/The Earl of Stockton, No. 25/Heathcoat-Amory*).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 1

1. *Emilio Gabaglio*
2. *Jan Zahradil*
3. *Maria BERGER et Caspar EINEM*
4. *Frans Timmermans*
5. *Anne Van Lancker*
6. *Anne Van Lancker*
7. *Emilio Gabaglio*
8. *Helle THORNING-SCHMIDT*
9. *Maria BERGER et Caspar EINEM*
10. *Anne Van Lancker*
11. *William ABITBOL*
12. *Dybkjær*
13. *Jens-Peter Bonde*
14. *Borrell, Carnero Y López Garrido*
15. *Brok; Santer; Stylianidis; Tajani; Van Der Linden; Almeida Garrett; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cuschnahan; Demetriou; Dolores; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lennmarker; Lequiller; Maij-Weggen; Mladenov; Piki; Rack; Van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec; Zile*
16. *Dybkjær*
17. *De Villepin*
18. *G.M. De Vries Et T.J.A.M. De Bruijn*
19. *Oğuz DEMIRALP*
20. *Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zakeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan Of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
21. *The Earl Of Stockton*
22. *Hannes Farnleitner*
23. *Dybkjær*
24. *Joschka Fischer*

25. *David Heathcoat-Amory*
26. *Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, ainsi que MM. Sören Lekberg et Kenneth Kvist, représentants du Parlement national.*
27. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
28. *Timothy Kirkhope*
29. *Ernâni Lopes, Maria Eduarda Azevedo, Manuel Lobo Antunes et António Nazaré Pereira*
30. *Robert Maclennan*
31. *Claudio Martini*
32. *Linda Mcavan, Anne VAN LANCKER, Olivier DUHAMEL, Luis MARINHO, Pervenche BERÈS, Maria BERGER, Elena PACIOTTI, Helle THORNING-SCHMIDT*
33. *Louis Michel, Elio Di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier Marie Nagy*
34. *O'Sullivan et Ponzano*
35. *Palacio*
36. *Luís Queiró*
37. *Ingvar SVENSSON*
38. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
39. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener,*
40. *John Gormley*
41. *Pat Carey*

Article 2

1. *Sur la base des principes et objectifs énumérés à l'article 1 du présent Titre, le Conseil européen identifie les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union.*

Les décisions du Conseil européen sur des intérêts et objectifs stratégiques de l'Union peuvent porter sur la politique étrangère ainsi que sur d'autres domaines relevant de l'action extérieure de l'Union. Elles peuvent concerner les relations de l'Union avec un pays ou une région, ou avoir une approche thématique. Elles définissent leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les États membres.

Le Conseil européen statue à l'unanimité sur proposition du Conseil. La proposition du Conseil est arrêtée par celui-ci à la majorité qualifiée sur la base de recommandations du ministre des affaires étrangères, pour les questions de politique étrangère et de sécurité commune, de la Commission pour les autres domaines de l'action extérieure, ou des deux conjointement. Les décisions du Conseil européen sont mises en œuvre par le Conseil selon les procédures prévues dans la Constitution.

2. *Le ministre des affaires étrangères, pour le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, et la Commission, pour les autres domaines de l'action extérieure peuvent présenter des propositions conjointes au Conseil. Le Conseil adopte les décisions sur ces propositions conjointes à la majorité qualifiée.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

Paragraphe 1.

- Limiter la définition par le Conseil européen des intérêts et objectifs stratégiques de l'Union au domaine de la PESC exclusivement (No 9/Hain, No 26/Van Lancker)
- Ajouter une référence au rôle du Parlement européen (No 4/Borrell + 2, No 15/Kaufmann, No 18/Lopes+3, No 27/Voggenhuber+1)

Les décisions du Conseil européen:

- Modifier le texte pour exprimer que le Conseil européen n'adopte pas de décisions mais "*des lignes directrices*" (No 6/De Vries +1, No 8/Farnleitner)
- Préciser que le Conseil européen se prononce sur proposition du Conseil Affaires étrangères (No 5/de Villepin)
- Le Conseil européen statue à la majorité qualifiée (No 4/Borrell + 2, No 6 de Villepin)
- Ajouter que les décisions du Conseil européen dans les domaines autres que la PESC sont prises selon la procédure législative (No 2/Berger + 1, No 28/Carey)

Les recommandations du Conseil:

- Le Conseil adopte une recommandation exclusivement sur base d'une proposition conjointe du ministre et de la Commission (No 8/Farnleitner), ou exclusivement sur base d'une proposition de la Commission (No 24/Svensson)
- Le Conseil doit également pouvoir délibérer sur une recommandation d'un État membre (No 23/Roche, No 11/Hjelm-Wallén+3). Idem pour la Présidence (No 18/Lopes +3)
- Supprimer la phrase concernant les recommandations conjointes du ministre des affaires étrangères et de la Commission au Conseil (No 5/de Villepin, No 9/Hain, No 10/Heathcoat-Amory)
- Remplacer "recommandation" par "proposition" (No 19/Michel+4, No 20/O'Sullivan+1)
- Les propositions du Conseil doivent être adoptées par le Conseil à l'unanimité et non à la majorité qualifiée (No 9/Hain, No 18/Lopes+3, No 3/Bonde), sauf pour les propositions conjointes du ministre et de la Commission (No 5/De Vries +1)

La mise en œuvre des décisions du Conseil européen:

- Ajouter que le ministre des affaires étrangères met également en œuvre les décisions du Conseil européen (et non le Conseil seul) (No 5/de Villepin)
- Remplacer "le Conseil" par "l'institution appropriée" (No 7/Duff+19, ou supprimer "le Conseil" (No 19/Michel+4, No 20/O'Sullivan+1) ou ajouter référence au Ministre/Commission (No 21/Palacio)

Autres:

- Proposition de réintroduire la dénomination "stratégie commune" (No 17/Lekberg)
- Amendements rédactionnels (No 6/De Vries +1, No 13/Hubner)
- Texte alternatif: (No 16/Kirkhope)

Paragraphe 2.

- Préciser que les propositions conjointes ne préjugent pas le droit d'initiative exclusif de la Commission tel que défini dans d'autres provisions de la Partie II (No 6/De Vries+1, No 8/Farnleitner)
- Supprimer le paragraphe car le ministre fait partie de la Commission (No 5/de Villepin, No 9/Hain)
- Supprimer le vote à la majorité qualifiée pour les propositions conjointes du ministre des affaires étrangères et de la Commission (No 1/Attalides, No 3/Bonde)

- Exclure l'application de cet article aux questions ayant des implications militaires ou de défense (*No 23/Roche*)
- Supprimer le paragraphe car déjà couvert dans le Chapitre I (*No 11/Hjelm-Wallén+3, No 15/Kaufmann*)
- Supprimer le paragraphe (*No 10/Heathcoat-Amory, No 24/Svensson*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 2

1. *Attalides*
2. *Maria BERGER et Caspar EINEM*
3. *Jens-Peter Bonde*
4. *Borrell et Carnero y López Garrido*
5. *de Villepin*
6. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
7. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gricius, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis; Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
8. *Hannes Farnleitner*
9. *Hain*
10. *David Heathcoat-Amory*
11. *Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg et Kenneth Kvist*
12. *Henrik Hololei*
13. *Danuta Hübner*
14. *Sandra Kalniete, Roberts Zile, Liene Liepina, Rihards Piks, Arturs Krisjanis Karins, Guntars Krasts*
15. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
16. *Timothy Kirkhope*
17. *Lenmarker*
18. *Ernâni Lopes, Maria Eduarda Azevedo, Manuel Lobo Antunes et António Nazaré Pereira*
19. *Louis Michel, Elio di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier et Marie Nagy*
20. *O'Sullivan et Ponzano*
21. *Palacio*
22. *Luís Queiró*
23. *Dick Roche*
24. *Ingvar SVENSSON*
25. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
26. *Anne Van Lancker*
27. *Voggenhuber, Wagener,*
28. *Pat Carey*
29. *John Gormley*

CHAPITRE 1: LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE

A. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE COMMUNE

Article 3

1. *Dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre, l'Union définit et met en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité.*
2. *Les États membres appuient activement et sans réserve la politique étrangère et de sécurité de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle.*

Les États membres œuvrent de concert au renforcement et au développement de leur solidarité politique mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales.

Le Conseil et le ministre des affaires étrangères veillent au respect de ces principes.

3. *L'Union conduit la politique étrangère et de sécurité commune:*
 - *en définissant les principes et les orientations générales,*
 - *en adoptant des décisions portant sur:*
 - *des actions de l'Union,*
 - *des positions de l'Union,*
 - *et en renforçant la coopération systématique entre les États membres pour la conduite de leur politique.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Proposition d'ajouter un paragraphe stipulant que la mise en œuvre de la PESC n'affecte pas les compétences de l'Union énumérées aux articles 11-13, 15 et 16 de la Partie I de la Constitution (No 11/Michel+4)
- Proposition d'inclure dans cet article certains éléments de l'article 29 (No 9/Kaufmann)
- Supprimer l'article (No 10/Kirkhope)

Paragraphe 1.

- Supprimer "couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité" (No 4/De Vries+I)

Paragraphe 2.

- Supprimer "*sans réserves*" (No 1/Thorning-Schmidt) ou la phrase entière (No 2/Bonde)
- Inclure une référence à la Présidence du Conseil (No 12/Queiro), et/ou supprimer "le ministre des affaires étrangères" (No 13/Svensson, No 14/Tiilikainen+4)
- Ajouter "commune" (No 5/Duff+19)

Paragraphe 3.

Les instruments:

- Dénomination: ajouter "*PESC*" après "*décision*" (No 7/Hain) ou "*européenne*" (No 7/Farnleitner)
- Inclure dans la liste des instruments les "*décisions de mise en œuvre*" (No 14/Tiilikainen+4)
- Ajouter à la fin du paragraphe la possibilité de recourir aux autres politiques du présent titre, selon les procédures prévues dans le traité (No 3/de Villepin)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 3

1. *Helle Thorning-Schmidt*
2. *Bonde*
3. *de Villepin*
4. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
5. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gričius, Puiū Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
6. *Hannes Farnleitner*
7. *Hain*
8. *David Heathcoat-Amory*
9. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
10. *Timothy Kirkhope*
11. *Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention*
12. *Luís Queiró*
13. *Ingvar Svensson*
14. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
15. *John Gormley*

Article 4

Le Conseil européen définit les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris pour les questions ayant des implications en matière de défense.

Si un développement international l'exige, le Président du Conseil européen convoque une réunion extraordinaire du Conseil européen afin de définir les lignes stratégiques de la politique de l'Union face à ce développement.

Le Conseil prend les dispositions nécessaires à la définition et à la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, sur la base des lignes stratégiques définies par le Conseil européen.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer "Président" par "Chair" (version anglaise) (No 3/Brok+30, No 8/Hjelm-Wallen+4, No 7/Heatcoat-Amory), ou par "la Présidence" (No 6/Farnleitner, No 11/Lopes+3, No 13/Queiro, No 15/Tiilikainen+4), ou supprimer toute référence (No 12/Michel+4)
- Modifier le texte pour exprimer que le Conseil européen statue à la majorité qualifiée (No 2/Borrell+2)
- Supprimer le premier alinéa, car déjà couvert à l'article 29 (No 5/Duff+19)
- Supprimer le deuxième alinéa, car déjà couvert à l'article 16.3 de la Partie I (Institutions) (No 14/Roche, No 4/De Vries+1, No 5/Duff+19, No 9/Kaufmann)
- Inclure le texte de l'article 29, paragraphe 4 de la Partie I concernant l'exécution de la PESC par le ministre des affaires étrangères et par les États membres (No 12/Michel+4)
- Supprimer "Commune" dans PESC (Heatcoat-Amory)
- Supprimer l'article (No 10/Kirkhope)
- Supprimer les références à la sécurité et la défense (No 1/Bonde)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 4

1. *Bonde*
2. *Borrell, Carnero y López Garrido*
3. *Brok; Santer; Stylianidis; Tajani; Van Der Linden; Almeida Garrett; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lennmarker; Maij-Weggen; Mladenov; Paks; Rack; Van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec; Zile*
4. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
5. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gricius, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
6. *Hannes Farnleitner*
7. *David Heathcoat-Amory*
8. *Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg, Kenneth Kvist et Ingvar Svensson*
9. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
10. *Timothy Kirkhope*
11. *Ernâni Lopes, Maria Eduarda Azevedo, Manuel Lobo Antunes et António Nazaré Pereira*
12. *Louis Michel, Elio di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier et Marie Nagy*
13. *Luís Queiró*
14. *Dick Roche*
15. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
16. *John Gormley*

Article 5

1. *Le ministre des affaires étrangères, qui préside le Conseil des Affaires étrangères, contribue par ses propositions à l'élaboration de la politique étrangère et de sécurité commune et a la responsabilité de la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil européen et le Conseil.*
2. *Pour les matières relevant de la Politique étrangère et de sécurité commune, l'Union est représentée par le ministre des affaires étrangères, qui conduit au nom de l'Union le dialogue politique et qui exprime la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Proposition d'ajouter un paragraphe concernant la création d'un Service diplomatique commun qui assisterait l'action du ministre des affaires étrangères (No 1/Athanasiu+1, No 9/Fischer). M. Fischer propose de définir l'organisation et le statut d'un tel service dans un protocole qui serait annexé à la Constitution.
- Proposition d'ajouter un paragraphe qui prévoit que le Conseil peut demander au ministre des affaires étrangères de formuler toute proposition pour la mise en œuvre d'une décision PESC (No 6/de Villepin)
- Proposition d'ajouter que la Commission est entièrement associée à la PESC (No 8/Farnleitner), et qu'elle peut être invitée à présenter des propositions concernant la mise en œuvre de la PESC (No 22/Tiilikainen+4)
- Proposition de supprimer l'article (No 2/Bonde, No 15/Kirkhope, No 18/Queiro)

Paragraphe 1.

- La présidence du Conseil Affaires étrangères ne devrait pas être confiée au ministre de l'Union (No 4/Christophersen+3, No 5/Costa+1, No 12/Hjelm-Wallen+3, No 13/Kalnieta+5, No 16/Lopes+3, No 17/O'Sullivan+1, No 19/Roche, No 20/Svensson, No 22/Tiilikainen+4, Heathcoat-Amory)
- Modifier le texte pour indiquer que le Conseil européen adopte des "lignes directrices" et seul le Conseil peut adopter des "décisions" (No 3/Brok+31)

Paragraphe 2.

- Insérer "le cas échéant" ou "le cas échéant et agissant au nom de et à la demande du Conseil" dans la phrase concernant l'expression de la position de l'Union par le ministre des affaires étrangères dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales (No/Roche, No 10/Hain)
- Supprimer le paragraphe (No 11/Heathcoat-Amory, No 16/Lopes+3)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 5

1. *Alexandru ATHANASIU et Hubert HAENEL*
2. *Bonde*
3. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; LEQUILLER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
4. *Henning Christophersen, Poul Schlüter, Henrik Dam Kristensen et Niels Helveg Petersen.*
5. *Alberto Costa et Guilherme d'Oliveira Martins*
6. *M. de Villepin*
7. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Griekus, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
8. *Hannes Farnleitner*
9. *M. Joschka Fischer*
10. *Hain*
11. *David Heathcoat-Amory*
12. *Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg Kenneth Kvist*
13. *Sandra Kalniete, Roberts Zile, Liene Liepina, Rihards Pīks, Arturs Krīšjānis Karins, Guntars Krasts*
14. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
15. *TIMOTHY KIRKHOPE*
16. *Ernâni Lopes, Maria Eduarda Azevedo, Manuel Lobo Antunes et António Nazaré Pereira*
17. *O'Sullivan et Ponzano*
18. *Luís Queiró*
19. *Dick Roche*
20. *Ingvar SVENSSON*
21. *Helle THORNING-SCHMIDT*
22. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
23. *John Gormley*

Article 6

1. *Lorsqu'une situation internationale exige une action opérationnelle de l'Union, le Conseil adopte les décisions nécessaires. La décision fixe les objectifs, la portée, les moyens à mettre à la disposition de l'Union, ainsi que les conditions relatives à la mise en œuvre de l'action et, si nécessaire, sa durée.*
2. *S'il se produit un changement de circonstances ayant une nette incidence sur une question faisant l'objet d'une telle décision, le Conseil révisé les principes et les objectifs de cette action et adopte les décisions nécessaires. Aussi longtemps que le Conseil n'a pas statué, la décision sur l'action de l'Union est maintenue.*
3. *Ces décisions engagent les États membres dans leurs prises de position et dans la conduite de leur action.*
4. *Toute prise de position ou toute action nationale envisagée en application d'une telle décision fait l'objet d'une information dans des délais permettant, en cas de nécessité, une concertation préalable au sein du Conseil. L'obligation d'information préalable ne s'applique pas aux mesures qui constituent une simple transposition sur le plan national des décisions du Conseil.*
5. *En cas de nécessité impérieuse liée à l'évolution de la situation et à défaut d'une décision du Conseil, les États membres peuvent prendre d'urgence les mesures qui s'imposent, en tenant compte des objectifs généraux de la décision portant sur l'action de l'Union. L'État membre qui prend de telles mesures en informe immédiatement le Conseil.*
6. *En cas de difficultés majeures pour appliquer une telle décision, un État membre saisit le Conseil, qui en délibère et recherche les solutions appropriées. Celles-ci ne peuvent aller à l'encontre des objectifs de l'action ni nuire à son efficacité.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Proposition de fusionner l'article 6 et l'article 7 pour regrouper tous les instruments de la PESC dans un article et d'y ajouter un paragraphe sur les décisions de stratégies communes qui seraient alors adoptées par le Conseil (No 4/Hain)
- Changer la dénomination des instruments (No 4/Hain, No 3/Farnleitner, No 5/Heathcoat-Amory)
- Supprimer l'article (No 6/Kirkhope)

Paragraphe 1.

- Ajouter une disposition qui prévoit que le Conseil adopte une décision avec l'approbation du Parlement européen (No 9/Wuermeling)

Paragraphe 3.

- Ajouter "*les institutions de l'Union*" pour exprimer que les décisions adoptées par le Conseil les engagent aussi (*No 2/de Villepin*)
- Supprimer le paragraphe (*No 5/Heathcoat-Amory*), car déjà couvert à l'article 24 de la Partie I (*No 3/Farnleitner*)

Paragraphe 4.

- Supprimer le paragraphe (*No 4/Hain*)

Paragraphe 5.

- Supprimer le paragraphe (*No 5/Heathcoat-Amory*)

Paragraphe 6.

- Préciser que le Conseil statue à l'unanimité (*No 7/Queiro*)
- Ajouter approbation du Parlement européen (*No 9/Wuermeling*)
- Amendement rédactionnel (*No 8/Tiilikainen+8*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 6

1. *Bonde*
2. *de Villepin*
3. *Hannes Farnleitner*
4. *Hain*
5. *David Heathcoat-Amory*
6. *Timothy Kirkhope*
7. *Luís Queiró*
8. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
9. *Joachim Wuermeling*

Article 7

Le Conseil adopte des décisions qui définissent la position de l'Union sur une question particulière de nature géographique ou thématique. Les États membres veillent à la conformité de leurs politiques nationales avec les positions de l'Union.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Ajouter la dernière phrase de l'article 4 pour mettre en évidence que le Conseil se base sur les lignes stratégiques définies par le Conseil européen (No 3/Duff+19)
- Ajouter "*les institutions de l'Union*" et supprimer "*nationales*" dans la deuxième phrase (No 2/de Villepin)
- Supprimer l'article (No 4/Kikhope), supprimer la deuxième phrase (No 1/Bonde)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 7

1. *Bonde*
2. *de Villepin*
3. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gricius, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
4. *Timothy Kirkhope*

Article 8

1. *Chaque État membre ou le ministre des affaires étrangères, seul ou avec la Commission, peut saisir le Conseil de toute question relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et soumettre des propositions au Conseil.*
2. *Dans les cas exigeant une décision rapide, le ministre des affaires étrangères convoque, soit d'office, soit à la demande d'un État membre, dans un délai de quarante-huit heures ou, en cas de nécessité absolue, dans un délai plus bref, une réunion extraordinaire du Conseil.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Changement de dénomination du ministre des affaires étrangères (No 4/Duff+18, No 12/Queiro)
- Ajouter une référence à la Présidence (No 10/Lopes+3)
- Supprimer l'article (No 9/Kirkhope)

Paragraphe 1.

- Supprimer "*seul ou avec la Commission*", après "*le ministre des affaires étrangères*" pour prendre en compte que le ministre fait partie de la Commission et que ses propositions PESC ne font pas l'objet d'approbation préalable par le collège des commissaires (No 6/Hain, No 2/de Villepin)
- Modifier pour attribuer le droit d'initiative à la Commission (seule ou avec le ministre des affaires étrangères) (No 3/De Vries+1, No 8/Hjelm-Wallen+3, No 5/Farnleitner)
- Supprimer "*le ministre des affaires étrangères, seul ou avec la Commission*" pour attribuer le droit d'initiative exclusif aux États membres (No 7/Heathcoat-Amory)
- Modifier pour attribuer le droit d'initiative également au Parlement européen (No 11/Muscardini)
- Modifier l'article pour limiter le droit d'initiative des États membres aux cas où trois États présentent conjointement une initiative (No 3/De Vries+1)

Paragraphe 2.

- Modifier pour prendre en compte que le Conseil Affaires étrangères n'est pas présidée par le ministre des affaires étrangères (*No 10/Lopes+3, No 8/Hjelm-Wallen+3, No 5/Farnleitner, No 1/Bonde, No 16 Gormley*)
- Modifier pour prévoir qu'une réunion peut également être convoquée à la demande de la Commission (*No 3/De Vries+1*)
- Supprimer le paragraphe (*No 7/Heathcoat-Amory*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 8

1. *Bonde*
2. *de Villepin*
3. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
4. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gričius, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
5. *Hannes Farnleitner*
6. *Hain*
7. *David Heathcoat-Amory*
8. *Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg et Kenneth Kvist*
9. *TIMOTHY KIRKHOPE*
10. *Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
11. *Cristiana MUSCARDINI*
12. *Luís Queiró*
13. *Dick Roche*
14. *Ingvar SVENSSON*
15. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
16. *John Gormley*

Article 9

1. *Les décisions relevant du présent Chapitre sont prises par le Conseil statuant à l'unanimité. Les abstentions des membres présents ou représentés n'empêchent pas l'adoption de ces décisions.*

Tout membre du Conseil qui s'abstient lors d'un vote peut, conformément au présent alinéa, assortir son abstention d'une déclaration formelle. Dans ce cas, il n'est pas tenu d'appliquer la décision, mais il accepte que la décision engage l'Union. Dans un esprit de solidarité mutuelle, l'État membre concerné s'abstient de toute action susceptible d'entrer en conflit avec l'action de l'Union fondée sur cette décision ou d'y faire obstacle et les autres États membres respectent sa position. Si les membres du Conseil qui assortissent leur abstention d'une telle déclaration représentent plus du tiers des voix affectées de la pondération prévue à l'article X de la Constitution, la décision n'est pas adoptée.

2. *Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil statue à la majorité qualifiée:*

- *lorsque, sur la base d'une décision du Conseil européen portant sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union, telle que définie à l'article 2 paragraphe 1 de ce Titre, il adopte des décisions portant sur des actions et des positions de l'Union,*
- *lorsqu'il statue sur la base d'une proposition conjointe du ministre des affaires étrangères et de la Commission, telle que définie à l'article 2, paragraphe 2,*
- *lorsqu'il adopte toute décision mettant en œuvre une décision portant sur une action ou une position de l'Union,*
- *lorsqu'il nomme un représentant spécial conformément à l'article 11 de ce Chapitre.*

Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale importantes et qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'adoption d'une décision devant être prise à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

3. *Le Conseil européen peut décider à l'unanimité que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés au paragraphe 2 du présent article.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Proposition de texte qui prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf si un État membre s'y oppose pour des raisons de politique nationale importantes, ou quand les décisions ont des implications militaires ou de défense. Le ministre des affaires étrangères et le Président (Chairman) du Conseil européen ont un rôle de médiateur, et le Conseil européen peut statuer à la majorité qualifiée pour débloquer la situation. Il est impossible de dévier du vote à la majorité qualifiée pour un certain nombre de cas (No 5/Brok+30)

- Proposition de texte qui prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf pour les décisions ayant des implications militaires ou de défense, ou quand la proposition n'émane pas du ministre des affaires étrangères, ou quand un État membre invoque un intérêt national. Dans ce cas, le ministre des affaires étrangères, et éventuellement le Président du Conseil européen, recherche une solution. Le Conseil européen peut être saisi de la question en vue d'une décision à la majorité qualifiée. Maintien des dispositions concernant l'abstention constructive (*No 6/de Villepin*)
- Proposition de texte qui prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf pour les décisions ayant des implications militaires ou de défense, ou quand un État membre s'y oppose pour des raisons de politique nationale importantes. Le ministre des affaires étrangères, et éventuellement le Président du Conseil européen, recherche une solution. Le Conseil européen peut être saisi de la question en vue d'une décision à la majorité qualifiée. Maintien des dispositions concernant l'abstention constructive (*No 10/Fischer*)
- Proposition de texte qui prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf quand il statue sur proposition d'un État membre, ou sur des questions ayant des implications militaires ou de défense, ou quand un État membre s'y oppose pour des raisons de politique nationale importantes (dans ce cas le Conseil peut saisir le Conseil européen). Maintien des dispositions sur l'abstention constructive (*No 9/Farnleitner*)
- Déplacer la dernière phrase du paragraphe 2 (exclusion des décisions ayant des implications militaires et de défense) en la mettant à la fin de l'article pour qu'elle s'applique à toutes les dispositions de l'article 9 (*No 21/Roche, No 11/Hain*)
- Changement de dénomination des instruments (*No 11/Hain*), ou du ministre (*No 20/Queiró, No 8/Duff+18*)
- Supprimer l'article (*No 16/Kirkhope*)

Paragraphe 1.

- Généraliser le vote à la majorité qualifiée pour toutes les décisions PESC (avec maintien des dispositions concernant l'abstention constructive) (*No 18/Muscardini, No 4/Borrell + 2, No 25/Voggenhuber + 2*)
- Prévoir le vote à la majorité qualifiée renforcée comme règle générale, sauf pour les décisions ayant des implications militaires ou de défense (*No 22/Severin*)
- Prévoir le vote à la majorité qualifiée comme règle générale, sauf pour les décisions ayant des implications militaires ou de défense, maintien de l'abstention constructive et maintien de la possibilité de s'opposer au vote (*No 24/Tiilikainen+4, No /Dini*)
- Prévoir l'unanimité pour toutes les décisions PESC, supprimer les dérogations (*No 12/Heathcoat-Amory*)
- Remplacer "plus du tiers des voix affectées de la pondération prévue à l'article X de la Constitution" par "plus du tiers des États membres représentant plus du tiers de la population de l'Union" (*No 17/Michel +4*) ou par "la majorité qualifiée" (*No 23/Svensson*)

- Supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa (*No 8/Duff+18*)

Paragraphe 2.

- Modifier pour exprimer que le Conseil européen n'adopte pas des décisions (*No 7/De Vries+1*)
- Supprimer le deuxième tiret qui prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée sur proposition conjointe du ministre et de la Commission (par dérogation à la règle d'unanimité) (*No 2/Attalides, No 11/Hain, No 13/Hjelm-Wallen +3, No 14/Hololei, No 23/Svensson, No 26/Gormley*).
- Supprimer la référence à l'article 2.2 dans le deuxième tiret pour étendre le vote à la majorité qualifiée pour toutes les propositions conjointes du ministre et de la Commission (*No 19/O'Sullivan + 1, No 15/Kaufmann*)
- Supprimer la référence à l'unanimité pour le Conseil européen pour ainsi permettre le recours au vote à la majorité qualifiée (*No 8/Duff+18*)
- Ajouter à la liste des cas où le vote à la majorité qualifiée s'applique, les décisions visées à l'article 31 sur les mesures restrictives (*No 7/De Vries*)
- Ajouter à la liste des cas où le vote à la majorité qualifiée s'applique, les décisions ayant des implications financières ne dépassant pas un certain seuil fixé par le Conseil (*No 7/De Vries*)
- Ajouter à la fin de la phrase "*Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité,*" une prévision indiquant qu'un État membre ne peut pas empêcher le Conseil de procéder à un tel vote (*No 21/Roche*)
- Supprimer l'alinéa concernant la possibilité pour un État membre de s'opposer au vote (*No 17/Michel +4*)
- Rendre plus strictes les conditions selon lesquelles un État membre peut empêcher qu'il soit procédé au vote à la majorité qualifiée (*No 1/Lennmarker*)

Paragraphe 3.

- Remplacer "le Conseil européen" par "le Conseil réuni au niveau des chefs d'État et de gouvernement" (*No 17/Michel +4*)
- Supprimer le paragraphe compte tenu de la généralisation du vote à la majorité qualifiée (*No 4/Borrell*) ou pour autres raisons (*No 23/Sevensson, No 12/Heathcoat-Amory, No 26/Gormley*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 9

1. *Lennmarker*
2. *Attalides*
3. *Bonde*
4. *Borrell, Carnero y López Garrido*
5. *Brok; Santer; Tajani; Van Der Linden; Almeida Garrett; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Maij-Weggen; Mladenov; Paks; Rack; Van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec; Zile*
6. *de Villepin*
7. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
8. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gričius, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Willem Van Eekelen, Lord Maclellan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
9. *Hannes Farnleitner*
10. *Joschka Fischer*
11. *Hain*
12. *David Heathcoat-Amory*
13. *Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg et Kenneth Kvist*
14. *Henrik Hololei*
15. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
16. *Timothy Kirkhope*
17. *Louis Michel, Elio di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier et Marie Nagy*
18. *Cristiana Muscardini*
19. *O'Sullivan et Ponzano*
20. *Luís Queiró*
21. *Dick Roche*
22. *Adrian Severin*
23. *Ingvar Svensson*
24. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
25. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener*
26. *John Gormley*

Article 10

1. *Lorsque L'Union a défini une approche commune au sens de l'article 29, paragraphe 5, il est procédé à une coordination étroite des activités du ministre des affaires étrangères de l'Union et des ministres des affaires étrangères des États membres.*
2. *Les missions diplomatiques des États membres et les délégations de l'Union coopèrent entre elles dans les pays tiers et auprès des organisations internationales et contribuent à la formulation et à la mise en œuvre d'une approche commune.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Proposition d'inclure dans le présent article certains éléments de l'article 29, paragraphe 5 de la Partie II *"Avant de prendre sur la scène internationale tout engagement susceptible d'affecter les intérêts de l'Union, les États membres s'informent et se consultent au sein du Conseil ou du Conseil européen. Les États membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et valeurs sur la scène internationale."* (No 5/Michel+4)
- Changement de dénomination du ministre (No 2/Duff+18, No 6/Queiro)
- Amendements rédactionnels (No 10/Voggenhuber +2, No 9/Thorning-Schmidt, No 8/Teufel)
- Supprimer l'article (No 4/Kirkhope)

Paragraphe 1.

- Supprimer les références au ministre des affaires étrangères de l'Union (No 3/Heathcoat-Amory, No 1/Bonde, No 7/Svensson)

Paragraphe 2.

- Modifier pour exprimer que les États membres gardent toujours le droit de présenter et de défendre des positions nationales (No 1/Bonde)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 10

1. *Bonde*
2. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Gričius, Puiū Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
3. *David Heathcoat-Amory*
4. *Timothy Kirkhope*
5. *Louis Michel, Elio di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier et Marie Nagy*
6. *Luís Queiró*
7. *Ingvar Svensson*
8. *Erwin Teufel*
9. *Helle Thorning-Schmidt*
10. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener*
11. *John Gormley*

Article 11

Chaque fois qu'il l'estime nécessaire, le Conseil nomme, sur proposition du ministre des affaires étrangères, un représentant spécial auquel il confère un mandat en liaison avec des questions politiques particulières. Le représentant spécial exerce son mandat sous l'autorité du ministre des affaires étrangères.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

Proposition de nommer un Représentant:

- Modifier le texte pour prévoir que le Conseil peut nommer un Représentant spécial sans qu'il y ait une proposition du ministre à ce sujet (*No 4/Hain, No 1/Bonde*), ou conformément aux dispositions concernant le droit d'initiative à l'article 8 (*No 3/Farnleitner*)

Rôle du Parlement:

- Ajouter une disposition qui prévoit la consultation du Parlement européen (*No 2/Duff+18*)
- Ajouter une disposition qui prévoit que les Représentants spéciaux informent le Parlement européen (*No 9/Wuermeling*)

Autres amendements:

- Supprimer les références au ministre des affaires étrangères (*No 5/Heathcoat-Amory, No 8/Svensson*)
- Changement de dénomination du ministre des affaires étrangères (*No 2/Duff+18, No 7/Queiro*)
- Supprimer l'article (*No 6/Kirkhope*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 11

1. *Bonde*
2. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozalet M. Gintautas Sivickas.*
3. *Hannes Farnleitner*
4. *Hain*
5. *David Heathcoat-Amory*
6. *Timothy Kirkhope*
7. *Luís Queiró*
8. *Ingvar SVENSSON*
9. *Joachim Wuermeling*
10. *John Gormley*

Article 12

L'Union peut conclure des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales en application du présent Chapitre, selon la procédure décrite à l'article 33 du présent Titre.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer "*selon la procédure décrite à l'article 33 du présent Titre*" par "*à l'unanimité*" (No 2/Heathcoat-Amory)
- Supprimer "*en application du présent Chapitre, selon la procédure décrite à l'article 33 du présent Titre*" (No 3/Kaufmann)
- Supprimer l'article (No 4/Kirkhope)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 12

- 1.
2. *David Heathcoat-Amory*
3. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
4. *Timothy Kirkhope*

Article 13

1. *Le ministre des affaires étrangères consulte le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune et veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération. Le Parlement européen est tenu régulièrement informé par le ministre des affaires étrangères de l'évolution de la politique étrangère et de sécurité de l'Union, y compris la politique de la sécurité et de défense.*
2. *Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil et du ministre des affaires étrangères. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de la sécurité et de défense.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

Propositions d'ajouter comme paragraphes séparés:

- Inclure des dispositions concernant l'implication et l'information des Parlements nationaux/la Conférence interparlementaire (No 1/Ahtanasiu +1, No 5/Costa+1, No 7/Fini +1)
- Ajouter une disposition concernant le rôle du Parlement européen dans l'adhésion par l'Union aux organisations internationales (No 3/Borrell+2)

Autres amendements:

- Supprimer les références au ministre des affaires étrangères (No 2/Bonde, No 13/Svensson) et remplacer par la Commission (No 8/Heathcoat-Amory). Ajouter une référence à la Présidence (No 5/Costa+1)
- Proposition de déplacer cet article au début du Titre B (No 11/Lopes +3)
- Changement de dénomination du ministre des affaires étrangères (No 6/Duff+18, No 12/Queiro)
- Supprimer l'article (No 10/Kirkhope)

Paragraphe 1.

- Ajouter une référence à la politique de sécurité et de défense dans la première phrase (No 4/Brok + 30)
- Ajouter que le Parlement européen est informé en particulier sur les questions ayant des implications budgétaires (No 4/Brok + 30)
- Ajouter que le Parlement européen doit être consulté au préalable sur la prise de mesures restrictives (No 9/Kaufmann)

- Ajouter que le parlement européen est associé au processus de décision en ce qui concerne les aspects principaux et choix fondamentaux (*No 14/Voggenhuber +2*)

Paragraphe 2.

- Prévoir qu'un débat aura lieu deux fois par an/au moins une fois par an (*No 4/Brok + 30, No 6/Duff+18, No 14/Voggenhuber +2*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 13

1. *Alexandru ATHANASIU et Hubert HAENEL*
2. *Noname*
3. *Borrell (membre), Carnero y López Garrido (suppléant)*
4. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; LEQUILLER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
5. *Alberto Costa – membre et Guilherme d'Oliveira Martins – suppléant*
6. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Griekus, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
7. *Gianfranco FINI – Francesco SPERONI*
8. *David Heathcoat-Amory, Earl of Stockton*
9. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
10. *TIMOTHY KIRKHOPE MEP*
11. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
12. *Luís Queiró*
13. *Ingvar SVENSSON*
14. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener,*
15. *John Gormley*

Article 14

1. *Les États membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes les positions de l'Union. Le ministre des affaires étrangères de l'Union assure l'organisation de cette coordination.*

Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les positions de l'Union.

2. *Sans préjudice du paragraphe 1 et de l'article 6, paragraphe 3 de ce Titre, les États membres représentés dans des organisations internationales ou des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas tiennent ces derniers informés de toute question présentant un intérêt commun.*

Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations unies se concerteront et tiendront les autres États membres pleinement informés. Les États membres qui sont membres du Conseil de sécurité défendront, dans l'exercice de leurs fonctions, les positions et les intérêts de l'Union, sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la charte des Nations unies.

Lorsque l'Union a défini une position sur un thème à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les États membres qui y siègent demandent que le ministre des affaires étrangères soit invité à présenter la position de l'Union.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Proposition d'inclure une nouvelle disposition à la fin de cet article qui prévoit que, au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales, la position de l'Union sera présentée par un État membre dans les cas où le ministre des affaires étrangères de l'Union ne peut être sur place pour la présenter. À cette fin, un système de rotation sera mis en place par les États qui sont membres de l'organisation internationale ou qui participent à la conférence en question (No 12/Roche)
- Proposition de modifier la rédaction de l'article en prévoyant que la Commission représente l'Union, sauf dans les domaines de la PESC où la représentation de l'Union sera assurée par le ministre des affaires étrangères. Les États membres présentent (défendent) les positions de l'Union quand l'Union n'est pas membre d'une organisation internationale ou quand elle n'est pas représentée par la Commission ou Ministre. Ils assurent que la Commission ou le ministre puissent exprimer les positions de l'Union (No 4/Duff+18)
- Modifier la rédaction du texte pour exprimer que l'Union coordonne ses positions/actions, et non les États membres (No 4/Duff+18)

- Changement de dénomination du ministre des affaires étrangères (No 4/Duff+18, No 11/Queiro)
- Supprimer les références au ministre des affaires étrangères (No 1/Bonde, No 8/Heathcoat-Amory, No 13/Svensson)
- Supprimer l'article (No 9/Kirkhope)

Paragraphe 1.

- Ajouter "*dans la mesure du possible*" dans la première phrase (No 13/Svensson)

Paragraphe 2.

Information du ministre des affaires étrangères/Commission:

- Ajouter au premier et au deuxième alinéas une référence au ministre des affaires étrangères pour assurer qu'il soit également tenu au courant par les États présents dans les organisations et conférences internationales et au sein du Conseil de Sécurité (No 2/Brok + 30, No 3/de Vries +1). Idem pour la Commission (No 4/Duff +18)

Positions de l'Union sur les questions à l'ordre du jour du Conseil de sécurité:

- Modifier le deuxième alinéa pour exprimer que les États membres siégeant au Conseil de Sécurité sont liés par les positions de l'Union (No 3/De Vries +1, No/Dini) et qu'ils sont obligés de se concerter avec les autres États membres (No 6/Fini +1)
- Supprimer "*sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la charte des Nations unies*" (No 3/De Vries +1, No 5/Farnleitner, No 6/Fini +1)
- Ajouter une disposition qui prévoit que les États membres et le ministre des affaires étrangères s'efforceront de définir une position sur les sujets à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité (No 3/De Vries +1), ou que le ministre des affaires étrangères contribue à la concertation préalable sur ces sujets (No 10/Michel +4)
- Prévoir que les positions de l'Union sur les sujets à l'ordre du jour du Conseil de sécurité sont adoptées par le Conseil statuant à la majorité qualifiée et en association avec le Parlement européen (No 14/Voggenhuber +2)

Présentation des positions de l'Union par le ministre des affaires étrangères:

- Supprimer le dernier alinéa (No 1/Bonde, No 7/Hain, No 8/Heathcoat-Amory, No 13/Svensson)
- Remplacer dans le dernier alinéa "*présenter la position de l'Union*" par "*participer au Conseil*" (No 10/Michel + 4)

Siège de l'Union au Conseil de sécurité:

- Ajouter que l'Union déploiera des efforts pour obtenir un siège au Conseil de sécurité
(No 14/Voggenhuber +2)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 14

1. *Bonde*
2. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
3. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
4. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Griekus, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
5. *Hannes Farnleitner*
6. *Gianfranco FINI – Francesco SPERONI*
7. *Hain*
8. *David Heathcoat-Amory*
9. *Timothy Kirkhope*
10. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention*
11. *Luís Queiró*
12. *Dick Roche*
13. *Ingvar SVENSSON*
14. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener,*
15. *John Gormley*

Article 15

Les missions diplomatiques et consulaires des États membres et les délégations de l'Union dans les pays tiers et les conférences internationales ainsi que leurs représentations auprès des organisations internationales, coopèrent pour assurer le respect et la mise en œuvre des décisions portant sur des positions et des actions de l'Union arrêtées par le Conseil. Elles intensifient leur coopération en échangeant des informations et en procédant à des évaluations communes.

Elles contribuent à la mise en œuvre des dispositions visées à l'article 7 paragraphe 2 de la Partie I de la Constitution concernant la protection des citoyennes et citoyens européens sur le territoire d'un pays tiers. Les États membres établissent entre eux les règles nécessaires et engagent les négociations internationales requises en vue d'assurer cette protection.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Ajouter que les missions diplomatiques des États membres et les délégations de l'Union peuvent agir conjointement, le cas échéant (No 2/de Villepin, No 8/Voggenhuber + 2)
- Remplacer "délégations de l'Union" par "bureaux de la Commission" (No 3/Heathcoat-Amory)
- Remplacer les références à l'article 7 de la Constitution par une référence à la Charte des Droits fondamentaux (No 4/Kaufmann)
- Amendements rédactionnels (No 6/Queiro, No 7/Roche)
- Supprimer l'article (No 5/Kirkhope)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 15

- 1.
- 2.
3. *Noname*
4. *de Villepin*
5. *David Heathcoat-Amory*
6. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
7. *Timothy Kirkhope*
8. *Luís Queiró*
9. *Dick Roche*
10. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener*

Article 16

Sans préjudice de l'article XX de la Constitution [concernant l'organisation du Conseil/Comité des Représentants Permanents], un Comité Politique et de Sécurité suit la situation internationale dans les domaines relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et contribue à la définition des politiques en émettant des avis à l'intention du Conseil, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative. Il surveille également la mise en œuvre des politiques convenues, sans préjudice des compétences du ministre des affaires étrangères.

Dans le cadre du présent titre, le Comité exerce, sous la responsabilité du Conseil et en contact étroit avec le ministre des affaires étrangères, le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion de crise, telles que définies à l'article 17 du présent Titre.

Le Conseil peut autoriser le Comité, aux fins d'une opération de gestion de crise et pour la durée de celle-ci, telles que déterminées par le Conseil, à prendre les décisions appropriées concernant le contrôle politique et la direction stratégique de l'opération.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Un Conventionnel a remarqué qu'il pourrait s'avérer nécessaire de revoir le rôle du COPS à la lumière des nouveaux articles de la Partie II sur les questions institutionnelles (No 13/Roche)
- Un autre Conventionnel a remarqué que d'autres organes du Conseil devraient également être impliqués dans la gestion des opérations de crise (No 4/De Vries + 1)
- Ajouter "la Commission" après "le ministre des affaires étrangères" dans le premier alinéa (No 5/Duff + 18, No 6/Farnleitner, No 9/Hjelm-Wallén + 4)
- Remplacer "le ministre des affaires étrangères" par "la Commission" dans les deux alinéas (No 14/Svensson)
- Ajouter une référence à la Présidence dans le premier alinéa (No 11/Lopes + 3)
- Supprimer les références au ministre des affaires étrangères (No 8/Heathcoat-Amory)
- Changement de dénomination du ministre des affaires étrangères (No 5/Duff+18, No 12/Queiro)
- Amendements rédactionnels (No 4/De Vries + 1, No 7/Fini +1, No 12/Queiro)
- Supprimer l'article (No 10/Kirkhope)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 16

1. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
2. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier, membre suppléant de la Convention*
3. *Bonde*
4. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
5. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
6. *Hannes Farnleitner*
7. *Gianfranco Fini – Francesco Speroni*
8. *David Heathcoat-Amory*
9. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker et M. Kenneth Kvist, représentants du Parlement national.*
10. *Timothy Kirkhope*
11. *M. Ernâni Lopes, Mme Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
12. *Luís Queiró*
13. *Dick Roche*
14. *Ingvar Svensson*
15. *John Gormley*

B. LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE

Article 17

- 1. Les missions visées à l'article 30, paragraphe 1 de la Partie I de la Constitution, dans lesquelles l'Union peut déployer des moyens militaires et civils, incluent les actions conjointes en matière de désarmement, les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de conseil et d'assistance en matière militaire, les missions de prévention de conflits et de maintien de la paix, les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix, les actions de soutien à la demande d'un État tiers dans la lutte contre le terrorisme, les opérations de stabilisation à la fin des conflits.**
- 2. Le Conseil, statuant à l'unanimité, adopte des décisions portant sur les missions visées au présent article en définissant leur objectif et leur portée ainsi que les modalités générales de leur mise en œuvre. Le ministre des affaires étrangères, sous l'autorité du Conseil et en contact étroit et permanent avec le comité politique et de sécurité, veille à la coordination des aspects civils et militaires de ces missions.**

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Ajouter un nouvel article 17bis mettant l'accent sur la possibilité de l'utilisation des capacités civiles et militaires des États membres dans les missions humanitaires dont la portée est ici précisée. (No 1/Van Lancker)
- Ajouter un troisième paragraphe portant sur l'assistance du ministre des affaires étrangères par son Adjoint qui sera chargé d'informer et de consulter le PE des développements de la politique commune de sécurité et de défense et de toute mission entreprise dans le cadre de l'article (No 5/Cushnahan)
- Ajouter un article 17bis adaptant aux besoins de l'article 17, l'article 30 § 5, Partie, Chapitre III, Titre C (No 22/Voggenhuber + 1)
- Remplacer la référence à l'article 30 par celle à l'article 16bis comme conséquence des amendements à l'article 30, Partie I et 16, Partie II (No 15/Michel + 3)
- Supprimer l'article (No 2/Bonde, No 14/Kirkhope)

Paragraphe 1.

Missions

- Ajouter une dernière phrase dans le paragraphe qui stipule que toutes les missions peuvent contribuer à la lutte contre le terrorisme, y compris par le soutien apporté à des États tiers pour combattre le terrorisme sur leur territoire et supprimer parmi les missions celles relatives aux actions de soutien à la demande d'un État tiers dans la lutte contre le terrorisme (No 6/de Villepin, No 9/Fischer, No 10/Hain)
- Spécifier qu'il s'agit de terrorisme international (No 7/de Vries + 1)
- Remplacer "missions de rétablissement de la paix" par missions d'imposition de la paix (No 8/Duff + 19)
- Ajouter à petite échelle à "conseil en matière militaire" et ajouter logistique et administrative à "assistance" (No 11/Earl of Stockton)

- Remplacer les actions conjointes en matière de désarmement par des missions de désarmement et de non-prolifération et remplacer les missions de conseil et d'assistance en matière militaire par les mesures dans le secteur de la défense encourageant la sécurité militaire (*No 12/Hjelm Wallen + 3, No 20/Svensson*)
- Ajouter parmi les missions celles de: protection civile, protection des défenseurs des droits de l'Homme, protection des infrastructures publiques, protections des sites archéologiques et autres objets d'héritage culturel. (*No 22/Voggenhuber + 1*)
- Supprimer les missions de: rétablissement de la paix (*No 11/Earl of Stockton*) et les actions de soutien à la demande d'un État tiers dans la lutte contre le terrorisme (*No 11/Earl of Stockton, No 22/Voggenhuber + 1*)
- Ajouter une nouvelle mission: "missions humanitaires et d'évacuation non-combattantes hors du cadre des Nations unies" (*No 23/Gormley*)
- Supprimer "à la demande d'un État tiers" (*No 23/Gormley*)

Divers

- Ajouter une phrase permettant d'inviter les États non-membres de l'Union à participer aux opérations. (*No 7/de Vries + 1*)
- Ajouter une phrase prévoyant la possibilité du recours de l'Union aux moyens et capacités de l'OTAN. (*No 7/de Vries + 1*)
- Ajouter "sous les auspices des Nations Unies" après les "moyens civils" (*No 23/Gormley*)

Paragraphe 2.

Procédure

- Remplacer le vote à l'unanimité par: le vote à la majorité qualifiée (*No 3/Borrell + 1, No 16/Muscardini*), un vote à majorité qualifiée renforcée sauf pour des décisions impliquant une action militaire avec, dans ce dernier cas l'ajout des dispositions relatives à l'abstention constructives (*No 19/Severin*)
- Ajouter la consultation du Parlement européen (*No 4/Brok + 30, No 5/Cushnahan*)'
- Ajouter l'information du Parlement européen relative à toute décision (*No 8/Duff + 19*)
- Ajouter la Commission avec qui le ministre reste en contact étroit et permanent lorsqu'il veille à la coordination des aspects civils et militaires. (*No 17/O'Sullivan + 1*) ou sans préjudice des prérogatives de la Commission (*No 21/Tiilikainen + 4*)
- Remplacer le ministre des affaires étrangères par le Commissaire RELEX et ajouter l'autorité de la Commission (*No 23/Gormley*)
- Supprimer la dernière phrase du paragraphe (*No 20/Svensson*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 17

1. *Anne Van Lancker*
2. *Bonde*
3. *Borrell (membre), Carnero et López Garrido (suppléants)*
4. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
5. *John Cushnahan*
6. *de Villepin*
7. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
8. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gricius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
9. *Joschka Fischer*
10. *Hain*
11. *David Heathcoat-Amory, Earl of Stockton*
12. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg et M. Kenneth Kvist, représentants du Parlement national.*
13. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
14. *Timothy Kirkhope*
15. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention, et M. Pierre Chevalier, membre suppléant de la Convention*
16. *Cristiana Muscardini*
17. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
18. *Luís Queiró*
19. *Adrian Severin*
20. *Ingvar Svensson*
21. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
22. *Voggenhuber, Wagener*
23. *John Gormley*

Article 18

1. *Dans le cadre des décisions adoptées conformément à l'article 17 de ce Titre, le Conseil peut confier la mise en œuvre d'une mission à un groupe d'États membres qui disposent des capacités nécessaires et souhaitent s'engager dans celle-ci. Ceux-ci conviennent entre eux de la gestion de la mission.*
2. *Le Conseil est informé régulièrement par les États participant à la réalisation de la mission de l'état de la mission, et il est immédiatement saisi par ceux-ci si la réalisation de celle-ci comporte de nouvelles conséquences majeures ou requiert une modification de l'objectif, de la portée ou des modalités agréées par le Conseil en vertu de l'article 17, paragraphe 2 du présent Titre. Dans ces cas, le Conseil adopte les décisions nécessaires.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Supprimer l'article (No 1/Bonde, No 5/Farleitner, No 8/Heathcoat-Amory, No 11/Kirkhope)

Paragraphe 1.

Procédure

- Ajouter une référence aux dispositions relatives à la coopération renforcée (No 2/Brok + 30)
- Ajouter la participation du ministre des affaires étrangères aux réunions des États membres participant et son rôle dans l'information du Parlement européen (No 2/Brok + 30)
- Ajouter le mode de vote – unanimité (No 12/Lopes + 3)

Gestion de la mission

- Ajouter de la gestion quotidienne de la mise en œuvre dans la dernière phrase (No 9/Hjelm Wallen + 4)
- Ajouter sous l'autorité du Conseil à la phrase relative à la coordination de la gestion de la mission par un groupe d'États membres (No 13/Roche)
- Supprimer la dernière phrase et la remplacer par une disposition prévoyant que les organes pertinents du Conseil doivent être pleinement engagés dans la gestion de la mission, mais seulement les États membres participant participeraient à la prise de décision sans préjudice des compétences du COPS (No 3/de Vries + 1)

Divers

- Reformulation du paragraphe prévoyant que les États membres disposant de capacités nécessaires et le souhaitant contribueront à l'opération par les ressources nationales et multinationales. Ajouter la possibilité de la participation des États non-membres de l'Union selon les modalités établies par le Conseil. (No 7/Hain)
- Ajouter "dans le cadre des Nations Unies" après "missions" (No 14/Gormley)
- Remplacer "conviennent entre eux de la gestion de la mission" par un accord sur la gestion des missions avec les Nations Unies (No 14/Gormley)

- Supprimer "et il est immédiatement saisi par ceux-ci si la réalisation de celle-ci comporte de nouvelles conséquences majeures ou requiert une modification de l'objectif, de la portée ou des modalités agréées par le Conseil en vertu de l'article 17, paragraphe 2 du présent Titre. Dans ces cas, le Conseil adopte les décisions nécessaires." (No 14/Gormley)

Paragraphe 2.

Rôle du Conseil

- Ajouter que le Conseil maintient le contrôle politique et la direction stratégique.
(No 9/Hjelm Wallen + 4)
- Reformuler dans le sens que le Conseil, ayant le commandement et le contrôle de l'opération, prend les décisions nécessaires, sans que les États membres participants le saisissent.
(No 9/Hjelm Wallen + 4, No 13/Roche)

Raison pour une nouvelle décision du Conseil

- Ajouter nouvelles décisions de caractère politique (No 12/Lopes + 3) ou la proposition d'amendement de la décision initiale du ministre des affaires étrangères ou d'un État membre (No 13/Roche) comme raison supplémentaire d'une nouvelle décision du Conseil.

Rôle du Parlement européen

- Ajouter l'information du Parlement européen (No 4/Duff + 19, No 6/Fini + 1, No 10/Kaufmann) et l'accord du Parlement européen lors d'une nouvelle décision (No 10/Kaufmann)

Suppressions

- Supprimer le paragraphe, suite aux amendements proposés au 1er paragraphe (No 7/Hain)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 18

1. *Bonde*
2. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDI; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
3. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
4. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gricius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
5. *Hannes Farnleitner*
6. *Gianfranco FINI – Francesco SPERONI*
7. *Hain*
8. *David Heathcoat-Amory*
9. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg, M. Kenneth Kvist et M. Ingvar Svensson, représentants du parlement national.*
10. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
11. *Timothy Kirkhope*
12. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
13. *Dick Roche*
14. *John Gormley*

Article 19

1. L'Agence européenne d'armement et de recherche stratégique a pour mission de:

- *contribuer à identifier les objectifs de capacités militaires des États membres et à évaluer le respect des engagements de capacités souscrits par les États membres;*
- *promouvoir une harmonisation des besoins opérationnels et l'adoption de méthodes d'acquisition performantes et compatibles;*
- *proposer des projets multilatéraux pour remplir les objectifs en termes de capacités militaires, et assurer la coordination des programmes exécutés par les États membres et la gestion de programmes de coopération spécifiques;*
- *soutenir la recherche en matière de technologie de défense, coordonner et planifier des activités de recherche conjointes et des études de solutions techniques répondant aux besoins opérationnels futurs.*
- *contribuer à identifier, et le cas échéant mettre en œuvre, toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense et pour améliorer l'efficacité des dépenses militaires.*

2. L'Agence est ouverte à tous les États membres qui souhaitent y participer. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte une décision définissant le statut, le siège et les modalités de fonctionnement de l'Agence. Ceux-ci doivent tenir compte du degré de participation effective dans les activités de l'Agence. Des groupes spécifiques sont constitués à l'intérieur de l'Agence rassemblant des États membres qui mènent des projets conjoints.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Application, dans le domaine de l'armement, des règles du marché intérieur, et pour la révision de l'art. 296 TCE (No 22/Kohout)
- Nouvelle rédaction de l'article (No 2/Kaufmann)
- Supprimer l'article (No 4.Bonde)

Paragraphe 1.

Dénomination de l'Agence

- Remplacer le nom "Agence européenne d'armement et de recherche stratégique" par "Agence européenne des capacités militaires" (No 27/Roche), ou par "Agence européenne des capacités militaires et de recherche stratégique" (No 14/Fini + 1), ou par "Agence européenne des capacités en matière de défense" (No 8/de Vries + 1), ou par "Agence européenne chargée du développement et de l'acquisition des capacités" (No 16/Hain), ou par "Agence d'armement et des capacités" (No 15/Fischer).

Missions de l'Agence

- Préciser que l'Agence a pour mission "notamment" (*No 7/de Villepin*)
- Ajouter, parmi les missions de l'Agence:
 - au 1° tiret: "et assister le Conseil dans l'évaluation et l'amélioration des capacités militaires" (*No 6/Costa + 1*)
 - au 1° tiret: ajouter "capacités civiles"
 - au 3° tiret ajouter "capacités civiles, "en vue notamment d'assurer des opérations de prévention des conflits et de maintien de la paix"
 - au 5° tiret: ajouter "et des dépenses liées à la défense civile" (*No 31/Voggenhuber + 1*)
 - au 3° tiret: "coopérer dans ce domaine avec les organes compétents du secteur des armements dans le cadre de la promotion de l'adoption de méthodes d'approvisionnement efficaces et durables";
 - au 5° tiret: "dans le cadre d'un marché ouvert et compétitif afin" d'améliorer l'efficacité des dépenses militaires (*No 14/Fini + 1*) ;
 - au 4° tiret: "et de contribuer à la réalisation des objectifs et des programmes visés à l'art. xx de la Constitution" (actuel art. 163 TCE) (*No 15/Fischer*) ;
 - un sixième tiret: "favoriser la mise en œuvre d'un système d'évaluation et de contrôle des engagements en matière de capacités fondé sur des critères de référence qualitatifs et quantitatifs" (*No 8/de Vries + 1*)
 - un 6° tiret: "contribuer à identifier les stratégies et les mesures pertinentes en matière de prévention des conflits" (*No 1/Thorning-Schmidt*)
- "L'Agence (...) aura pour objectif de veiller à ce que les capacités requises pour les missions de PESD actuelles et futures soient définies avec précision, notamment par le biais du mécanisme de développement des capacités, et qu'elles soient développées, acquises, déployées et gérées de manière aussi efficace et rentable que possible. Ses activités consisteront à:"
 - au 1° tiret: après le terme "objectifs", ajouter "quantitatifs et qualitatifs" et "évaluer les progrès réalisés au regard de ces objectifs";
 - au 2° tiret: remplacer "performantes" par "rentables", et ajouter "fondées sur les meilleures pratiques";
 - au 3° tiret: ajouter "efficace" après le terme "coordination";
 - au 4° tiret: ajouter "et fournir des services d'aide à la passation de marchés". (*No 16/Hain*)
 - Ajouter à la coordination mentionnée au 2° tiret l'adjectif "efficace"; ajouter au 3° tiret: la phrase "et apporter sa contribution à la réalisation des objectifs et des programmes visés à l'article "PCRD"; ajouter un 6° tiret: "contribuer au développement d'un marché européen de l'armement et fournir son avis sur toute proposition d'acte se rapportant à la réglementation de ce marché" (*No 7/de Villepin*)
- Remplacer au 2° tiret "harmonisation" par "évaluation", et au 5° tiret "mettre en œuvre" par "promouvoir" (*No 24/Lopes + 4*)
- Supprimer, parmi les missions de l'Agence:
 - le 1° tiret (*No 30/Tiilikainen + 4*)
 - le 1° et le 2° tirets;
 - au 3° tiret, remplacer "assurer la coordination" par "faciliter la coordination";
 - au 4° tiret, supprimer le verbe "planifier";
 - à la fin du 5° tiret, ajouter le membre de phrase "à l'exception de la gestion des moyens stratégiques". (*No 17/Heathcoat-Amory*)

Début de l'article

- Commencer l'article par "L'Agence... est ouverte à tous les États membres qui souhaitent y participer". (No 27/Roche)
- Commencer l'article par la phrase "Les États membres s'emploient progressivement à améliorer leurs capacités militaires. À cette fin, une Agence européenne... est instituée". (No 12/Farnleitner).
- Commencer l'article par la phrase: "afin de doter la PESC/PESD des capacités nécessaires, une agence européenne des capacités et de l'armement contribue, sous la direction et le contrôle politique du Conseil, à la définition et à la mise en œuvre d'une politique européenne des capacités et de l'armement. Dans l'élaboration de cette politique, il sera tenu compte du caractère particulier des activités militaires et d'armement, notamment des impératifs de sécurité, et de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns" (No 7/de Villepin).
- Reformuler tout le premier paragraphe comme suit: "Une Agence européenne d'armement est instituée pour soutenir le développement des capacités militaires par le biais de la coopération entre les États membres dans le domaine de l'armement. L'Agence est ouverte à tous les États membres qui souhaitent y participer. Des groupes spécifiques peuvent être constitués au sein de l'Agence en vue de réunir des États membres menant à des projets conjoints." (No 18/Hjelm-Wallen+3)

Divers

- Supprimer le paragraphe entier.
(No 21/Kirkhope, No 32/Gormley, No 26/Queiro, No 23/Kvist, No 4/Bonde)

Paragraphe 2.

Procédure

- Remplacer le vote à la majorité qualifiée par l'unanimité (No 27/Roche; No 29/Teufel; No 17/Heathcoat-Amory, No 25/Palacio, 24/Lopes+4, No 7/de Villepin, No 18/Hjelm-Wallen + 3)
- Nouvelle rédaction: "Le Conseil, statuant à l'unanimité, adopte une décision définissant le statut, le mandat, le siège et les modalités de fonctionnement de l'Agence. Ceux-ci tiendront compte du degré de participation effective dans les activités de l'Agence." (Hjelm-Wallen+3)
- Supprimer "majorité qualifiée" (No 19/Hübner)
- Ajouter que la décision définissant le statut et les modalités de fonctionnement de l'Agence doivent être adoptée selon la procédure législative. (No 28/Severin, No 10/Duff +19)
- Ajouter l'approbation du Parlement européen (No 5/Brok + 30)
- Ajouter le contrôle des activités de l'Agence par le PE et des parlements nationaux dans le statut (No 28/Severin, No 10/Duff +19)

Participation à l'Agence

- Ajouter "Les membres européens de l'OTAN non membres de l'Union européenne peuvent également participer s'ils le souhaitent" et, à la fin du paragraphe, "de même que les membres de l'OTAN non membres de l'Union européenne qui mènent des projets conjoints". (No 9/Demiralp)
- Ajouter un 3^e paragraphe: "L'agence est ouverte à tous les autres États qui souhaitent y participer, dans les conditions établies par le Conseil" (No 3/Azevedo+ 1)
- Garder seulement la phrase "L'Agence est ouverte à tous les États membres", et supprimer tout le reste du paragraphe.
(No 8/de Vries + de Bruijn)

Inclusion des groupes existants

- Ajouter après "modalités de fonctionnement... doivent tenir compte du..." la phrase: "et des dispositions visant à intégrer dans l'Agence l'OCCAR et la Lettre d'intention sur l'accompagnement des restructurations industrielles dans le domaine de la défense. À titre d'exception, la coopération relative à l'OCCAR et à la Lettre d'intention dans le cadre de l'Agence n'associera au début que les membres existants, mais elle sera ouverte à tous les États membres visés par les règles régissant l'adhésion arrêtées par les États membres de l'OCCAR et de l'Accord-cadre (Lettre d'intention/LoI)", et supprimer la dernière phrase de ce paragraphe "Des groupes spécifiques sont constitués à l'intérieur de l'Agence...".
(No 16/Hain)
- Ajouter après des "groupes spécifiques sont constitués à l'intérieur de l'Agence rassemblant des États membres qui mènent des projets conjoints":
"ou qui poursuivent des formes existantes de coordination. Celles-ci peuvent être mises en place selon les dispositions de l'art. xxx sous forme de coopération renforcée".
(No 15/Fischer)

Rôle de la Commission

- "La Commission participe pleinement aux travaux de l'Agence. L'Union assure la cohérence des mesures" (No 15/Fischer)
- "Dans les domaines de la réglementation du marché de l'armement de défense et de la recherche et technologie de défense, le Conseil veille à la cohérence de l'action de l'agence avec les actions des autres acteurs institutionnels. La Commission sera pleinement associée aux travaux de l'agence concernant ces aspects". (No 7/de Villepin)
- Ajouter une phrase: "L'Agence accomplit ses missions, le cas échéant, en consultation avec la Commission". (No 30/Tiilikainen + Peltomäki, Kiljunen, Vanhaven, Korhonen)

Divers

- Ajouter l'adjectif "européenne" à la décision adoptée par le Conseil à la majorité qualifiée
(No 12/Farnleitner)
- Supprimer la référence au siège de l'Agence.
(No 16/Hain)
- Supprimer la phrase "des groupes spécifiques sont constitués à l'intérieur de l'Agence rassemblant des États membres qui mènent des projets conjoints" et la remplacer par "dans le domaine et selon les conditions définies par le Conseil, l'Agence peut mettre en œuvre ses programmes sous la forme de coopérations renforcées, conformément à l'article "coopérations renforcées" (No 7/de Villepin)
- Supprimer "Ceux-ci doivent tenir compte du degré de participation effective dans les activités de l'Agence". (No 30/Tiilikainen +4; No 19/Hübner; No 12/Farnleitner)
- Supprimer le paragraphe entier.
(No 21/Kirkhope, No Gormley, No 26/Queiro, No 23/Kvist, No 4/Bonde)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 19

1. *Thorning-Schmidt*
2. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
3. *Maria Eduarda Azevedo et António Nazaré Pereira*
4. *Bonde*
5. *Brok; Santer; Stylianidis; Tajani; Van Der Linden; Almeida Garrett; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lennmarker; Lequiller; Maij-Weggen; Mladenov; Paks; Rack; Van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec; Zile*
6. *Alberto Costa et Guilherme D'oliveira Martins*
7. *de Villepin*
8. *G.M. De Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
9. *Oğuz Demiralp*
10. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Griekus, Puius Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis, Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
11. *The Earl of Stockton*
12. *Hannes Farnleitner*
- 13.
14. *Gianfranco Fini et Francesco Speroni*
15. *Joschka Fischer*
16. *Hain*
17. *David Heathcoat-Amory*
18. *Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg et Ingvar Svensson*
19. *Danuta Hübner*
20. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
21. *Kikhope*
22. *Jan Kohout*
23. *Kvist*
24. *Ernâni Lopes, Maria Eduarda Azevedo, Manuel Lobo Antunes et António Nazaré Pereira*
25. *Palacio*
26. *Luís Queiró*
27. *Dick Roche*
28. *Adrian Severin*
29. *Erwin Teufel*
30. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
31. *Voggenhuber, Wagener*
32. *John Gormley*

Article 20

1. *Remplissant des critères de capacités militaires élevés et souhaitant entreprendre des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions plus exigeantes, les États membres, dont la liste figure à la déclaration X annexée à la Constitution, instaurent entre eux une coopération structurée au sens de l'article 30, paragraphe 6 de la Partie I de la Constitution. Les critères et les engagements en matière de capacités militaires que ces États membres ont définis sont repris dans la même déclaration.*
2. *Si un État membre souhaite participer à cette coopération à un stade ultérieur, en souscrivant aux obligations qu'elle impose, il informe le Conseil européen de son intention. Le Conseil restreint de la coopération structurée statue sur la demande de l'État membre en question.*
3. *Seuls les États membres participant à la coopération adoptent des décisions relatives à l'objet de la coopération. Le ministre des affaires étrangères assiste aux délibérations. Les autres États membres sont dûment et régulièrement informés du développement de la coopération par le ministre des affaires étrangères.*
4. *Le Conseil peut confier aux États participant à cette coopération la réalisation, dans le cadre de l'Union, d'une mission visée à l'article 17 de ce Titre.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Ajouter un 5ème paragraphe prévoyant que les dépenses résultant de la mise en œuvre de la coopération structurée sont à la charge des États membres participant à celle-ci (No 7/Farnleitner)
- Supprimer l'article (No 1/Bonde, No 8/Hain, No 9/Heathcoat-Amory, No 10/Hjelm-Wallen + 5, No 11/Hololei, No 12/Hubner, No 13/Kalniete + 5, No 14/Kaufmann, No 15/Kiljunen, No 16/Kirkhope, No 20/Roche, No 21/Seppanen, No 23/Tiilikainen + 3, No 24/Voggenhuber + 2, No 25/Gormley)

Paragraphe 1.

- Remplacer la "coopération structurée" par intégration renforcée (No 2/Borrel + 1)

Instauration de la coopération plus étroite

- Reformuler que les États membres peuvent, après une proposition de l'un d'entre eux et après information du PE et décision du Conseil à la majorité qualifiée, établir une coopération structurée. (No 3/Brok + 29)
- Reformulation prévoyant que les États membres souhaitant établir une coopération structurée, font une demande au Conseil qui donne son accord statuant à la majorité qualifiée et conformément aux dispositions de l'article 9 § 2 du même titre et aux celles sur la coopération renforcée. (No 4/Christophersen + 3, No 22/Thorning-Schmidt)
- Remplacer le paragraphe par l'article 27A TUE (No Lopes + 3)

- Reformulation prévoyant que les États membres qui souhaitent entreprendre des engagements plus contraignants en vue des missions les plus exigeantes peuvent instaurer une coopération structurée au sens de l'article 30 § 6 du Traité. (No 19/Queiro)
- Devient le 2ème paragraphe supprimant le mot "élevés", remplaçant "coopération structurée" par coopération renforcée. Supprimer la dernière phrase et la remplacer par une autre prévoyant que le Conseil, statuant à l'unanimité décide des conditions et des termes de la coopération. (No 18/Lopes + 3)

Critères

- Ajouter le plein engagement des organes pertinents du Conseil à la fin du paragraphe (No 5/de Vries + 1)
- Remplacer "élevés" par convenus (No 17/Kohout)
- Supprimer "que ces États membres ont définis" (No 7/Farnleitner)

Déclaration/protocole

- Remplacer "Déclaration" par Protocole dans la dernière phrase (No 7/Farnleitner)

Paragraphe 2.

Conseil restreint

- Ajouter le mode de vote du Conseil restreint – majorité qualifiée des États membres participant pondérée selon les dispositions du paragraphe 2 de l'article 17.º -B, Partie I du Traité (No 19/Queiro)
- Supprimer la dernière phrase relative à la prise de décision par le Conseil restreint (No 4/Christophersen + 3, No 22/Thorning-Schmidt)
- Remplacer le Conseil restreint par le Conseil et prévoir que tous les États membres sont participants aux délibérations, mais seuls les États participant prennent part à l'adoption des décisions (le paragraphe suivant amendé en conséquence) (No 7/Farnleitner)
- Devient le troisième paragraphe qui reprend l'ancien § 2 en remplaçant le Conseil restreint par le Conseil statuant à la majorité qualifiée. (No 18/Lopes + 3)

Divers

- Remplacer le Conseil Européen par le Conseil (No 3/Brok + 29)
- Nouveau deuxième paragraphe prévoyant qu'une telle coopération doit être ouverte à tous les États membres qui souhaitent de remplir les obligations qu'elle impose et que les États participants doivent encourager les autres États membres à participer à cette coopération. (No 7/Farnleitner)

Paragraphe 3.

- Préciser que la prise de décision ne porte que sur le développement des critères de capacités militaires (No 4/Christophersen + 3, No 22/Thorning-Schmidt)
- Ajouter l'information du Parlement européen (No 6/Duff + 19)

Paragraphe 4.

- Nouvelle formulation du paragraphe prévoyant que la coopération structurée doit sauvegarder les valeurs et servir les intérêts de l'Union en tant que force cohérente sur la scène internationale. Elle doit également respecter les principes, objectifs, lignes générales et cohérence de la PESC et des décisions prises dans le cadre de celle-ci.
(No 4/*Christophersen* + 3, No 22/*Thorning-Schmidt*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 20

1. *Bonde*
2. *Borrell, Carnero et López Garrido*
3. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
4. *MM. Henning Christophersen, Poul Schlüter, Henrik Dam Kristensen and Niels Helveg Petersen.*
5. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
6. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Griekus, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozalet M. Gintautas Sivickas.*
7. *Hannes FARNLEITNER*
8. *Hain*
9. *David Heathcoat-Amory*
10. *Hjelm-Wallén, Lekberg, Lennmarker, Petersson, Kvist and Svensson*
11. *Henrik Hololei*
12. *Danuta Hübner*
13. *Mme Sandra Kalniete, M. Roberts Zile, Mme Liene Liepina, M. Rihards Pīks, M. Arturs Krišjanis Karins, M. Guntars Krasts.*
14. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
15. *Kiljunen*
16. *TIMOTHY KIRKHOPE MEP*
17. *Jan Kohout*
18. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
19. *Luís Queiró*
20. *Dick Roche*

21. *Esko Seppänen*
22. *Mme Helle Thorning-Schmidt*
23. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
24. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener,*
25. *John Gormley*

Article 21

1. *La coopération plus étroite en matière de défense mutuelle telle que prévue à l'article 30, paragraphe 7 de la Partie I est ouverte à tous les États membres de l'Union. Une liste des États membres participant est reprise dans une déclaration annexée à la présente Constitution. Si un État membre souhaite y participer à un stade ultérieur, en souscrivant aux obligations qu'elle impose, il en informe le Conseil européen et souscrit à la déclaration annexée à la Constitution.*
2. *Un État participant qui fait l'objet d'une agression armée sur son territoire informe les autres États participant de la situation et peut demander l'aide et l'assistance de ceux-ci. Les États participant se réunissent au niveau ministériel, assisté par leur représentant au sein du comité politique et de sécurité et du comité militaire.*
3. *Le Conseil de Sécurité des Nations Unies est immédiatement informé de toute agression armée ainsi que des mesures prises en conséquence.*
4. *Ces dispositions n'affectent pas, pour ceux qui sont concernés, les droits et obligations résultant du traité de l'Atlantique Nord.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Nouvel article prévoyant que les principes de la coopération plus étroite en matière de défense mutuelle sont fondés sur le Traité de Bruxelles modifié qui est annexé à la Constitution et ouverte aux États qui non liés par le Traité de Bruxelles (No 13/Hubner)
- Ajouter que les dispositions prévoyant une coopération plus étroite dans le domaine de la PESD devraient prévoir un seuil de participation d'au moins la moitié des États membres (No 17/Kohout)
- Ajouter un 5ème paragraphe prévoyant que le principe de l'unanimité s'applique au domaine de la défense (No 10/Heathcoat-Amory)
- Supprimer l'article (No 1/Seppanen, No 2/Bonde, No 5/de Vries + 1, No 6/Demiralp, No 9/Hain, No 11/Hjelm-Wallen, No 12/Hololei, No 15/Kiljunen, No 16/Kirkhope, No 18/Lopes + 3 No 20/Roche, No 22/Tiilikainen + 3, No 23/Voggenhuber + 2, No 24/Gormley)

Paragraphe 1.

- Remplacer le Conseil Européen par le Conseil (No 3/Brok + 29)
- Remplacer "Déclaration" par Protocole (No 8/Farnleitner)
- Supprimer toute référence à la Déclaration, modifier dans le sens que la liste des États participant diffère en fonction des missions (No 10/Heathcoat-Amory)

Paragraphe 2.

- Ajouter une référence à l'article 30 § 7, Partie I de la Constitution (No 3/Brok + 29)
- Remplacer "État membre participant" par un État membre au début du paragraphe. (No 7/Earl of Stockton, No 19/Queiro)

- Supprimer toute référence aux États membres participants, la possibilité de demander aide et assistance. Remplacer "n'affectent pas" par ne peuvent affecter. (*No 7/Earl of Stockton*)

Paragraphe 4.

- Ajouter une référence à la coopération étroite avec l'OTAN dans la mise en œuvre de la coopération en matière de défense mutuelle et l'assurance que afin d'éviter toute duplication, les États membres participant s'appuieront sur les modalités de coopération avec l'OTAN existantes. (*No 4/Christophersen + 3, No 21/Thorning-Schmidt*)
- Ajouter une référence au statut constitutionnel de neutralité de certains États membres (*No 7/Earl of Stockton, No 10/Heathcoat-Amory*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 21

1. *Esko Seppänen*
2. *Bonde*
3. *Brok; Santer; Tajani; Van Der Linden; Almeida Garrett; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lennmarker; Maij-Weggen; Mladenov; Paks; Rack; Van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec; Zile*
4. *M.: Henning Christophersen, Poul Schlüter, Henrik Dam Kristensen and Niels Helveg Petersen.*
5. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
6. *Oğuz DEMIRALP*
7. *the Earl of Stockton MEP*
8. *Hannes Farnleitner*
9. *David Heathcoat-Amory*
10. *Hjelm-Wallén, Lekberg, Petersson, Kvist et Svensson*
11. *Henrik Hololei*
12. *Danuta Hübner*
13. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
14. *Kiljunen*
15. *Timothy Kirkhope*
16. *J. Kohout*
17. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
18. *M. Luís Queiró*
19. *Dick Roche*
20. *Mme Helle THORNING-SCHMIDT*
21. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
22. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener,*
23. *John Gormley*

C. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 22

- 1. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions visées au présent chapitre sont à la charge du budget de l'Union.**
- 2. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget de l'Union, à l'exception des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense et des cas où le Conseil en décide autrement à l'unanimité.**

Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget de l'Union, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement. Pour ce qui est des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, les États membres dont les représentants au Conseil ont fait une déclaration formelle au titre de l'article 9, paragraphe 1, deuxième alinéa, ne sont pas tenus de contribuer à leur financement.

- 3. Une ligne du budget de l'Union destinée au financement d'urgence d'initiatives dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune et notamment aux activités préparatoires d'une mission visée à l'article 30, paragraphe 1 de la Partie I de la Constitution est créée. Des procédures spécifiques sont mises en place pour garantir l'accès rapide aux crédits inscrits sur cette ligne et leur utilisation effective dans les délais imposés par les situations concernées.**

Les activités préparatoires des missions visées à l'article 30, paragraphe 1 de la Partie I de la Constitution, qui ne sont pas mises à la charge du budget de l'Union, sont financées par un fonds de lancement, constitué de contributions des États membres.

Le Conseil adopte à la majorité qualifiée sur proposition du ministre des affaires étrangères:

- les modalités de l'institution et du financement du fonds, notamment les montants financiers alloués au fonds ainsi que les modalités de son remboursement;***
- les modalités de gestion du fond;***
- les modalités de contrôle financier.***

Lorsqu'il envisage une mission visée à l'article 30 paragraphe 1, de la Partie I de la Constitution, qui ne peut être mise à la charge du budget de l'Union, le Conseil autorise le ministre des affaires étrangères à utiliser ce fonds. Le ministre des affaires étrangères fait rapport au Conseil sur l'exécution de ce mandat.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Supprimer l'article (No 1/Bonde, No 12/Kirkhope, No 21/Gormley)

Paragraphe 1.

- Supprimer l'exclusion des dépenses dans le domaine ayant des implications militaires ou de la défense (*No 10/Heathcoat-Amory*)
- Supprimer le paragraphe entier (*No 12/Kirkhope*)
- Supprimer l'adjectif "administratives" (*No 20/Wuermeling*)

Paragraphe 2.

- Ajouter un paragraphe 2bis prévoyant l'élaboration par le ministre des affaires étrangères du chapitre du projet de budget de l'Union relatif aux dépenses de la PESC et qu'en cas de désaccord entre le PE et le Conseil à l'issue de la procédure budgétaire, le montant proposé par le ministre est inscrit au budget. (*No 4/de Villepin*)
- Ajouter un paragraphe 2 ter prévoyant que le ministre est chargé de l'exécution des dépenses PESC (*No 4/de Villepin*)
- Ajouter que quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget de l'Union, elle est à la charge des États membres "participants" (*No 10/Heathcoat-Amory + 1*)
- Reformuler le paragraphe pour affirmer que les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre des dispositions du présent chapitre sont à la charge du budget de l'Union "si le Conseil le décide à l'unanimité" (*No 10/Heathcoat-Amory + 1*)
- Supprimer la 1ère phrase et remplacer, dans la deuxième, "Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget de l'Union" par "Quand tous les États ne participent pas" (*No 20/Wuermeling*)
- Supprimer le paragraphe entier (*No 12/Kirkhope*)

Paragraphe 3.

- Remplacer les références aux articles suite aux amendements précédents (*No 14/Michel + 3*)
- Remplacer le ministre par la Commission (*No 18/Svensson*)
- Supprimer le paragraphe (*No 13/Lopes + 3, No Tiilikainen + 4*), car bien que le contenu soit pertinent, il relève plutôt du droit dérivé (*No 13/Lopes*)

Ligne du budget de l'Union destinée au financement d'urgence d'initiatives dans le cadre de la PESC

- Ajouter que les procédures spécifiques mises en place pour garantir l'accès rapide aux crédits inscrits sur cette ligne et leur utilisation effective dans les délais imposés par les situations concernées doivent être adoptées par le Conseil à l'unanimité sur proposition du ministre des affaires étrangères" (*No 16/Roche*).
- Ajouter "sans préjudice du rôle du Parlement européen en matière budgétaire" (*No/2 Brok + 30, No 3/Cushnahan*) ;
- Pas d'amendements proposés, mais c'est une question qui mérite une étude plus approfondie (*No 8/Fischer*).

- Supprimer "Une ligne du budget de l'Union... est créée" et ajouter qu'"elles devraient être à la charge du budget de l'Union for CFSP"; supprimer la phrase suivante concernant les procédures spécifiques qui devraient être mises en place pour garantir l'accès rapide aux crédits inscrits sur cette ligne (*No 5/de Vries + I*) ;
- Supprimer "activités préparatoires" (*No 4/de Villepin*)
- Ajouter une possibilité de proposition par le ministre d'un budget rectificatif lorsque en cours de l'année le montant s'avère insuffisant + procédure de prise de décision urgente (8/15 jours) (*No 4/de Villepin*)

Fonds de lancement

- Supprimer "activités préparatoires" et "de lancement" (*No 4/de Villepin*)
- Ajouter à la fin de l'article que après 5 ans, le fonds de lancement deviendra partie intégrante du budget de l'Union (*No 2/Brok + 30, No 3/Cushnahan*).
- Supprimer la référence au fonds de lancement (*No 7/Farleitner, No 8/Fischer*)
- Supprimer le deuxième alinéa (*No 10/Heathcoat-Amory + I*)

Financement du fonds

- Ajouter que le fonds de lancement est constitué de contributions des États membres selon la clé PNB (*No 4 de Villepin, No 5/de Vries + I*).
- Remplacer "constitué de contributions des États membres" par "budget de l'Union" (*No 3/Cushnahan*) ;

Procédure

- Remplacer "majorité qualifiée" par "unanimité" (*No de Vries + I, No 16/Roche, No 9/Hain, No 10/Heathcoat-Amory + I*)
- Ajouter en accord avec ou après consultation du Parlement" (*No 3/Cushnahan, No 6/Duff + 19, No 17/Severin*) ;
- Supprimer les 3 tirets (*No 16/Roche*) ;
- Ajouter "et de décaissement" après "gestion" (*No 9/Hain*),
- Ajouter au 3° tiret "y compris l'effet de l'absence de décharge sur l'exécution du budget" (*No 10/Heathcoat-Amory + I*) ;

Rôle du ministre des affaires étrangères

- Ajouter "conformément aux procédures de contrôle financier devant être définies par le Conseil" au mandat du ministre d'utiliser le fonds (*No 16/Roche*) ;
- Ajouter: "et au Parlement européen" (*No 3/Cushnahan*) ;

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 22

1. *Bonde*
2. *Brok; Santer; Stylianidis; Tajani; Van Der Linden; Almeida Garrett; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lequiller; Maij-Weggen; Mladenov; Paks; Rack; Van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec; Zile*
3. *John Cushnahan*
4. *de Villepin*
5. *G.M. De Vries Ett.J.A.M. De Bruijn*
6. *Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Griekus, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akçam, Eugenijus Maldeikis; Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Péter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal et Gintautas Sivickas*
7. *Hannes Farnleitner:*
8. *Joschka Fischer*
9. *Hain*
10. *David Heathcoat-Amory, Earl of Stockton*
11. *Sylvia-Yvonne Kaufmann*
12. *Timothy Kirkhope*
13. *Ernâni Lopes, Maria Eduarda Azevedo, Manuel Lobo Antunes et António Nazaré Pereira*
14. *Louis Michel, Elio Di Rupo, Anne Van Lancker, et Pierre Chevalier*
15. *Luís Queiró*
16. *Dick Roche*
17. *Adrian Severin*
18. *Ingvar Svensson*
19. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
20. *Joachim Wuermeling*
21. *John Gormley*

CHAPITRE 2: LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

Article 23

En établissant une union douanière entre eux, les États membres entendent contribuer, conformément à l'intérêt commun, au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, et à la réduction des barrières douanières et autres.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Supprimer la référence aux investissements étrangers directs (No. 1/Abitbol, No. 3/de Villepin, No. 5/Fischer, No. 11/Palacio, No. 13/Teufel, No. 14/Voggenhuber+1). Remplacer cette référence par une définition plus précise et annonce une future contribution de proposition de texte (No. 6/Hain). Amender rédaction en anglais: "on foreign investment" au lieu de "to" (No. 12/Roche). Insérer les mots "et durable" après "harmonieux" et supprimer le texte après "commerce mondial" (No. 15/Gormley).
- Insérer "de marchandises et de services" après "restrictions aux échanges internationaux" (No. 4/de Vries+1)
- Insérer une référence à "l'augmentation de la compétitivité économique de l'Union" et "l'élimination des barrières douanières" plutôt que leur réduction (No. 7/Hjelm-Wallén+4). Ajouter "d'effet équivalent" après "barrières douanières et autres" (No. 10/Lopes+3). Ajouter un deuxième alinéa, selon lequel l'Union douanière devra couvrir tout commerce de marchandises et de services et qu'elle impliquera la prohibition des droits de douane sur les importations et les exportations de l'Union (de et vers des pays tiers) ainsi que toute taxe d'effet équivalent (No. 9/Lennmarker).
- Modifier la rédaction légèrement afin de changer le sens de la formulation concernant le lien entre la libéralisation du commerce international et des capitaux et le développement harmonieux du commerce mondial, en indiquant que les deux premiers sont subordonnés au deuxième (No. 8/Kaufmann).
- Ajouter "en garantissant des conditions de réciprocité entre les États membres" à la fin de l'article (No. 10/Lopes+3).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 23

1. *William ABITBOL*
2. *Jens-Peter Bonde*
3. *de Villepin*
4. *G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
5. *Joschka Fischer*
6. *Hain*
7. *Mme Lena Hjelm-Wallén and M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg, M. Kenneth Kvist et M. Ingvar Svensson, représentants du parlement national.*
8. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
9. *Lennmarker*
10. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
11. *Madame Palacio*
12. *Dick Roche*
13. *Erwin Teufel*
14. *Voggenhuber, Wagener,*
15. *John Gormley*

Article 24

1. *La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, les investissements étrangers directs, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre.*
2. *Le Parlement européen et le Conseil adoptent, conformément à la procédure législative, les lois européennes et les lois-cadres européennes nécessaires pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune.*
3. *Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, les dispositions pertinentes de l'article 33 du présent Titre sont applicables. La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union.*

Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial sur l'état d'avancement des négociations.

4. *Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services impliquant des déplacements des personnes et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes.*
5. *L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres, et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où la Constitution exclut une telle harmonisation.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer "l'Union" par "Communauté" à travers l'article et remplacer "Constitution" par "traité simplifié" (No. 28/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Ajouter une référence à la contribution aux objectifs du développement durable et l'éradication de la pauvreté à la fin du paragraphe (No. 2/Gabaglio, No. 15/Dybkjaer, No. 38/Svensson, No. 41/Van Lancker, No. 43/Wagener, No. 42/Voggenhuber+3 – *en supprimant également la référence à l'article 1 du Titre dans le dernier cas*) ou à la cohérence avec la politique de développement et la politique d'environnement (No. 9/Borrell+2. Insérer une référence au début de l'article selon laquelle la politique commerciale commune sera fondée sur des concessions unilatérales vis-à-vis des pays les moins développés et sur le développement durable (No. 8/Bonde).
- Supprimer la référence aux investissements étrangers directs (No. 12/de Villepin, No. 16/The Earl of Stockton, No. 18/Fischer, No. 36/Roche) ou remplacer cette référence par un texte plus précis (No. 22/Hain). Supprimer les références aux aspects commerciaux de la propriété intellectuelle et les investissements étrangers directs et ajouter une phrase selon laquelle ces domaines ne font pas partie de la politique commerciale commune et restent des domaines de la libre coopération entre États membres (No. 5/Abitbol).
- Ajouter une référence à la "violation des normes minimales de la protection des travailleurs et de l'environnement" après "subventions" (No. 17/Fini+1).
- Ajouter des réservations à la préservation des services d'intérêt général après "libéralisation" (No. 2/Gabaglio).
- Ajouter à la fin du paragraphe que de la vraie substance doit être donné aux clauses concernant la démocratie contenues dans des accords d'association et de commerce de l'Union et qu'à cette fin, un code de conduite international sera établi pour la relation entre l'Union et les pays tiers (No. 11/Cushnahan).
- Supprimer la dernière phrase concernant le renvoi aux principes et objectifs dans l'article 1 de ce titre (No. 22/Hain).
- Supprimer le texte après "principes uniformes" (No. 26/Kaufmann).
- Insérer un nouveau paragraphe 1 bis qui établit que le Conseil agit par le vote à la majorité qualifiée dans l'exercice des pouvoirs donnés par l'article et que l'avis conforme du Parlement européen est requis pour la conclusion de tout accord important sous cet article (No 1/Kauppi, No.6/Cushnahan, No. 34/McAvan+8) ou que le Conseil agit après avoir consulté le Parlement européen (No. 27/Kiljunen).

Paragraphe 2.

- Remplacer le paragraphe par un texte fondé sur l'article 133, par. 2 TCE (No. 24/Hjelm-Wallén+3).
- Remplacer le paragraphe avec un texte qui établit que le Conseil adopte par majorité qualifiée les règlements nécessaires pour la mise en œuvre et qu'il agit après avoir consulté le Parlement européen (No. 40/Tiilikainen+3).

- Ajouter que conformément à l'article 28 de la Partie I, des lois ou lois cadres peuvent confier au Conseil ou à la Commission les compétences d'exécution (No. 12/de Villepin).
- Remplacer "lois cadres européennes" par "recommandations" (No. 16/The Earl of Stockton). Supprimer la référence aux lois (No. 23/Heathcoat-Amory).

Paragraphe 3.

- Ajouter que la Commission doit présenter des recommandations également au Parlement européen (No. 10/Brok+29, No. 20/Giannakou, No. 42/Voggenhuber+3, No. 44/Wuermeling). Indiquer que le Conseil autorise la Commission à ouvrir des négociations après avoir consulté le Parlement européen (No. 3/Kauppi, No. 6/Cushnahan, No. 9/Borrell+2, No. 14/Duff+17, No. 34/McAvan+8, No. 35/Michel+3, No. 37/Severin, No. 41/Van Lancker). Ajouter que le Conseil donne cette autorisation après l'approbation du Parlement européen (No. 26/Kaufmann, No. 44/Wuermeling) et qu'il soit précisé au deuxième alinéa que les directives de négociation sont communiquées dans la décision autorisant l'ouverture des négociations (No. 26/Kaufmann), ou que ce soit le Conseil et le Parlement européen qui peuvent donner des directives (No. 42/Voggenhuber+3).
- Remplacer "le Conseil et la Commission" par "les institutions" (No. 10/Brok+29).
- Ajouter à la fin du deuxième alinéa que la Commission tiendra également pleinement et régulièrement informé le Parlement européen de l'avancement des négociations (No. 9/Borrell+2 No. 10/Brok+29, No. 20/Giannakou, No. 35/Michel+3, No. 41/Van Lancker, No. 42/Voggenhuber+3). Ajouter le Conseil et le Parlement européen (No. 26/Kaufmann).
- Insérer une référence à la conclusion des accords dans le domaine des transports, sur les lignes du texte de l'article 133, par. 6 TCE (No. 4/Christophersen+3).
- Préciser que le principe d'unanimité s'applique à l'entière de l'article (No. 23/Heathcoat-Amory).

Paragraphe 4.

- Supprimer le paragraphe (No. 10/Brok+29, No. 14/Duff+17, No. 25/Jacobs, No. 30/Lennmarker, No. 27/Severin). Amender le paragraphe pour indiquer que la majorité qualifiée s'applique à la conclusion des accords dans les domaines de la commerce de services impliquant des déplacements des personnes et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle (No. 9/Borrell+2, No. 29/Kohout), et supprimer la partie consacrée à la non-harmonisation (No. 9/Borrell+2).

- Remplacer le paragraphe et/ou ajouter (dans un paragraphe séparé ou dans celui-ci) l'essentiel du texte de la première phrase de l'article 133, par. 6, deuxième alinéa TCE en ce qui concerne les domaines des services culturels et audiovisuels, des services sociaux et de santé et des services d'éducation (No. 19/Floch, No. 21/Haenel+1, No. 26/Kaufmann, No. 27, Kiljunen, No. 31/Lequiller, No. 33/Maclennan, No. 39/Teufel, No. 42/Voggenhuber+3 et No. 24/Hjelm-Wallén+3 avec mention également des services fournis par des monopoles d'état), dans la mesure où les accords excèdent l'harmonisation dans ces secteurs au sein de l'Union (No. 24/Hjelm-Wallén+3) et préciser que le Conseil statuera à l'unanimité (No. 19/Floch, No. 21/Haenel+1, No. 24/Hjelm-Wallén+3), après avis du Parlement européen (No. 19/Floch). Insérer des références aux services culturels et audiovisuels, des services de l'éducation, des services sociaux et de santé humaine (No. 32/Lopes+3). Ajouter que l'unanimité s'applique aux accords dans les domaines des investissements étrangers directs et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle (No. 24/Hjelm-Wallén+3).
- Remplacer le paragraphe par les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 133, par. 5 TCE (No. 12/de Villepin).
- Ajouter un alinéa selon concernant le droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales qui sont conformes au droit de l'Union et d'autres accords internationaux concernés (No. 22/Hain).
- Supprimer les mots "impliquant des déplacements des personnes" (No. 36/Roche).

Paragraphe 5.

- Remplacer le paragraphe par le texte de l'article 133, par. 6 TCE (No. 12/de Villepin) ou par son premier alinéa (No. 22/Hain).
- Ajouter un sixième paragraphe concernant le droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales qui sont conformes au droit de l'Union et d'autres accords internationaux concernés (référence aux accords dans le domaine de transports dans le commentaire, No. 13/de Vries +1).
- Supprimer "où la Constitution exclut une telle harmonisation" (No. 23/Heathcoat-Amory).

Propositions concernant un nouvel article

- Ajouter à ce chapitre un article 24 bis comportant une clause de sauvegarde, selon laquelle les États membres peuvent demander l'autorisation de prendre eux-mêmes des mesures de politique commerciale dans des cas d'urgence qui peuvent mettre en cause la sécurité nationale ou la survie de structures économiques de valeur ajoutée significative (No 7/Lopes+3).

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 24

1. *Mme Piia-Noora Kauppi*
2. *M. Emilio Gabaglio*
3. *Mme Piia-Noora Kauppi*
4. *MM. Henning Christophersen, Poul Schlüter, Henrik Dam Kristensen et Niels Helveg Petersen.*
5. *M. William ABITBOL*
6. *M. John Cushnahan*
7. *M. Ernâni Lopes, Mme Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
8. *M. Jens-Peter Bonde*
9. *MM. Borrell (membre), Carnero et López Garrido (suppléants)*
10. *Mmes/MM.: BROK; SANTER; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
11. *M. John Cushnahan*
12. *M. de Villepin*
13. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
14. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gricius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: M. Willem Van Eekelen, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
15. *Mme Dybkjær*
16. *the Earl of Stockton, membre du Parlement européen*
17. *Gianfranco Fini – Francesco Speroni*
18. *M. Joschka Fischer*
19. *M. Jacques Floch, membre suppléant*
20. *Mme Marietta Giannakou*
21. *MM. Hubert Haenel, membre titulaire, et Robert Badinter, membre suppléant*

22. *Hain*
23. *David Heathcoat-Amory*
24. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
25. *M. Georges Jacobs - UNICE*
26. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
27. *M. Kiljunen*
28. *TIMOTHY KIRKHOPE MEP*
29. *Jan Kohout*
30. *M. Lennmarker*
31. *M. Pierre Lequiller, président de la délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.*
32. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
33. *M. Robert MacLennan*
34. *Mme Linda McAVAN, Mme Anne VAN LANCKER, M. Olivier DUHAMEL, M. Luis MARINHO, Mme Pervenche BERÈS, Mme Maria BERGER, Mme Elena PACIOTTI, Mme Helle THORNING-SCHMIDT, M. Jürgen MEYER*
35. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier, membre suppléant de la Convention*
36. *M. Dick Roche*
37. *M. Adrian Severin*
38. *M. Ingvar SVENSSON*
39. *M. Erwin Teufel*
40. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
41. *Anne Van Lancker*
42. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener, Nagy*
43. *Renée Wagener*
44. *Joachim Wuermeling*

CHAPITRE 3: LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS TIERS ET L'AIDE HUMANITAIRE

I. LA COOPERATION AU DÉVELOPPEMENT

Article 25

1. *La politique de l'Union dans le domaine de la coopération au développement est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre. La politique de coopération au développement de l'Union et celles des États membres se complètent et se renforcent mutuellement.*
2. *L'Union et les États membres respectent les engagements, et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations unies et des autres organisations internationales compétentes.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Modifier le titre du chapitre pour qu'il se réfère également de manière spécifique à la coopération au développement (No. 1/Berger+1, No. 2/Michel+4, No. 3/Timmermans, No. 6/Wagener, No. 7/Carey, No. 11/Farnleitner) ou "la politique commune de coopération au développement" (No. 5/Voggenhuber+2).
- Remplacer toutes les références à "l'Union" par "la Communauté" (No. 14/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Reformuler le paragraphe en ajoutant un alinéa/du texte indiquant les objectifs spécifiques de la coopération au développement (No. 1/Berger+1, No. 3/Timmermans, No. 10/Duff+19, No. 19/Svensson, No. 20/Van Lancker, No. 23/Carey) ou remplacer le texte par un texte qui énonce les objectifs spécifiques de cette politique (No. 12/Hain, No. 18/Roche, No. 22/Wagener), mais également le fait qu'elle vise les pays en voie de développement (No. 12/Hain). Ajouter une référence à l'objectif d'éradiquer la pauvreté (No. 17/O'Sullivan+1).
- Compléter le paragraphe par une phrase concernant la nécessité de cohérence entre la PESC et d'autres domaines de l'action extérieure avec la politique de coopération au développement (No. 9/Borrell+2).
- Ajouter que la politique de l'Union dans ce domaine est fondée sur le principe de partenariat (No. 2/Gabaglio, No. 13/Kaufmann – en supprimant la première phrase actuelle, No. 21/Voggenhuber+3), ou ajouter un paragraphe supplémentaire à cet effet (No. 16/Michel+4), et la promotion de la participation des organisations de la société civile (No. 2/Gabaglio) ou la participation de tous les secteurs de la société (No. 16/Michel+4, No. 21/Voggenhuber+3). Ajouter que l'Union développe une politique dans ce domaine (No. 13/Kaufmann).
- Ajouter la politique dans ce domaine est fondé sur les intérêts et les besoins des pays en voie de développement (No. 21/Voggenhuber+3).

- Ajouter un paragraphe qui est fondé sur l'article 178 TCE, concernant la prise en compte les objectifs de la politique de développement dans la mise en œuvre d'autres politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en voie de développement (No. 11/Farnleitner).

Paragraphe 2.

- Remplacer "tiennent compte des" par "contribuent aux" (No. 4/Berger+1, No. 5/Timmermans, No. 20/Van Lancker, No. 22/Wagener, No. 24/Carey, No. 25/Gormley) ou par "promeuvent activement" (No. 19/Svensson).
- Ajouter un troisième paragraphe qui spécifie que le chapitre couvre la coopération avec des pays en voie de développement, afin de le distinguer de la coopération économique, financière et technique avec les pays tiers (No. 6/Timmermans, No. 22/Wagener).
- Ajouter une référence à la prise en compte des objectifs de la politique de développement dans la mise en œuvre d'autres politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en voie de développement (No. 12/Hain), ou remplacer le paragraphe actuel d'un tel texte (No. 18/Roche), ou ajouter un troisième paragraphe à cet effet (No. 15/Lopes+3).

Proposition d'ajouter un article

- Ajouter un article selon lequel l'Union et les États membres devraient œuvrer pour l'introduction des procédures harmonisées et des stratégies agréées, en tant qu'instruments pour l'amélioration de la complémentarité et de la coordination (No. 7/Van Lancker).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 25

1. *Mme Maria BERGER, M. Caspar EINEM*
2. *M. Emilio GABAGLIO*
3. *M. Frans Timmermans*
4. *Mme Maria BERGER, M. Caspar EINEM*
5. *M. Frans Timmermans*
6. *M. Frans Timmermans*
7. *Mme Anne Van Lancker*
8. *M. Jens-Peter Bonde*
9. *MM. Borrell (membre), Carnero et López Garrido (suppléants)*
10. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gricius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
11. *M. Hannes FARNLEITNER*
12. *M. Hain*
13. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
14. *TIMOTHY KIRKHOPE MEP*
15. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
16. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention, et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention*
17. *MM. O'Sullivan et Ponzano*
18. *M. Dick Roche*
19. *M. Ingvar Svensson*
20. *Mme Anne Van Lancker*
21. *MM. Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener, Nagy*
22. *Mme Renée Wagener*
23. *M. Pat Carey*
24. *M. Pat Carey*
25. *John Gormley*

Article 26

1. *Le Parlement européen et le Conseil adoptent, conformément à la procédure législative, les lois européennes et les lois-cadres européennes nécessaires pour la mise en œuvre de la politique de coopération au développement, qui peuvent porter sur des programmes pluriannuels de coopération avec des pays en voie de développement ou des programmes avec une approche thématique.*
2. *L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés à l'article 1 du présent Titre. Ces accords sont négociés et conclus conformément à l'article 33 de ce Titre.*

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

3. *La Banque européenne d'investissement contribue, selon les conditions prévues dans ses statuts, à la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1.*
4. *Le présent article n'affecte pas la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre de la convention ACP-CE.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer toutes les références à "l'Union" par "la Communauté" (No. 14/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Remplacer la référence aux "lois-cadres européennes" par "recommandations" (No. 5/The Earl of Stockton), ou supprimer la référence aux "lois européennes" (No. 7/Heathcoat-Amory) ou ajouter "et d'autres instruments" (No. 11/Lopes+3).
- Supprimer le texte après "programmes pluriannuels de coopération" (No. 8/Hjelm-Wallén+4).

Paragraphe 2.

- Ajouter "et organisations régionales" après "internationales" (No. 8/Hjelm-Wallén+4).
- Supprimer la référence aux objectifs de l'article 1 et de la remplacer par "nécessaires pour la mise en œuvre de cette politique" (No. 9/Kaufmann).
- Ajouter "dans le domaine de la coopération au développement" afin de clarifier que la compétence de conclure des accords concerne ce domaine (No. 16/Teufel).

Paragraphe 3.

(Aucun amendement)

Paragraphe 4.

- Supprimer le paragraphe (No. 3/de Vries+1, No. 4/Duff+19, No. 9/Kaufmann, No. 13/Michel+4, No. 14/O'Sullivan+1, No. 15/Svensson, No. 15/Tiilikainen+4, No. 18/Voggenhuber+2).
- Ajouter que le Fonds européen de développement (FED) sera budgétisé (No. 2/Cushnahann, No. 12/McAvan+5 – en indiquant que le financement FED devrait être isolé ("ring fenced") dans le budget de l'Union) et que les mêmes procédures que celles applicables à d'autres domaines d'assistance financière de l'Union s'appliqueront (No. 2/Cushnahan).
- Ajouter que l'article n'affectera pas non plus des associations telles que le "Commonwealth" et la "Francophonie" (No. 7/Heathcoat-Amory).
- Corriger la référence à l'Accord de Partenariat ACP-CE (No. 11/Lopes+3, No. 12/McAvan+5).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 26

1. *M. Jens-Peter Bonde*
2. *M. Cushnahan*
3. *M. G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
4. *Membres: M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
5. *The Earl of Stockton MEP*
6. *M. Hain*
7. *M. David Heathcoat-Amory*
8. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker et M. Kenneth Kvist, membres du parlement national.*
9. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
10. *TIMOTHY KIRKHOPE MEP*
11. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
12. *Mme Linda McAVAN, Mme Anne VAN LANCKER, M. Luis MARINHO, Mme Pervenche BERÈS, Mme Elena PACIOTTI, Mme Helle THORNING-SCHMIDT*
13. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention*
14. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
15. *M. Ingvar Svensson*
16. *M. Erwin Teufel*
17. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
18. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener*

Article 27

1. *L'Union et les États membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les organisations internationales et lors des conférences internationales, dans l'objectif de favoriser la complémentarité et l'efficacité de leurs actions. Ils peuvent entreprendre des actions conjointes. Les États membres contribuent, si nécessaire, à la mise en œuvre des programmes d'aide de l'Union.*
2. *La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.*
3. *Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer toutes les références à "l'Union" par "la Communauté" (No. 14/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Supprimer les deux dernières phrases (No. 11/Hjelm-Wallén+3) ou la dernière phrase (No. 14/Lopes+3).
- Ajouter que la coopération au développement de l'Union prendra en compte la coordination générale de l'assistance mondiale (No. 17/Tiilikainen+4).
- Remplacer "favoriser" par "assurer" (No. 14/Lopes+3).
- Ajouter une référence aux objectifs spécifiques de la politique de développements (qu'il est proposé d'insérer à l'article 25, par. 1) (No. 9/Hain).
- Remplacer "contribuent" par "peuvent contribuer" (No. 10/Heathcoat-Amory).
- Supprimer les mots "dans l'objectif de favoriser la complémentarité et l'efficacité de leurs actions" (No. 12/Kaufmann).

Paragraphe 2.

- Ajouter que l'Union et les États membres œuvrent pour l'introduction des procédures harmonisées et des stratégies agréées (No. 7/Duff+18).
- Remplacer "peut prendre" par "prendra" (No. 8/Farnleitner, No. 15/McAvan+7, No. 16/Svensson) et supprimer "prendra toute initiative utile pour" (No. 15/McAvan+7).

Paragraphe 3.

- Ajouter que la coopération "est fondée sur le principe fondamental d'égalité des partenaires" (No. 6/Demiralp) ou "un partenariat égal", (No. 7/Duff+I8).

Propositions d'ajouter un paragraphe ou un article

- Ajouter un paragraphe ou un article qui établit que la politique de coopération au développement de l'Union se fonde sur les principes de partenariat, dans le but d'intégrer tous les secteurs de la société, y compris les organisations de la société civile (No. 1/Dybkaer, No. 2/Van Lancker, No. 3/Wagener, No. 4/Berger+I) ou insérer dans le paragraphe 3 (No. 6/Demiralp).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 27

1. *Mme Dybkjær*
2. *Anne Van Lancker*
3. *Renée Wagener*
4. *Mme Maria BERGER, M. Caspar EINEM*
5. *M. Jens-Peter Bonde*
6. *M. Oğuz DEMIRALP*
7. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gricius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
8. *M. Hannes FARNLEITNER*
9. *M. Hain*
10. *M. David Heathcoat-Amory*
11. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
12. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
13. *Timothy Kirkhope, membre du Parlement européen*
14. *M. Ernâni Lopes, Mme Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
15. *Mme Linda McAVAN, Mme Anne VAN LANCKER, M. Olivier DUHAMEL, M. Luis MARINHO, Mme Pervenche BERÈS, Mme Maria BERGER, Mme Elena PACIOTTI, Mme Helle THORNING-SCHMIDT*
16. *M. Ingvar SVENSSON*
17. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
18. *M. Pat Carey*

II. LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET TECHNIQUE AVEC LES PAYS TIERS

Article 28

- 1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, et notamment dans les articles 25 à 27 du présent Titre concernant la coopération au développement, l'Union mène, dans le cadre de ses compétences, des actions de coopération économique, financière et technique avec des pays tiers. Ces actions sont cohérentes avec la politique de développement de l'Union. Les actions de l'Union et des États membres se complètent et se renforcent mutuellement. Elles sont menées dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre.**
- 2. Le Parlement européen et le Conseil adoptent, conformément à la procédure législative, les lois européennes et les lois-cadres européennes nécessaires pour la mise en œuvre du paragraphe 1.**
- 3. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 33 de ce Titre. Le Conseil statue à l'unanimité pour les accords d'association visés à l'article 32, paragraphe 2 de ce Titre ainsi que pour les accords à conclure avec les États candidats à l'adhésion à l'Union.**

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer toutes les références à "l'Union" par "la Communauté" (No. 14/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Ajouter une référence à l'assistance urgente, en particulier l'assistance financière (No. 3/Brok+29, No. 6/Giannakou, No. 10/McAvan+7, No. 11/Svensson).
- Remplacer "pays tiers" par "d'autres pays que les pays en voie de développement" (No. 1/Timmermans, No. 5/Dybkaer, No. 12/Wagener) afin de clarifier la portée de cette assistance, ou ajouter "ou groupes de pays tiers" après "pays tiers" (No. 9/Lopes+3). Remplacer la dernière phrase, pour indiquer que ces actions doivent en particulier bénéficier les peuples les plus pauvres dans les nations les plus pauvres dans le monde (No. 2/Bonde). Ajouter une référence à la cohérence avec la PESC (No. 4/de Villepin).
- Supprimer la référence à l'article 1 (No. 7/Kaufmann).

Paragraphe 2.

- Remplacer la procédure par l'adoption par le Conseil après consultation du Parlement européen (No. 4/de Villepin).
- Ajouter "et d'autres instruments" après les références aux lois et lois cadres (No. 9/Lopes+3).

Paragraphe 3.

- Supprimer la référence aux accords visés à l'article 32, par. 2 du titre (No. 3/Brok+29, No. 7/Kaufmann) ainsi que la référence aux accords à conclure avec les États candidats à l'adhésion à l'Union (No. 7/Kaufmann).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 28

1. *M. Frans Timmermans*
2. *M. Jens-Peter Bonde*
3. *Mmes/ MM. BROK; SANTER; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
4. *M. de Villepin*
5. *Mme Dybkjær*
6. *Mme Marietta GIANNAKOU*
7. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
8. *TIMOTHY KIRKHOPE MEP*
9. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
10. *Mme Linda McAVAN, Mme Anne VAN LANCKER, M. Olivier DUHAMEL, M. Luis MARINHO, Mme Pervenche BERÈS, Mme Maria BERGER, Mme Elena PACIOTTI, Mme Helle THORNING-SCHMIDT*
11. *M. Ingvar SVENSSON*
12. *Mme Renée Wagener*

Article 29

Lorsque la situation dans un pays tiers exige une assistance financière à caractère urgent de la part de l'Union, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte, à la majorité qualifiée, les mesures nécessaires.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

Il convient de noter que la version original et correct du texte est celui en français, selon lequel le Conseil adopte les mesures nécessaires à la majorité qualifiée, le texte en anglais évoquant "l'unanimité". Cette différence entre ces deux versions a semé la confusion et nous présentons nos sincères excuses pour cette erreur.

- Supprimer la référence à l'unanimité dans le version en anglais (voir remarque ci-dessus) (No. 2/Brok+31, No. 5/Duff+19, No. 10/McAvan+7, No. 15/Tiilikainen+4) et la remplacer par "majorité qualifiée" (No. 12/Roche). Indiquer que les mesures sont adoptés à l'unanimité (No. 14/Teufel).
- Indiquer que le Conseil et le Parlement européen adoptent les mesures nécessaires (No. 2/Brok+31), ou ajouter "après la consultation du Parlement européen" (No. 16/Dybckaer, No. 10/McAvan+7, No. 13/Svensson), ou ajouter "après l'approbation du Parlement européen" (No. 8/Kaufmann). Apporter une modification qui donnerait le droit de proposition également au Parlement européen (No. 11/Muscardini).
- Amender la rédaction afin de circonscrire le recours à cette base juridique et d'assurer la cohérence des décisions prises avec les objectifs de l'action extérieure de l'Union (No. 3/de Villepin) ou limiter la portée de l'article en ajoutant des références aux critères "GENVAL" (No. 4/de Vries+1).
- Supprimer l'article (No. 6/Hain, No. 7/Hjelm-Wallén+3).
- Remplacer toutes les références à "l'Union" par "la Communauté" (No. 9/Kirkhope).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 29

1. *M. Jens-Peter Bonde*
2. *Mmes/MM. : BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; LEQUILLER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
3. *M. de Villepin*
4. *G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
5. *Membres: M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Griekus, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
6. *M. Hain*
7. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
8. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
9. *Timothy Kirkhope, membre du Parlement européen*
10. *Mme Linda McAVAN, Mme Anne VAN LANCKER, M. Olivier DUHAMEL, M. Luis MARINHO, Mme Maria BERGER, Mme Elena PACIOTTI, Mme Helle THORNING-SCHMIDT, M. Jürgen MEYER*
11. *Cristiana MUSCARDINI*
12. *M. Dick Roche*
13. *M. Ingvar SVENSSON*
14. *M. Erwin Teufel*
15. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
16. *Mme Dybkjaer*

III. L'AIDE HUMANITAIRE

Article 30

1. *Les actions de l'Union dans le domaine de l'aide humanitaire sont menées dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre. Ces actions visent à porter ponctuellement assistance, secours et protection aux populations des pays tiers, victimes de catastrophes d'origine humaine ou naturelle, pour faire face aux besoins humanitaires résultant de ces différentes situations. Les actions de l'Union et des États membres se complètent et se renforcent mutuellement.*
2. *Les actions d'aide humanitaire sont menées conformément aux principes du droit international humanitaire, en particulier les principes d'impartialité et de non-discrimination.*
3. *Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les lois et les lois-cadres nécessaires définissant le cadre dans lequel sont mises en œuvre des actions d'aide humanitaire de l'Union.*
4. *L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés à l'article 1. Ces accords sont négociés et conclus conformément à l'article 33 de ce Titre.*

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

5. *Afin d'établir un cadre pour des contributions communes des jeunes européens aux actions humanitaires de l'Union un Corps volontaire européen d'aide humanitaire est créé. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent une loi européenne fixant son statut et son fonctionnement.*
6. *La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination entre les actions de l'Union et celles des États membres, afin de renforcer l'efficacité et la complémentarité des dispositifs de l'Union et des dispositifs nationaux d'aide humanitaire.*
7. *L'Union veille à ce que ses actions humanitaires soient coordonnées et cohérentes avec celles des organisations et organismes internationaux, en particulier ceux qui font partie du système des Nations unies.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer toutes les références à "l'Union" par "la Communauté" (No. 10/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Supprimer la référence à l'article 1 (No. 2/Bonde, No. 9/Kaufmann) et introduire une référence aux "peuples les plus pauvres dans les pays les plus pauvres" (No. 2/Bonde).
- Modifier la rédaction en indiquant entre autre que les objectifs des actions ont de sauver des vies, d'alléger la souffrance et restaurer la dignité humaine (No. 8/Hjelm-Wallén+4).
- Supprimer "ponctuellement" (No. 11/Lopes+3)

Paragraphe 2.

- Ajouter une référence à la neutralité, pour citer les principes internationaux pour l'assistance humanitaire de manière complète (No. 1/Dybkaer, No. 5/Duff+19, No. 8/Hjelm-Wallén+4, No. 14/Svensson, No. 17/Van Lancker) et remplacer "non-discrimination" par "indépendance" (No. 8/Hjelm-Wallén+4).
- Modifier la rédaction en indiquant entre autre que les opérations doivent être conforme également avec "d'autres pratiques établies" (No. 8/Hjelm-Wallén+4).
- Ajouter une phrase qui indique que les actions humanitaires ne peuvent être menées par des personnels militaires qu'à titre exceptionnel, en soutien aux organisations humanitaires et dans le respect du droit humanitaire (No. 13/O'Sullivan+1).

Paragraphe 3.

- Ajouter "et d'autres instruments" après "lois-cadres européennes" (No. 11/Lopes+3).

Paragraphe 4.

- Supprimer la référence à l'article 1 (No. 9/Kaufmann).
- Indiquer qu'il s'agit des accords dans le domaine de l'aide humanitaire (No. 15/Teufel).

Paragraphe 5.

- Supprimer le paragraphe (No. 4/deVries+1, No. 7/Heathcoat-Amory+1, No. 8/Hjelm-Wallén+4, No. 10/Kirkhope, No. 12/McAvan+7, no. 16/Tiilikainen+4, No. 18/Voggenhuber+2).

Paragraphe 6.

- Remplacer "peut prendre" par "prendra" (No. 3/Brok+31, No. 6/Farnleitner, No. 9/Kaufmann, No. 12/McAvan+7, No. 14/Svensson).

Paragraphe 7.

(Aucun amendement)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 30

1. *Mme Dybkjær*
2. *M. Jens-Peter Bonde, membre de la Convention*
3. *Mmes/MM. BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; LEQUILLER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
4. *M. G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
5. *Membres: M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Griekus, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
6. *M. Hannes Farnleitner*
7. *David Heathcoat-Amory, Earl of Stockton, membre du Parlement européen*
8. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
9. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
10. *Timothy Kirkhope, membre du Parlement européen*
11. *M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira*
12. *Mme Linda McAVAN, Mme Anne VAN LANCKER, M. Olivier DUHAMEL, M. Luis MARINHO, Mme Pervenche BERÈS, Mme Maria BERGER, Mme Elena PACIOTTI, Mme Helle THORNING-SCHMIDT*
13. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
14. *M. Ingvar SVENSSON*
15. *M. Erwin Teufel*
16. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
17. *Mme Anne Van Lancker*
18. *MM. Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener*

CHAPITRE 4: LES MESURES RESTRICTIVES

Article 31

- 1. *Lorsqu'une décision portant sur une position ou une action de l'Union adoptée en vertu des dispositions sur la politique étrangères et de sécurité commune du Chapitre 1 du présent Titre, prévoit l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la Commission conjointement, prend les mesures nécessaires. Il en informe le Parlement européen.***
- 2. *Dans les domaines visés au paragraphe 1, le Conseil peut adopter selon la même procédure des mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales, groupes ou entités non-étatiques.***

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- *Changement de dénomination du ministre des affaires étrangères (No 5/Duff+18, No 12/Queiro)*
- *Supprimer l'article (No 2/Kirkhope)*

Paragraphe 1.

- *Supprimer "et de la Commission conjointement" (No 3/de Villepin)*
- *Supprimer "le ministre des affaires étrangères" (No 14/Tiilikainen + 4)*
- *Remplacer "du ministre des affaires étrangères et de la Commission conjointement" par "le Président du Conseil" (No 1/Bonde)*
- *Préciser que le Parlement européen sera pleinement et régulièrement tenu informé (No 2/Borrell + 2)*
- *Ajouter "urgentes" après "mesures" (No 4/De Vries + 1)*
- *Remplacer "majorité qualifiée" par "unanimité" et ajouter une référence à l'application de l'abstention constructive (No 7/Heathcoat Amory)*

Paragraphe 2.

- *Ajouter une disposition qui stipule que la prise de telles mesures doit être en conformité avec les obligations dérivant du droit international et respecter les droits fondamentaux des individus ou des groupes concernés (No 6/Farnleitner)*
- *Ajouter les mesures de restriction à l'accès au territoire (No 5/Duff + 18, No 11/O'Sullivan + 1)*

- Introduire une restriction à l'application de cette disposition en précisant que les mesures restrictives ne peuvent être prises qu'à l'encontre de personnes ou groupes de personnes qui ont ou qui ont eu dans le passé des "*fonctions vitales*" dans un pays tiers (No 8/Hjelm-Wallén + 4)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 31

1. *M. Jens-Peter Bonde*
2. *MM. Borrell (membre), Carnero et López Garrido (suppléants)*
3. *M. de Villepin*
4. *M. G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
5. *Membres: M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
6. *M. Hannes Farnleitner*
7. *David Heathcoat-Amory*
8. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement et M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
9. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
10. *Timothy Kirkhope, membre du Parlement européen*
11. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
12. *M. Luís Queiró*
13. *M. Dick Roche*
14. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
15. *John Gormley*

CHAPITRE 5 : ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 32

1. *L'Union peut s'engager par la conclusion d'accords avec un ou plusieurs États tiers ou organisations internationales dans les cas où les dispositions de la Constitution prévoient la conclusion de tels accords.*
2. *L'Union peut conclure des accords d'association avec un ou plusieurs États tiers ou organisations internationales. Ces accords créent une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières avec un ou plusieurs États tiers ou organisations internationales.*
3. *L'Union peut conclure les accords internationaux dont la conclusion est nécessaire pour réaliser un objectif de l'Union, est prévue dans un acte législatif de l'Union, ou qui affectent un acte interne de l'Union.*
4. *Les accords conclus par l'Union lient les institutions de l'Union et les États membres.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

Structure de l'article:

- Fusionner les paragraphes 1 et 3 (N° 2/Farnleitner)

Terminologie:

- Remplacer le terme "Union" par "Communauté" (N° 7/Kirkhope),
- Remplacer le terme "Constitution" par "Traité simplificateur" (N° 7/Kirkhope),
- Remplacer le terme "Constitution" par "Traité" (N° 9/Queiró),

Champs des compétences externes de l'Union:

- Limiter la compétence externe de l'Union aux matières relatives à l'aide humanitaire et au commerce avec les pays en voie de développement (N° 7/Kirkhope).

Accords d'association:

- Déplacer le paragraphe 2 dans un nouvel article traitant spécifiquement des accords d'association (N° 11/Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vanhanen et Korhonen)

Compétence des États membres:

- Habilitier non plus l'Union mais les États membres à conclure des accords internationaux en remplaçant le mot Union par le mot "États membres" (N° 5/Heathcoat-Amory)
- Être attentif au fait qu'en matière de coopération judiciaire et policière dans le domaine pénal, ainsi que dans la PESC, la compétence appartient en premier chef aux États membres (N° 6/Hjelm-Wallén, Lekberg, Lennmarker)

Paragraphe 1.

Référence à la procédure de conclusion des accords:

- Ajouter que les accords doivent être conclus conformément aux procédures de conclusion des accords prévue dans la Constitution, celle-ci devant prévoir une procédure particulière en ce qui concerne les accords portant sur la coopération judiciaire en matière pénale et sur la coopération policière (N° 4/Hain)

Étendre le champ de la compétence à la compétence implicite:

- Ajouter que l'Union peut également conclure des accords internationaux "en vue de mettre en œuvre ses politiques" (N° 8/O'Sullivan et Ponzano).

Paragraphe 3.

Modifications de langage:

- Préciser que l'acte législatif de l'Union prévoyant la conclusion d'un accord est adopté sur la base d'autres dispositions relatives à la compétence, (N° 3/Fischer)
- Remplacer les termes "qui affectent un acte interne de l'Union" par "dans la mesure où la conclusion de tels accords porte atteinte à un acte interne de l'Union" (N° 3/Fischer).
- Remplacer "qui affectent" par "dans la mesure où les accords affectent" (N° 11/Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vanhanen et Korhonen)
- Remplacer le texte afin d'indiquer que l'Union peut conclure des accords internationaux lorsque la Constitution a créé des compétences dans l'ordre juridique interne afin d'atteindre un objectif spécifique et que la conclusion d'un accord est nécessaire afin d'atteindre cet objectif (N° 11/Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vanhanen et Korhonen).

Remplacer par le parallélisme parfait entre les compétences internes et externes:

- Remplacer le texte par "L'union peut conclure des accords internationaux dont la portée est reflétée par les compétences internes de l'Union" (N° 10/Teufel)

Suppression:

- Supprimer le paragraphe (N° 4/Hain, N° 5/Heathcoat-Amory)

Paragraphe 4.

Suppression:

- Supprimer le paragraphe (N° 5/Heathcoat-Amory)

Ajouter que la compétence externe est une compétence partagée:

- Ajouter que le premier paragraphe est sans préjudice de la compétence des États membres de négocier au sein des enceintes internationales et de conclure des accords internationaux (N° 10/Teufel).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 32

1. *Jens-Peter Bonde*
2. *Hannes Farnleitner*
3. *Joschka Fischer*
4. *Hain*
5. *David Heathcoat-Amory*
6. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement et M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
7. *TIMOTHY KIRKHOPE, membre du Parlement européen*
8. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
9. *Luís Queiró*
10. *Erwin Teufel*
11. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*

Article 33

1. *Sans préjudice des dispositions particulières de l'article 24 du présent Titre, les accords entre l'Union et des États tiers ou organisations internationales sont négociés et conclus selon la procédure suivante.*
2. *Le Conseil autorise l'ouverture des négociations, arrête les directives de négociation et conclut les accords.*
3. *La Commission, ou le ministre des affaires étrangères de l'Union lorsque l'accord porte exclusivement ou principalement sur la politique étrangère et de sécurité commune, présente des recommandations au Conseil qui l'autorise à ouvrir des négociations. La Commission et le ministre des affaires étrangères de l'Union, présentent, le cas échéant, des recommandations conjointes.*
4. *Le Conseil désigne dans le cadre de la décision d'autorisation des négociations, en fonction de la matière du futur accord, le négociateur ou le chef de file de l'équipe de négociation de l'Union.*
5. *Le Conseil peut adresser des directives des négociations au négociateur de l'accord et peut désigner un comité spécial en consultation avec lequel les négociations doivent être conduites.*
6. *Sur proposition du négociateur de l'accord, le Conseil en décide la signature et, le cas échéant, son application provisoire avant son entrée en vigueur.*
7. *Le Conseil conclut l'accord sur proposition du négociateur de l'accord. Sauf lorsque l'accord porte exclusivement sur la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil ne conclut l'accord qu'après consultation du Parlement européen. Le Parlement émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence. En l'absence d'avis, dans ce délai, le Conseil peut statuer. L'avis conforme du Parlement européen est cependant requis en cas d'accord d'association, en cas d'adhésion à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que d'accords créant un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération, les accords ayant des implications budgétaires notables pour l'Union et les accords couvrant des domaines auxquels s'applique la procédure législative. Le Conseil et le Parlement européen peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'avis conforme.*
8. *Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le Conseil peut, lors de la conclusion d'un accord, habiliter le négociateur de l'accord à approuver les modifications au nom de l'Union lorsque l'accord prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord; le Conseil peut assortir cette habilitation de certaines conditions spécifiques.*
9. *Au cours de toute la procédure, le Conseil statue à la majorité qualifiée. Il statue cependant à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes ainsi qu'en cas d'accord d'association et en cas d'adhésion à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.*

10. *Le Conseil, sur proposition du ministre des affaires étrangères de l'Union ou de la Commission, décide de la suspension de l'application d'un accord et établit les positions à prendre au nom de l'Union dans une instance créée par un accord, lorsque cette instance est appelée à adopter des décisions ayant des effets juridiques, à l'exception des décisions complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord.*
11. *Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toutes les étapes de la procédure décrite au présent article.*
12. *Le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Banque centrale européenne ou un État membre peut recueillir l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les dispositions de la Constitution auxquelles s'étend la compétence juridictionnelle de la Cour de justice. En cas d'avis négatif de la Cour de Justice, l'accord envisagé ne peut entrer en vigueur sauf révision de la Constitution selon la procédure prévue à l'article [N].*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

Le ministre des affaires étrangères:

- Donner un champ de compétence égal en matière d'action extérieure tant au ministre des affaires étrangères de l'Union qu'à la Commission (paragraphe 3 et 4) (N° 12/Cushnahan)
- Le qualifier de ministre des affaires étrangères/Secrétaire de l'Union (N° 15/Duff + 18)
- Le qualifier de Commissaire aux affaires extérieures (N° 32/Gormley)
- Supprimer toute référence à un ministre des affaires étrangères de l'Union au profit de la Commission (N° 28/Svensson)

Scinder l'article en deux articles

- Un article relatif aux accords autres que dans le domaine de la PESC, où le droit d'initiative appartiendrait à la Commission, et un article relatif aux accords portant sur la PESC, où le droit d'initiative appartiendrait au ministre des affaires étrangères (N° 18/Hain).

Terminologie:

- Traduction du titre du ministre des affaires étrangères:
 - en allemand en "Aussenminister" (N° 21/Kaufmann)
 - en portugais en "Representante Europeu para as Relações Externas" (N° 25/Queiró)
- Remplacer le terme "Union" par "Communauté" (N° 22/Kirkhope)
 - Remplacer le terme "Constitution" par "Traité simplificateur" (N° 22/Kirkhope), "Traité" (N° 25/Queiró),

Champs des compétences externes de l'Union:

- Limiter la procédure aux accords relatifs à l'aide humanitaire et au commerce avec les pays en voie de développement (N° 22/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Supprimer la référence à l'article 24 (N° 10/Borrell, Carnero, López Garrido)
- Ajouter que le Protocole sur le rôle des parlements nationaux s'applique le cas échéant (N29/Teufel)

Paragraphe 2.

Consultation du Parlement européen

- Ajouter l'exigence de consultation au Parlement européen avant d'autoriser l'ouverture de négociations (N° 3/Wuermeling, N° 10/Borrell, Carnero, López Garrido)

Association du Parlement européen

- Ajouter que le Conseil agit en association avec le Parlement européen (N° 30/Voggenhuber +4)

Signature des accords

- Ajouter que le Conseil autorise la signature des accords (N° 16/Farnleitner)

Supprimer le paragraphe (N° 21/Kaufmann)

Paragraphe 3.

Droit d'initiative

- Donner le droit d'initiative à la Présidence et uniquement à celle-ci (N° 9/Bonde)
- Correction rédactionnelle sans altérer le sens (N° 20/Hjelm-Wallén + 4, N° 26/Roche)

Ministre des affaires étrangères

- Remplacer la référence à la PESC par une référence à l'article 19 de la première partie relative au ministre des affaires étrangères afin de délimiter son champ de compétence (N° 13/de Villepin)
- Limiter son champ de compétence aux accords portant exclusivement sur la PESC (N° 23/Michel + 3)

Recommandations conjointes de la Commission et du ministre des affaires étrangères:

- Supprimer la possibilité de recommandations conjointes (N° 13/de Villepin, N° 23/Michel + 3)
- Les limiter aux matières couvrant à la fois la PESC et d'autres champs de l'action extérieure (N° 14/de Vries, de Bruijn)

Consultation du Parlement européen

- Exiger la consultation du Parlement européen par le Conseil avant d'autoriser l'ouverture de négociations (N° 21/Kaufmann)

Rôle du Parlement européen

- Autorisation d'ouvrir les négociations donnée par le Conseil et le Parlement (N° 30/Voggenhuber + 4)

Modification de langage dans le texte anglais:

- Remplacer "to open" par "the opening of" (N° 15/Duff + 18, N° 30/Voggenhuber + 4)

Paragraphe 4.

Le négociateur:

- Préciser que le Conseil nomme comme négociateur la Commission ou le ministre des affaires étrangères de l'Union (N° 11/Brok + 28, N° 12/Cushnahan, N° 17/Giannakou)
- Poser comme principe que la Commission conduit les négociations:
 - laissant le choix au Conseil uniquement pour les accords portant exclusivement ou principalement sur la PESC ou pour les accords relatifs au droit pénal (N° 14/de Vries, de Bruijn).
 - sauf pour les accords portant exclusivement ou principalement sur la PESC qui doivent être négociés par le ministre des affaires étrangères (N° 15/Duff + 18, N° 24/O'Sullivan et Ponzano)
 - sauf pour les accords portant exclusivement sur la PESC qui doivent être négociés par le ministre des affaires étrangères (N° 23/Michel + 3, N° 27/Severin)
- Ne pas soumettre le choix du négociateur à la matière du futur accord (N° 21/Kaufmann)

Supprimer le paragraphe (N° 20/Hjelm-Wallén + 4, N° 30/Voggenhuber + 4)

Paragraphe 5.

Le Comité spécial

- Rendre la consultation d'un comité spécial obligatoire et préciser que ce comité est composé d'un nombre égal de représentant du Conseil affaires étrangères et du Parlement européen (N° 11/Brok + 28, N° 17/Giannakou) et ajouter que des membres du Parlement européen seront intégrés à la délégation de l'Union dans les Conférences internationales et les principaux accords (N° 12/Cushnahan).
- Prévoir plusieurs comités spéciaux (N° 30/Voggenhuber +4).
- Changement purement rédactionnel (N° 21/Kaufmann)

Les directives adressées au négociateur

- Prévoir que le Conseil et le Parlement peuvent adresser des directives au négociateur (N° 30/Voggenhuber +4).

Paragraphe 6.

Consultation du Parlement européen

- Ajouter l'exigence de consulter le Parlement européen avant de décider de la signature (N° 21/Kaufmann)

Paragraphe 7.

Conclusion des accords

- Indiquer que c'est l'Union et non le Conseil qui conclut les accords (N° 30/Voggenhuber +4).
- Indiquer que les accords sont conclus sur proposition de la Commission quel que soit le négociateur (N° 30/Voggenhuber +4).

Étendre l'exigence de consultation du Parlement européen

- À tous les accords, y compris ceux portant exclusivement sur la PESC (N° 12/Cushnahan, N° 15/Duff +18, N° 21/Kaufmann, N° 27/Severin).

Étendre l'exigence d'avis conforme du Parlement européen:

- À tous les accords (N° 5/Wuermeling, N° 16/Farnleitner), le Parlement se prononçant à la majorité de ses membres (N° 10/Borrell, Carnero, López Garrido, N° 30/Voggenhuber +4).
- Aux accords commerciaux (N° 1/McAvan, Van Lancker, Duhamel, Marinho, Berès, Paciotti, Thorning-Schmidt, N° 4/Dybkjaer, N° 6/Cushnahan, N° 7/Kauppi, N° 11/Brok + 28, N° 12/Cushnahan, N° 15/Duff +1,8 N° 17/Giannakou)
- Aux accords de développement et de coopération (N° 4/Dybkjaer, N° 15/Duff +18)
- Aux accords ayant des conséquences financières au lieu d'implications budgétaires notables" (N° 8/Wuermeling)

- À tout accord portant sur la protection des droits fondamentaux (N° 21/Kaufmann, N° 23/Michel + 3)

Paragraphe 8.

Rôle du Parlement européen

- Ajouter que le Conseil ne décide de l'habilitation du négociateur qu'après consultation ou avis conforme du Parlement européen selon que l'accord porte sur une matière pour laquelle le paragraphe 7 exige la consultation ou l'avis conforme du Parlement (N° 21/Kaufmann)

Supprimer le paragraphe (N° 30/Voggenhuber +4).

Paragraphe 9.

Recours à la majorité qualifiée

- Préciser que lorsque l'accord porte sur le domaine de la PESC, le recours à la majorité qualifiée ne peut se faire que dans les conditions posées par l'article 9 du Titre B de la deuxième partie (N° 13/de Villepin).

la majorité qualifiée au Conseil

- Ajouter que le Conseil statue à la majorité qualifiée sauf lorsque la Constitution le prévoit autrement (N° 16/Farnleitner)

Étendre la majorité qualifiée au Conseil

- À tous les accords (N° 10/Borrell, Carnero, López Garrido, N° 30/Voggenhuber +4).
- Aux accords d'association (N° 20/Hjelm-Wallén + 4)
- À l'adhésion à la CEDH (N° 21/Kaufmann, N° 31/Tiilikainen + 4)
- À tous les accords sauf pour l'adhésion à la CEDH qui serait le seul cas d'unanimité (N° 11/Brok + 28)

Étendre l'exigence de l'unanimité au Conseil:

- Aux cas où un parlement national fait valoir un intérêt national vital et que le Premier ministre de l'État membre concerné est prêt à mettre son veto au prochain sommet européen (N° 9/Bonde)
- À tous les accords (N° 19/Heathcoat-Amory)
- Aux autres accords portant sur la protection des droits fondamentaux (N° 23/Michel + 3)
- Remplacer l'unanimité par la majorité superqualifiée (N° 15/Duff +18)
- Reformulation sans changement de sens (N° 14/de Vries, de Bruijn, N° 18/Hain)

Paragraphe 10.

- Supprimer l'exigence de proposition de la Commission ou du ministre des affaires étrangères (N° 9/Bonde)
- Ajouter l'exigence d'avis conforme du Parlement européen qui doit être rendu dans le mois (N° 21/Kaufmann)

Paragraphe 11.

- Autoriser les membres du Parlement européen à participer à la procédure (N° 2/Wuermeling)

Paragraphe 12.

- *Étendre la légitimité active* à demander un avis préalable de la Cour aux régions à compétence législative et aux Parlements nationaux (N29/Teufel)

Étendre de la compétence de la Cour dans le cadre de l'avis préalable

- Supprimer la restriction aux dispositions de la Constitution auxquelles s'étend la compétence juridictionnelle de la Cour (N° 16/Farnleitner, r N° 23/Michel + 3)
- Supprimer l'exigence de révision de la Constitution en cas d'avis préalable négatif de la Cour (N° 26/Roche)
- Supprimer le paragraphe (N° 19/Heathcoat-Amory)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 33

1. *Mme Linda McAVAN, Mme Anne VAN LANCKER, M. Olivier DUHAMEL, M. Luis MARINHO, Mme Pervenche BERÈS, Mme Elena PACIOTTI, Mme Helle THORNING-SCHMIDT*
2. *Joachim Wuermeling*
3. *Joachim Wuermeling*
4. *Dybkjær*
5. *Joachim Wuermeling*
6. *John Cushnahan*
7. *Piia-Noora KAUPPI*
8. *Joachim Wuermeling*
9. *Jens-Peter Bonde*
10. *Borrell (membre), Carnero et López Garrido (suppléants)*
11. *BROK; SANTER; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; MALJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
12. *John Cushnahan*
13. *M. de Villepin*
14. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
15. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Griekus, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjær, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
16. *Hannes Farnleitner*
17. *Marietta Giannakou*
18. *Hain*
19. *David Heathcoat-Amory*

20. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
21. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
22. *TIMOTHY KIRKHOPE, membre du Parlement européen*
23. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier, membre suppléant de la Convention*
24. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
25. *M. Luís Queiró*
26. *Dick Roche*
27. *M. Adrian Severin*
28. *Ingvar SVENSSON*
29. *Erwin Teufel*
30. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener, Nagy*
31. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
32. *John Gormley*

Article 34

1. *Par dérogation à l'article 33, le Conseil, statuant à l'unanimité sur recommandation de la Banque centrale européenne ou de la Commission, après consultation de la Banque centrale européenne en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix et après consultation du Parlement européen, selon la procédure visée au paragraphe 3 pour les arrangements y mentionnés, peut conclure des accords formels portant sur un système de taux de change pour l'euro, vis-à-vis des monnaies non-Union. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Banque centrale européenne ou de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix, peut adopter, modifier ou abandonner les cours centraux de l'euro dans le système des taux de change. Le président du Conseil informe le Parlement européen de l'adoption, de la modification ou de l'abandon des cours centraux de l'euro.*
2. *En l'absence d'un système de taux de change vis-à-vis d'une ou de plusieurs monnaies non-Union au sens du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne, soit sur recommandation de la Banque centrale européenne, peut formuler les orientations générales de politique de change vis-à-vis de ces monnaies. Ces orientations générales n'affectent pas l'objectif principal du Système européen de banques centrales, à savoir le maintien de la stabilité des prix.*
3. *Par dérogation à l'article 33, au cas où des accords sur des questions se rapportant au régime monétaire ou de change doivent faire l'objet de négociations entre l'Union et un ou plusieurs États ou organisations internationales, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne, décide des arrangements relatifs aux négociations et à la conclusion de ces accords. Ces arrangements doivent assurer que l'Union exprime une position unique. La Commission est pleinement associée aux négociations.*
4. *Sous réserve du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne, décide de la position qu'occupe l'Union au niveau international en ce qui concerne des questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'Union économique et monétaire et de sa représentation, dans le respect de la répartition des compétences prévue aux articles X [ex-99] et Y [ex-105].*
5. *Sans préjudice des compétences et des accords de l'Union dans le domaine de l'Union économique et monétaire, les États membres peuvent négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Nouveau texte basé sur la structure de l'article 33 (N° 10/O'Sullivan, Ponzano)

- Remplacer le Conseil par "les États membres de la zone Euro" (N° 8/Kirkhope)
- Remplacer le terme "Union" par "Communauté" ou "Eurozone" selon le cas (N° 8/Kirkhope),
- Demande de révision sur base de l'article 41 de la première partie (N° 9/Michel + 4)
- Déplacer cet article sous le titre Union économique et monétaire (N° 12/Tiilikainen + 3)

Paragraphe 1.

- Instaurer le principe selon lequel lorsque le Conseil statue sur recommandation de la Commission, il statue après consultation de la Banque centrale et lorsqu'il statue sur recommandation de la Banque centrale, il doit statuer après consultation du Parlement européen, tant dans le cadre de la conclusion d'accords que de modification ou abandon des cours centraux de l'Euro (N° 7/Kaufmann)

Paragraphe 2.

Amendements rédactionnels

- Amendement visant à rendre le texte anglais conforme au texte français, le texte relatif à la Banque centrale manquant dans la version anglaise (il s'agit d'une erreur de traduction dans le texte anglais) (N° 5/Hain)
- Biffer la référence à la majorité qualifiée dès lors qu'il s'agit de la règle générale (N° 7/Kaufmann)

Paragraphe 3.

- Confier la négociation des accords monétaires à la Commission, en consultation étroite avec le Conseil et la Banque centrale (N° 3/Duff + 17)

Amendements rédactionnels

- Biffer la référence à la majorité qualifiée ainsi que la référence à une exception à l'article 33 dès lors qu'il s'agit de la règle générale précisément posée par l'article 33. Au contraire, indiquer "pour le reste l'article 33 s'applique" (N° 7/Kaufmann)
- Amendement linguistique dans la version allemande où le terme Union a été malencontreusement traduit par "Gemeinschaft" (N° 7/Kaufmann)

Paragraphe 4.

- Modifier le texte afin de dire que le Conseil s'accorde sur une position commune et sur l'institution chargée de présenter cette position commune au sein des institutions financières internationales (N° 11/Roche)

- Préciser que l'Union doit adopter une seule position au niveau international, les États membres de la zone euro étant impliqués dans chaque étape de l'élaboration de cette position (N° 4/Farnleitner)

Représentation extérieure de l'Euro

- Confier la représentation extérieure de l'Euro à la Commission (N° 2/Brok + 31), sans préjudice des missions de la Banque centrale et en contact étroit avec le Conseil et la Banque centrale (N° 3/Duff + 17).
- Scinder l'article et introduire un nouveau paragraphe relatif à la représentation extérieure de l'Euro (N° 4/Farnleitner).
- Ajouter que cet article n'affecte pas les droits des États membres ne participant pas à l'Euro (N° 6/Heathcoat-Amory, Stockton)
- Biffer la référence à la majorité qualifiée et à l'initiative de la Commission dès lors qu'il s'agit de la règle générale (N° 7/Kaufmann)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 34

1. *M. Jens-Peter Bonde*
2. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; TAJANI; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; BASILE; BREJC; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; DOLORES; FOGLER; FOLLINI; FRENDON; GIANNAKOU; KAUPPI; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; LENNMARKER; LEQUILLER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; ZIELENIEC; ZILE*
3. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Griekus, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akcam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
4. *Hannes FARNLEITNER*
5. *Hain*
6. *David Heathcoat-Amory, Earl of Stockton, membre du Parlement européen*
7. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
8. *TIMOTHY KIRKHOPE, membre du Parlement européen*
9. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention*
10. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
11. *Dick Roche*
12. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*

CHAPITRE 6: RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LES PAYS TIERS ET DÉLÉGATIONS DE L'UNION

Article 35

1. *L'Union établit toute coopération utile avec les Nations unies, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et l'Organisation de coopération et de développement économique.*

Elle assure en outre les liaisons opportunes avec toute autre organisation internationale.

2. *Le ministre des affaires étrangères de l'Union et la Commission sont chargés de la mise en œuvre du paragraphe précédent.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Modifier le titre en ajoutant "Représentation extérieure" (No. 1/Berès, No. 14/O'Sullivan+1) et "et de la zone euro" (No. 1/Berès).
- Remplacer "l'Union" par "la Communauté" (No. 2/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Ajouter que l'Union peut demande l'adhésion à des organisations (No. 3/Borrel+2). Ajouter (dans un paragraphe séparé) que les États membres œuvreront pour que l'Union puisse devenir membre des organisations internationales (No. 6/Duff+18, No. 13/Michel+4).
- Ajouter l'OTAN aux organisations citées (No. 5/de Vries+1, No. 7/Fini+1, No. 10/Hübner, No. 12/Kohout).
- Modifier la rédaction du deuxième alinéa pour évoquer "d'autres formes de coopération" plutôt que "liaisons opportunes" (No. 7/Fini+1). Ajouter que le maintien des relations avec des organisations ne veut pas dire que l'Union deviendra un État (No. 9/Heathcoat-Amory+1).

Paragraphe 2.

- Un certain nombre de Conventionnels s'interrogent sur le nom de cette fonction (No. 6/Duff+18, No. 16/Queiró).
- Remplacer "le Ministre" par "la présidence" (No. 2/Bonde). Supprimer la référence au ministre (No. 18/Svensson, No. 20/Gormley).
- Supprimer la référence à la Commission (No. 4/de Villepin).
- Ajouter "selon les circonstances" (No. 8/Hain).

- Supprimer le paragraphe (*No. 11/Kirkhope*).
- Supprimer les mots "sont changés de" pour dire "mettent en œuvre" (*No. 17/Roche*).

Proposition d'ajouter un nouvel article ou de nouveaux paragraphes

- Ajouter des paragraphes qui développent plus en détail l'organisation de la représentation extérieure de l'Union (*No. 13/Michel+4, No. 14/O'Sullivan+1, No. 19/Tiilikainen+4*).
- Ajouter un article concernant la représentation extérieure de l'Union économique et monétaire (*No. 1/Berès*).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 35

1. *Pervenche Berès*
2. *Jens-Peter Bonde*
3. *MM. Borrell (membre), Carnero et López Garrido (suppléants)*
4. *M. de Villepin*
5. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
6. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gricius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam et M. Eugenijus Maldeikis; membres suppléants: Mme Lone Dybkjaer, M. Willem Van Eekelen, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
7. *Gianfranco FINI – Francesco SPERONI*
8. *Hain*
9. *David Heathcoat-Amory, the earl of Stockton MEP*
10. *Prof. Danuta Hübner*
11. *TIMOTHY KIRKHOPE MEP*
12. *Jan Kohout*
13. *M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention*
14. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
15. *Pervenche Berès*
16. *M. Luís Queiró*
17. *Dick Roche*
18. *Ingvar SVENSSON*
19. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
20. *John Gormley*

Article 36

1. *Les délégations de l'Union dans les pays tiers et auprès des organisations internationales assurent la représentation de l'Union.*
2. *Les délégations de l'Union opèrent sous l'autorité du ministre des affaires étrangères de l'Union, et en étroite coopération avec les missions des États membres.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Fusionner cet article avec l'article 35, en fusionnant également les deux paragraphes concernant les délégations de l'Union (No. 17/Roche).
- Remplacer "l'Union" par "la Communauté" (No. 8/Kirkhope).

Paragraphe 1.

- Fusionner les deux paragraphes, en supprimant les références au ministre et à la Commission (No. 6/Hjelm-Wallén).
- Remplacer "le ministre" par "la présidence" (No. 1/Bonde).
- Ajouter un paragraphe introductif qui établit que l'Union à son propre service diplomatique et propose de supprimer la référence aux "délégations" pour évoquer "des représentations diplomatiques" et "des délégations aux conférences internationales", qui peuvent représenter les États membres qui le souhaitent (No. 2/Farnleitner). Ajouter "et ses citoyens" après l'Union (No. 7/Hübner).
- Ajouter "selon les circonstances" (No. 4/Hain) ou "quand mandatées" (No. 5/Heathcoat-Amory).

Paragraphe 2.

- Ajouter que les délégations font partie des services de la Commission (No. 9/O'Sullivan+1).
- Indiquer que les délégations travaillent sous l'autorité du Conseil européen (No. 8/Kirkhope), ou que les délégations travaillent sous l'autorité de la présidence ou, dans certains cas, le Représentant des relations extérieures de l'Union (No. 10/Queiró). Supprimer la référence au ministre (No. 12/Svensson). Ajouter une référence à la Commission (No. 13/Tiilikainen+4). Supprimer "le ministre" et d'ajouter "le Commissaire des relations extérieures" (No. 14/Gormley).
- Remplacer "en étroite coopération avec" par "après avoir consulté" (No. 3/Giannakou).

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 36

1. *Jens-Peter Bonde*
2. *Hannes Farnleitner*
3. *Marietta GIANNAKOU*
4. *Hain*
5. *David Heathcoat-Amory*
6. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
7. *Prof. Danuta Hübner*
8. *TIMOTHY KIRKHOPE, membre du Parlement européen*
9. *M. O'Sullivan et M. Ponzano*
10. *M. Luís Queiró*
11. *Dick Roche*
12. *Ingvar SVENSSON*
13. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
14. *John Gormley*

PARTIE II

CHAPITRE X: SOLIDARITÉ

Article X (mise en œuvre de la clause de solidarité)

- 1. *Sur base d'une proposition conjointe du ministre des affaires étrangères et de la Commission, le Conseil adopte des actes définissant un cadre pour la mise en œuvre de la clause de solidarité visée à l'article X de la Partie I. Ces actes sont adoptés conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution.***
- 2. *Si un État membre fait l'objet d'une attaque terroriste, les autres États membres lui portent assistance à la demande de ses autorités politiques. À cette fin, les États membres se coordonnent au sein du Conseil.***
- 3. *Dans le cadre du présent article, le Conseil est assisté par le Comité Politique et de Sécurité et par le Comité permanent de sécurité intérieure, qui lui présentent, le cas échéant, des avis conjoints.***
- 4. *Afin de permettre à l'Union d'agir d'une manière efficace, le Conseil européen, sur base d'un rapport du Conseil, procède à une évaluation régulière des menaces auxquelles l'Union est confrontée.***

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Changer le titre: mise en œuvre de la clause de sécurité et de solidarité (No 4/Fischer)
- Supprimer l'article (No 9/Kaufmann, No 13/Roche, No 16/Voggenhuber + 2, No 17/Bonde, No 18/Gormley)

Paragraphe 1.

- Remplacer "actes" par actes juridiques (No 3/Farnleitner)
- Nouvelle formulation prévoyant la coordination des actions de l'Union et de ses États membres dans la mise en œuvre de la clause (No 1/de Villepin, No 4/Fischer, No 6/Hain)
- Remplacer la proposition conjointe par la proposition de la Commission (No 14/Svensson)
- Rédactionnel (No 3/Farnleitner, No 5/Giannakou + 3)
- Supprimer le paragraphe (No 2/de Vries + 1)
- Devient paragraphe 2 reprenant le 1er paragraphe existant en supprimant la proposition conjointe du ministre des affaires étrangères et de la Commission (No 1/de Villepin)

Paragraphe 2.

Portée

- Ajouter une référence aux catastrophes naturelles ou désastre (*No 3/Farnleitner, No 10/Kiljunen*)
- Rédactionnel et ajout d'une quelconque attaque armée (*No 5/Giannakou + 3*)
- Ajouter la référence à la nécessité d'une décision nationale concernant l'assistance d'un État à un autre (*No 8/Hjelm-Wallen + 3*)
- Remplacer "à la demande de ses autorités politiques" par à la demande de l'État membre concerné (*No 10/Kiljunen, No 15/Tiilikainen + 3*)
- Ajouter l'Union, en plus des États membres qui portent assistance (*No 15/Tiilikainen + 3*)
- Supprimer le paragraphe (*No 2/de Vries + 1, No 7/Heathcoat-Amory*)

Paragraphe 3.

- Rédactionnel et supprimer la référence aux "avis conjoints" et la remplacer par des avis pertinents (*No 5/Giannakou + 3*)
- Supprimer le paragraphe (*No 7/Heathcoat-Amory*)

Paragraphe 4.

- Ajouter citoyens: des menaces auxquelles les citoyens de l'Union sont confrontés. (*No 7/Heathcoat-Amory*)
- Reformulation prévoyant que les États membres devraient être encouragés à reporter au Conseil européen la possibilité de menace terroriste et ces rapports devraient être évalués par le Conseil. (*No 11/Kirkhope*)
- Supprimer la référence au rapport du Conseil (*No 1/de Villepin, No 4/Fischer, No 6/Hain*)
- Rédactionnel (*No 5/Giannakou + 3*)

LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE X

1. *M. de Villepin*
 2. *G.M. de Vries et T.J.A.M. de Bruijn*
 3. *Hannes Farnleitner*
 4. *Joschka Fischer*
 5. *Mme Marietta GIANNAKOU, M. Paraskevas AVGERINOS, M. Elmar BROK, membres, et M. Evripidis STYLIANIDIS, membre suppléant*
 6. *Hain*
 7. *David Heathcoat-Amory*
 8. *Mme Lena Hjelm-Wallén et M. Sven-Olof Petersson, représentants du gouvernement, et M. Sören Lekberg et M. Kenneth Kvist, représentants du parlement national.*
 9. *Dr Sylvia-Yvonne Kaufmann*
 10. *M. Kiljunen*
 11. *Timothy Kirkhope, membre du Parlement européen*
 12. *M. Luís Queiró*
 13. *Dick Roche*
 14. *Ingvar Svensson*
 15. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
 16. *Voggenhuber, Lichtenberger, Wagener*
 17. *Jens-Peter Bonde*
 18. *John Gormley*
-